

Janvier – Février – Mars 2014

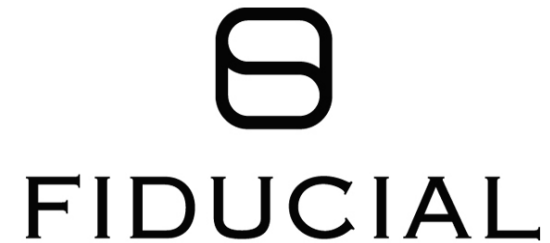
Réalisée du 20 au 31 janvier 2014

Vague 53

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



www.fiducial.fr



FIDUCIAL

- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. Elle emploie 10 500 personnes au service de ses **261 000 clients**.
- Forte d'une expertise construite autour de ses cinq métiers, **le droit, le chiffre, le conseil financier, l'informatique, la sécurité et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

www.fiducial.fr

Sommaire

▪ Poids des TPE	3
▪ Tableau de bord	4
▪ Principaux enseignements	7
▪ Le moral des patrons de TPE	16
▪ L'emploi dans les TPE	19
▪ La situation économique et financière des TPE	34
▪ Les atouts et les handicaps de la France pour les TPE	45
▪ La politique d'investissement des TPE	47
▪ Les TPE et la conférence de presse du 14 janvier 2014	55
▪ Les TPE et le dispositif SEPA	61
▪ Les TPE et les élections municipales	64
▪ Méthodologie	77
▪ Échantillon	78

Poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : environ 2,5 millions*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(*) Source INSEE SIRENE 2011 (pour la répartition par taille) et INSEE SIRENE DGCIS 2008 (pour la répartition de la valeur ajoutée produite)

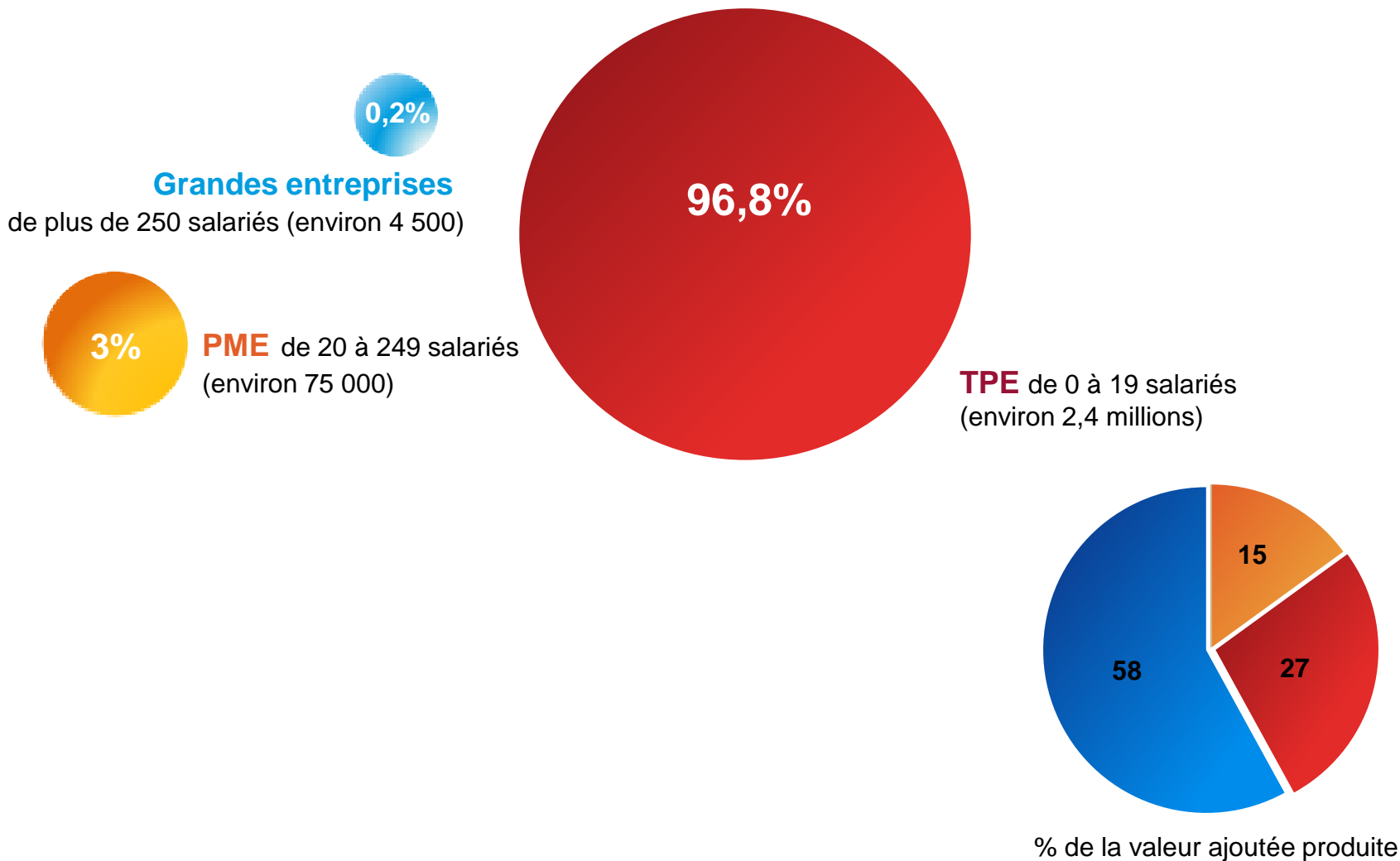


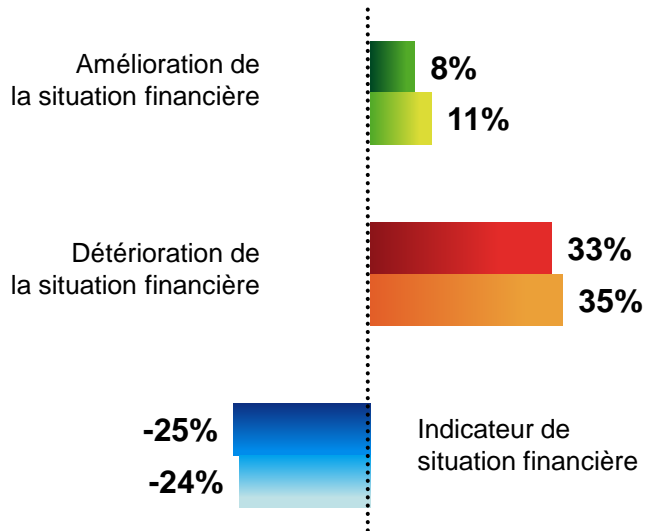
Tableau de bord

Note de lecture

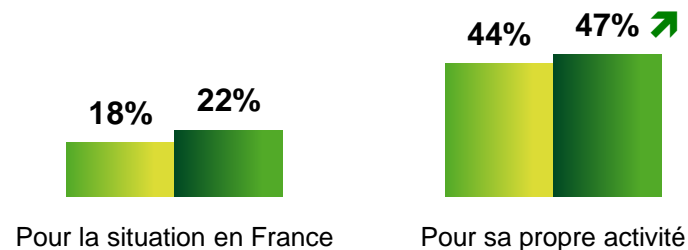
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Moral, situation financière et emploi dans les TPE

Niveau d'optimisme



Situation financière sur les trois derniers mois

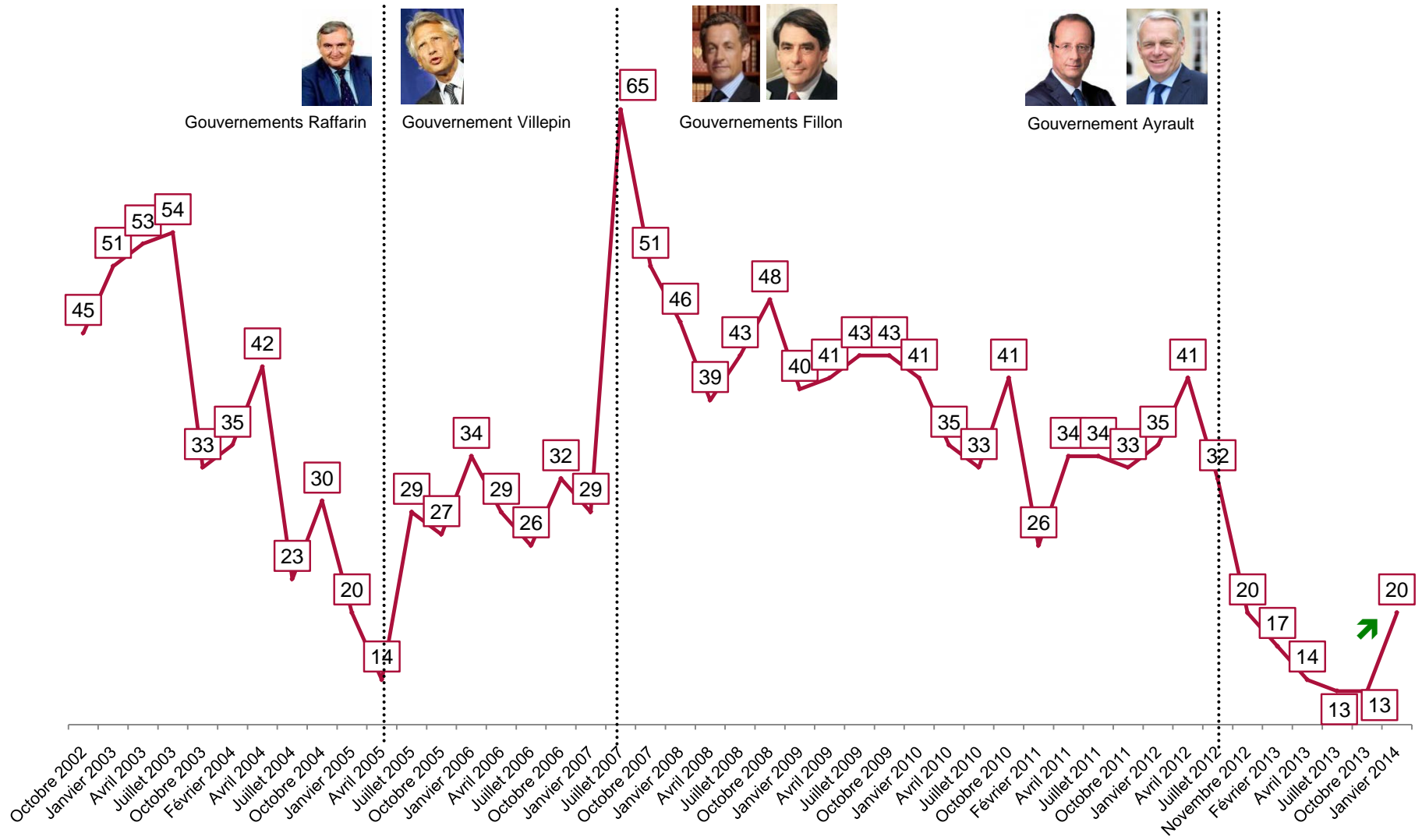


Création nette d'emplois



Base ensemble des TPE : 100% = 1 001 TPE

La confiance globale dans le gouvernement



% de bonne opinion

Base : ensemble des TPE

Principaux enseignements

Une amélioration du moral des dirigeants de TPE malgré une situation encore fragile

Dans un contexte de légère embellie de la situation économique en France et à l'international, le moral des patrons de TPE tend à remonter comme il l'avait fait au milieu de l'année 2013. Ainsi, 22% des dirigeants interrogés se disent optimistes pour le climat général des affaires (+4 points en trois mois) et 47% pour leur propre activité (+3 points). Ces scores restent néanmoins inférieurs aux moyennes observées depuis la création du baromètre. Les entrepreneurs individuels et ceux du secteur des particuliers sont ceux qui ont la vision la plus positive de la conjoncture actuelle, à l'inverse des interviewés ayant un à deux salariés et de ceux de la région parisienne.

Dans ce cadre, les interviewés sont un peu moins nombreux qu'en octobre 2013 à juger leur situation préoccupante (30%, -4 points), avec toujours des difficultés plus vives dans les structures de un à deux salariés (39%), ainsi que dans les secteurs du commerce (40%) et de l'hôtellerie (50%).

Pour autant, cette vision plus favorable de leur environnement ne rend pas les TPE moins fragiles : **l'indicateur de situation financière pour les trois derniers mois (% d'amélioration - % de détérioration) reste très bas (-25, soit un recul d'un point). Le pronostic pour le premier trimestre 2014 est également très pessimiste (-12), à son niveau le plus bas enregistré depuis 2000.**

Sur l'ensemble de l'année écoulée, les TPE estiment que leurs résultats sont en baisse de 0,5%, tandis que le bilan 2012 montrait une stabilité (+0,2%). A ce stade, malgré une vision du contexte économique en légère progression, plus de la moitié des dirigeants (54%) déclarent n'avoir aucune visibilité sur les perspectives de leur entreprise en 2014. Les 46% restants misent sur une croissance atone (tandis qu'à la même époque, il y a un an, ils espéraient une évolution de +0,5%).

Plus d'un chef d'entreprise sur quatre pâtit encore d'une trésorerie déficitaire (26%, +1 point par rapport au mois d'octobre), cette proportion dépassant un tiers dans l'hôtellerie (34%) et le commerce (39%). 27% d'entre eux bénéficient d'un excédent de trésorerie (38% dans les services aux entreprises) et 46% sont à l'équilibre.

Elément contribuant sans doute au regain d'optimisme des patrons de TPE, **14% seulement disent avoir observé un durcissement des conditions d'accès aux crédits bancaires depuis trois mois** (-4 points en 3 mois), un des niveaux les plus faibles enregistrés depuis 2008. Parmi les 17% ayant réalisé une demande de crédit au cours du 4^{ème} trimestre 2013, la moitié seulement (49%) a subi au moins une mesure de durcissement (-16 points en trois mois après un pic constaté au mois d'octobre dernier). Ces demandes supplémentaires concernent plus fortement le commerce (67%) et l'hôtellerie (75%).

Les patrons de TPE ont réduit leurs effectifs en 2013

En lien avec une situation financière toujours instable et fragile, les TPE ont détruit des emplois au dernier trimestre 2013, avec un indice de création nette à -1% et 8% des dirigeants qui affirment avoir supprimé des postes. Notons que ce score s'améliore par rapport au trimestre précédent, où il s'établissait à -2,5%. Les CDI représentent encore moins de quatre embauches sur dix (39%), tandis que 53% des salariés recrutés entre septembre et fin décembre l'ont été en CDD.

Elément encourageant, les chefs d'entreprise anticipent une création nette positive (+1%) malgré un taux d'embauche qu'ils estiment faible (7%, identique au trimestre précédent).

Au global, en 2013, 12% des employeurs ont augmenté leurs effectifs contre 16% qui les ont diminués, soit **en moyenne une suppression de 0,1 poste par entreprise** de 1 à 19 salariés. Cette moyenne est identique parmi les TPE n'ayant pas de salarié, dont 9% des dirigeants disent avoir supprimé au moins un poste. Notons que la rupture à l'amiable reste le mode de suppression des CDI (42%), devant les licenciements (34%, -3 points) et les démissions (22%).

Les prévisions des patrons interrogés pour 2014 sont elles aussi plus positives : **10% espèrent créer des emplois contre 5% l'an dernier** (12% parmi les employeurs et 9% parmi les non employeurs), tandis que 84% veulent les stabiliser. On relève que 16% des dirigeants ayant au moins un salarié envisagent tout de même de réduire leurs effectifs (21% parmi ceux qui emploient entre 10 et 19 personnes).

Les chefs d'entreprise ayant l'intention de recruter en 2014 prévoient en moyenne de créer 1,5 poste. La moitié souhaite embaucher de nouveaux salariés pour la technique ou la production (51% contre 74% en janvier 2012), 36% pour le commercial ou la vente (+7 points en deux ans) et 22% pour du secrétariat ou de la comptabilité (+2 points).

Parmi les 90% de dirigeants ne prévoyant pas d'augmenter leurs effectifs actuellement, 52% souhaiteraient en avoir les moyens. 60% voudraient un ou plusieurs salariés supplémentaires pour des métiers de production, 29% pour développer les ventes et 16% pour leur secrétariat ou leur comptabilité.

Plus d'un dirigeant sur quatre a dû remettre à plus tard ou abandonner une création de poste depuis deux ans

Alors que la moitié des dirigeants mettent en exergue une volonté d'embaucher si la possibilité leur en était donnée, lorsqu'ils sont interrogés plus précisément sur leurs pratiques, cette proportion se réduit significativement. **Ainsi, 28% des chefs d'entreprise ont différé ou renoncé à une embauche depuis deux ans** (35% dans le BTP et 42% parmi les employeurs), dont 20% pour un poste, 6% pour deux postes et 2% pour trois postes ou plus.

Le poids des charges sociales et des impôts est le principal motif mentionné par les interviewés pour expliquer ces reports ou ces abandons de projets d'embauche (70%), nettement devant les difficultés financières (31%). Les rigidités administratives viennent au deuxième plan : 25% évoquent les difficultés pour licencier. Les autres raisons sont liées au manque de visibilité sur l'activité : 24% attribuent ainsi ces renoncements à l'absence de croissance et 23% à l'incertitude sur la pérennité du poste. 15% des patrons concernés invoquent la difficulté à trouver le profil recherché.

Plus généralement, qu'ils aient ou non l'intention ou le désir d'embaucher, **les dirigeants de TPE accordent une importance forte aux freins que constituent les risques financiers et humains si le candidat ne correspond pas (80%, dont 45% qui les jugent très élevés) et les rigidités du droit du travail (71%, dont 46% qui les jugent très élevées)**. Près des deux tiers se considèrent également pénalisés par le montant de la rémunération qu'ils peuvent proposer (65%).

Les opinions sont plus mitigées sur les obstacles à trouver des candidats, que 54% estiment importants (75% dans le BTP). Au même niveau, 52% des interviewés déclarent que le manque de temps et de compétences pour former le candidat peuvent potentiellement les empêcher d'embaucher (59% dans le BTP et dans les services aux entreprises).

Des dirigeants de TPE qui investissent principalement dans les équipements et sont nombreux à se former

L'investissement est largement considéré par les patrons de TPE comme un enjeu clé pour l'avenir des entreprises françaises dans leur ensemble (86%, dont 50% qui qualifient ce domaine de « très important »). Ils sont également nettement majoritaires, mais cependant moins nombreux à souligner sa nécessité pour leur secteur (73% ; 83% dans le commerce et l'hôtellerie) et surtout dans leur propre entreprise (65% ; 75% dans l'hôtellerie).

Concrètement, **7% seulement n'ont réalisé aucun investissement au cours des deux dernières années. Près des trois quarts des dirigeants ont ainsi acquis de nouveaux équipements (73%)**. Il faut noter que 43% des interviewés, soit une proportion élevée, se sont formés à de nouveaux outils ou de nouvelles compétences et 42% ont réalisé des dépenses de communication. Légèrement en-deçà, 38% ont emménagé dans de nouveaux locaux ou effectué des travaux d'aménagements.

20% seulement des employeurs ont formé un ou plusieurs de leurs salariés. Plus marginalement, 12% disent avoir recruté de nouvelles compétences et 11% avoir réalisé des investissements dans la recherche-développement.

Dans le détail, les chefs d'entreprise consacrent en moyenne **10,1% de leur chiffre d'affaires à leurs investissements dans les locaux et équipements** (19,3% dans l'hôtellerie) et 5,9% à ceux consacrés à d'autres domaines.

Alors qu'ils ont massivement réalisé des dépenses depuis deux ans, 14% seulement des dirigeants interrogés ont planifié et budgété des investissements pour 2014 et 25% ont l'intention de mener à bien des projets s'ils trouvent les ressources financières.

La hiérarchie des postes d'investissement pour l'année à venir suit sensiblement le même ordre que pour les deux années passées. 67% envisagent d'effectuer des dépenses d'équipements, 49% de se former à de nouveaux outils ou compétences, 48% de changer ou rénover leurs locaux et 47% de mener des actions de communication. Seule différence sensible, le recrutement de nouvelles compétences, réalisé par 12% uniquement des TPE, est souhaité par 28% d'entre elles ; de la même manière, si 11% seulement ont mis en place de la recherche-développement en 2012 et 2013, 22% pourraient relancer des projets en 2014. On note qu'un employeur concerné sur cinq prévoit de former ses salariés (21%).

Le rebond des intentions d'investissements tiendrait principalement aux réductions de charges et d'impôts et à la croissance

Les patrons ne planifiant pas d'investissements pour 2014, soit 61% d'entre eux, invoquent des raisons très disparates. Le manque de visibilité sur l'activité (55%) et le fait que celle-ci ne nécessite pas d'investissements particuliers (52%) devançant légèrement la réalisation d'investissements récents (45%) et le manque de ressources financières (42%). Les difficultés pour bien cibler ses dépenses sont beaucoup moins fréquentes (20%) et concernent plus particulièrement les jeunes entrepreneurs de moins de 35 ans (31%). On relève que 4% uniquement estiment manquer de compétences en interne pour piloter ces investissements.

Les différentes mesures pouvant faciliter l'investissement suscitent un accueil contrasté auprès des interviewés. **Les employeurs plébiscitent la mise en place d'une réduction de charges sociales sur tous les salaires (88%).** Les chefs d'entreprise se montrent aussi logiquement largement disposés à accroître leurs dépenses dans ce domaine en cas de retour de la croissance (74%), de réduction des impôts (71%) ou d'augmentation de leur rentabilité permettant de dégager des fonds supplémentaires. Une majorité d'entre eux pourrait également investir davantage si les sommes engagées leur permettaient d'élargir leurs marchés (56%) et /ou si elle disposait d'une plus grande visibilité des aides disponibles.

La facilité d'accès au crédit bancaire, qui tend plutôt à s'accroître, pourrait décider 44% des dirigeants interrogés à augmenter leurs investissements. En revanche, moins d'un sur quatre sollicite une aide ou un conseil extérieur pour bien cibler ses dépenses.

Innovation importante dans le domaine de l'harmonisation des procédures européennes, **la norme SEPA, qui devait initialement être appliquée par tous dès le 1^{er} février, concerne 76% des dirigeants interrogés,** dans la mesure où ils effectuent des virements ou prélèvements à titre personnel.

Pourtant, **38% seulement des interviewés concernés déclarent avoir effectué leur migration tandis que 25% ont initié le processus.** Alors qu'un report unique a été décidé pour le 1^{er} juillet, 37% des TPE pourraient connaître des difficultés importantes en termes de paiement d'ici quatre mois, parmi lesquelles 20% n'ont même pas entendu parler de l'obligation d'adopter la nouvelle norme de paiement.

Les annonces faites lors de la conférence de presse de François Hollande sont bien accueillies, malgré des doutes sur leur traduction en actes

Dans un contexte de regain d'optimisme, la confiance dans le gouvernement demeure faible mais progresse de 7 points en 3 mois pour s'établir à 20%.

Cette amélioration est sans doute dynamisée par la conférence de presse donnée par François Hollande le 14 janvier 2014 pour annoncer son pacte de responsabilité, et dont les annonces sont connues par 55% des patrons de TPE (62% parmi les employeurs et 71% au sein du secteur des services aux entreprises).

Une majorité des dirigeants de TPE s'étant renseignée ou ayant suivi la conférence (52%) estime que ces annonces montrent une prise en compte des enjeux et difficultés des entreprises. Bien que cette proportion soit minoritaire, un tiers des dirigeants estime que les mesures envisagées vont faire baisser le coût du travail (33%) et permettre de relancer la croissance et l'emploi (30%)

Lorsque l'on considère les propositions énoncées dans le détail, les chefs d'entreprise se montrent très réceptifs à celles qui visent une simplification fiscale et juridique : 70% jugent la réduction du nombre de taxes sur les entreprises efficace, ce score s'établissant à 61% s'agissant de la diminution du nombre de normes applicables. La suppression des cotisations familiales pour les sociétés convainc une courte majorité d'entre eux (53%). En revanche, une minorité approuve la création d'un Conseil stratégique de la dépense (39%).

Malgré l'accueil positif suscité par les annonces faites lors de la conférence de presse du chef de l'Etat, plus des trois quarts des interviewés (78%) pensent que ces propositions resteront au stade de paroles contre 22% qui en attendent des mesures concrètes (29% dans les services aux entreprises).

En marquant un virage social-démocrate, François Hollande risque en outre de diviser la majorité selon 74% des dirigeants de très petites entreprises.

La France reconnue par les dirigeants de TPE pour son attractivité touristique et la qualité de sa production, mais pénalisée par la dette et la fiscalité

Au-delà du pacte de responsabilité, destiné à favoriser la relance, la **France bénéficie, de l'avis des patrons interrogés, de nombreux atouts pour assurer son avenir, qui constituent autant de leviers de croissance.**

Le tourisme (88%) et la qualité du made in France (75%) sont considérés comme des avantages compétitifs majeurs. Le pays se distingue aussi par ses infrastructures de transports (62%), par l'éducation (60%) et par son système de santé (58%). Une majorité des chefs d'entreprise met en avant également la démographie (52%) et le niveau de qualification des actifs (50%).

Près de la moitié des patrons de TPE valorisent la sécurité (48% contre 19% qui estiment qu'elle est un handicap) et l'appartenance à l'Union Européenne (46% contre 29% qui la voient négativement).

L'euro est à la fois considéré comme neutre (38%) ou comme un atout (38%), 24% des interviewés jugeant qu'il pénalise la France. Le système de retraites est une chance pour l'avenir selon 36% d'entre eux, contre 36% qui le trouvent désavantageux. Les perceptions sur l'immigration sont très diverses : 40% estiment qu'il ne s'agit ni d'un atout ni d'un handicap contre 35% qui la voient comme un handicap et 25% comme un avantage.

Les autres éléments testés sont majoritairement perçus comme des freins à la croissance, en particulier la fiscalité et les charges sociales (86%) et la dette publique (82%). Les dirigeants appréhendent aussi comme des poids pour l'avenir de la France le personnel politique (71%) et l'administration (66%).

La réglementation et le temps de travail (respectivement 59% et 58%) nuisent pour une majorité d'entre eux à la compétitivité française, de même que les normes et le cadre réglementaires (50%).

Les TPE et les élections municipales

Huit dirigeants de TPE sur dix se déclarent satisfaits de la commune dans laquelle ils exercent leur activité (80%), et plus d'un quart d'entre eux s'en estime même « très satisfaits » (26%). Plus nombreux à s'exprimer favorablement qu'en octobre (+5 points), le niveau de satisfaction des petits entrepreneurs tend à rejoindre celui de l'ensemble des Français (85% en février 2013).

60% des chefs d'entreprise interrogés jugent l'évolution de leur commune d'implantation positive depuis quelques années, tandis que 36% restent critiques. Les avis défavorables des patrons sont comparables à ceux du reste de leurs concitoyens (35% pour le grand public). **Ils se montrent favorables à l'égard de l'équipe municipale en place, 70% d'entre eux se disent satisfaits du Maire actuel** et de son équipe. De plus, les trois quart des patrons de très petites entreprises considèrent que la municipalité de leur commune a tenu les engagements pris en 2008. L'appréciation de l'action communale s'avère significativement en hausse depuis trois mois (+10 points).

Aussi, les dirigeants interrogés s'affichent toujours plus confiants s'agissant de l'avenir de leur commune (80%, soit +7 points), et distancent largement l'ensemble des Français plus circonspects (65%). **71% des patrons de TPE déclarent également faire confiance à l'équipe municipale actuelle pour garantir le meilleur avenir pour la ville.** Plus enthousiastes qu'il y a trois mois (+11 points), les petits entrepreneurs se révèlent de nouveau plus confiants que l'ensemble des Français (60%).

Près des trois quarts des patrons de petites entreprises ont l'intention ferme de se rendre aux urnes en mars prochain (64%), et la plupart d'entre eux résident dans la commune d'implantation de leur activité (67%). Avec 36% d'interviewés plus réservés sur leur intention de participation, l'indice d'abstention des petits entrepreneurs s'avère très proche de l'indice national (35%).

Les souhaits de victoire des patrons de TPE aux élections municipales rejoignent sans surprise majoritairement la droite de l'échiquier politique : 41% d'entre eux voudraient voir une liste de droite emporter la mairie de leur commune (32% pour l'UMP, 6% pour le FN et 3% pour l'UDI). A l'inverse, 28% en appellent à une victoire de la gauche (17% pour le PS, 6% pour EELV et 5% pour le Parti communiste ou le parti de gauche). Enfin, seuls 6% des chefs d'entreprise plébiscitent le centrisme du Modem. On relève que 20% ne se prononcent en faveur d'aucun de ces partis.

Dans 75% des cas, le choix du candidat lors du vote aux municipales répond avant tout à des préoccupations locales. Parmi celles-ci, les enjeux les plus prégnants sont ceux de l'emploi (52%) et des impôts locaux (48%). Plus d'un chef d'entreprise sur quatre fait entrer en ligne de compte dans ses deux principaux critères pour se déterminer sur la personne à élire la sécurité (28%), l'éducation (28%) et le cadre de vie (25%).

Il apparaît néanmoins que 21% des dirigeants interrogés, chercheront lors du vote à sanctionner la politique de l'exécutif.

Le moral des patrons de TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Question

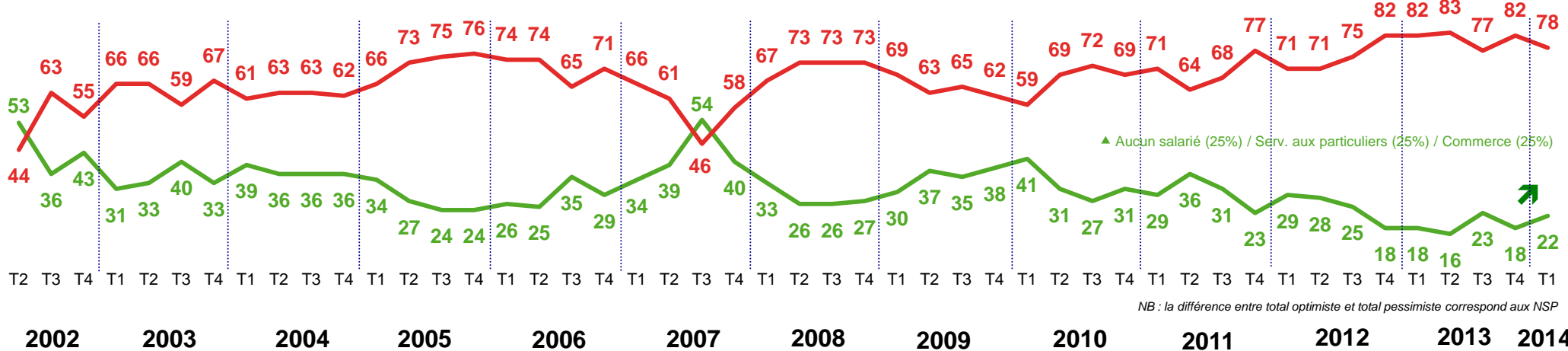
En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

▲ 1 à 2 salariés (84%) / Hôtellerie (84%) / Rég. parisienne (86%)

— Total optimiste sur la situation en France

— Total pessimiste sur la situation en France

▲ Aucun salarié (25%) / Serv. aux particuliers (25%) / Commerce (25%)



NB : la différence entre total optimiste et total pessimiste correspond aux NSI

Question

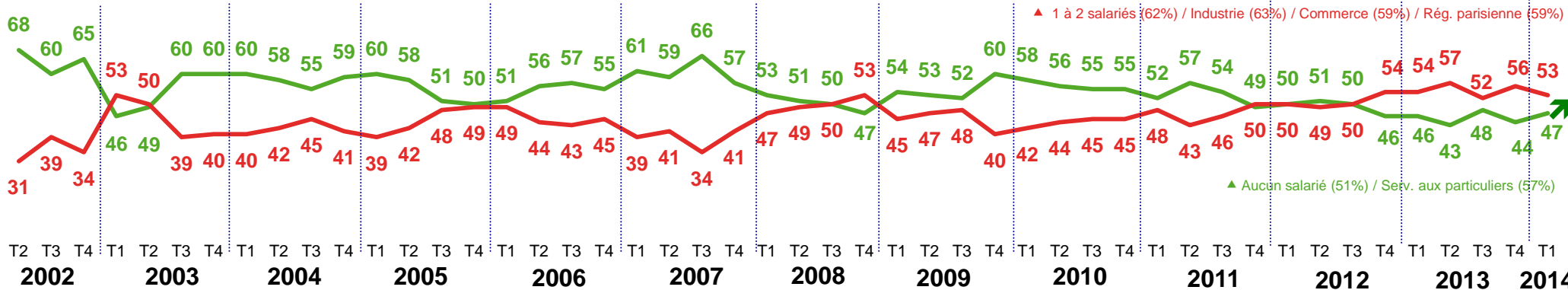
Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

— Total optimiste pour leur activité

— Total pessimiste pour leur activité

▲ 1 à 2 salariés (62%) / Industrie (63%) / Commerce (59%) / Rég. parisienne (59%)

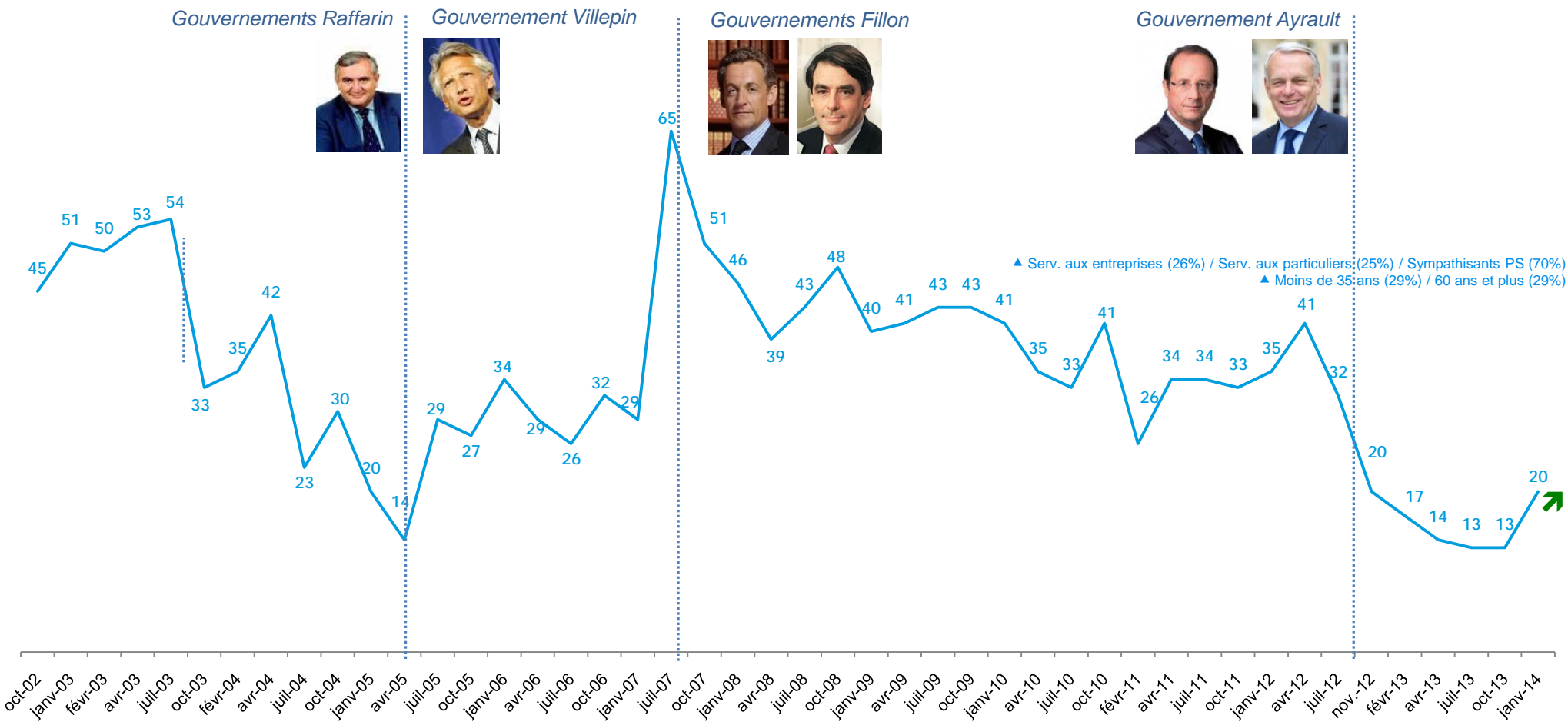
▲ Aucun salarié (51%) / Serv. aux particuliers (57%)



Question

Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement de Jean-Marc Ayraut inspirent ... ?

— Inspirent confiance d'une manière générale



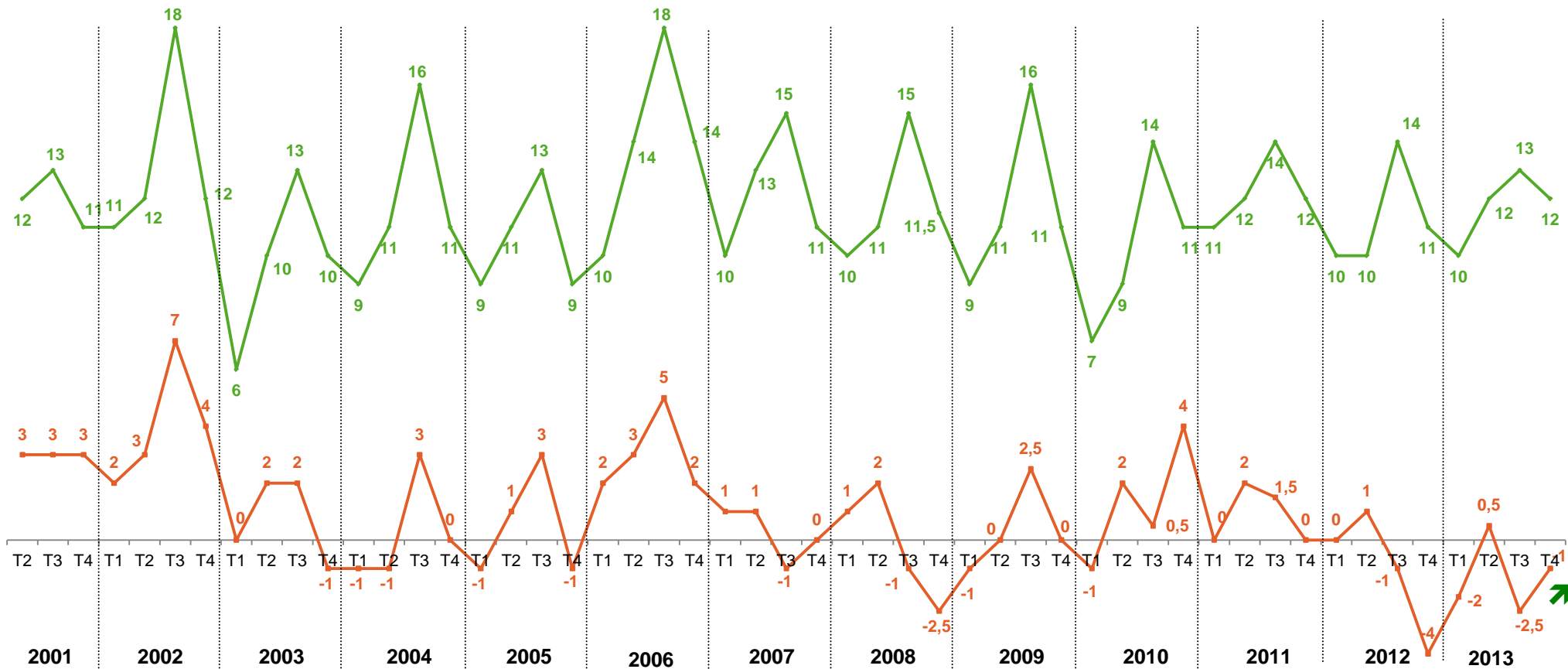
L'emploi dans les TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

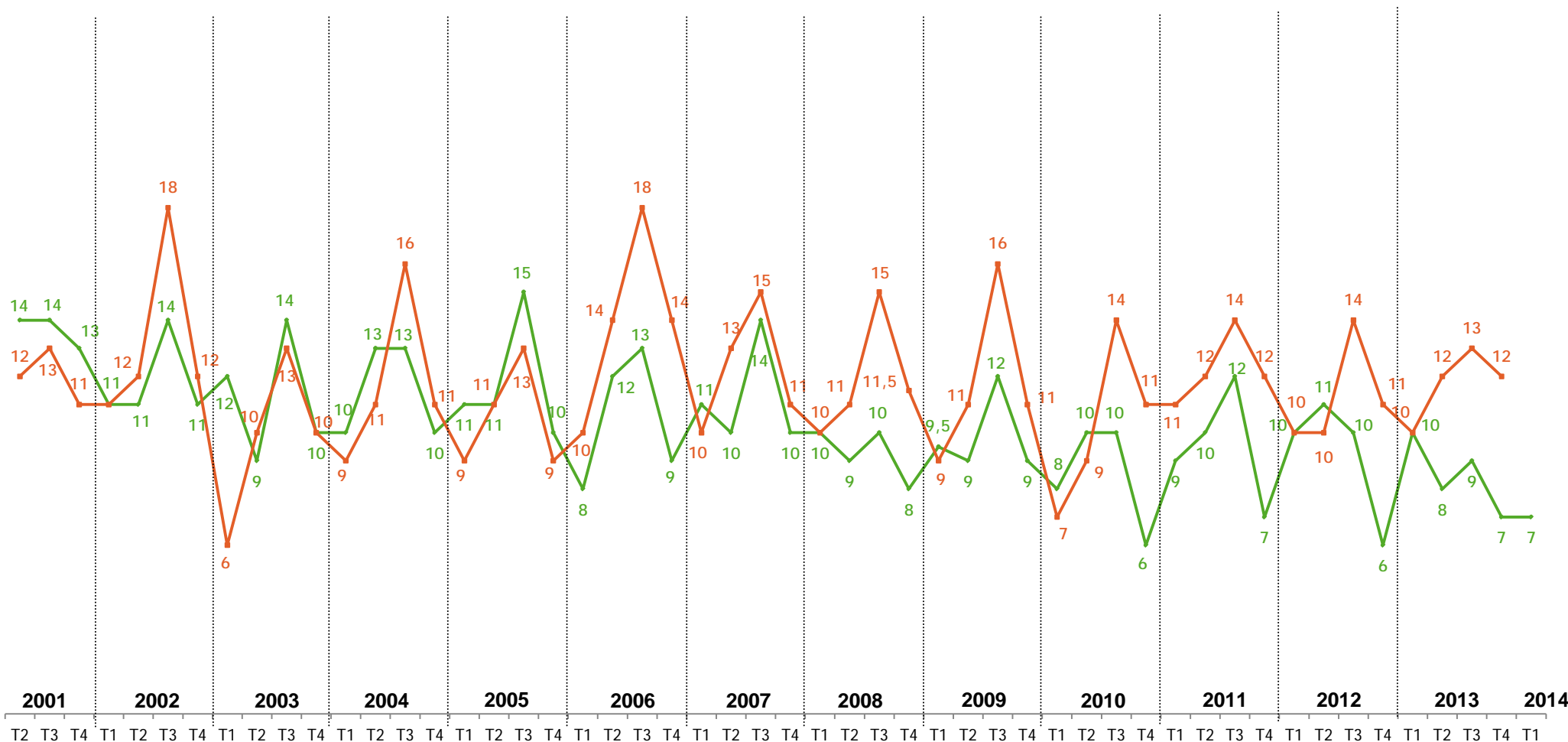
— Embauches réalisées sur les trois derniers mois = 11,7
— Création nette d'emplois sur les trois derniers mois = 0,9

} Moyennes depuis 2001



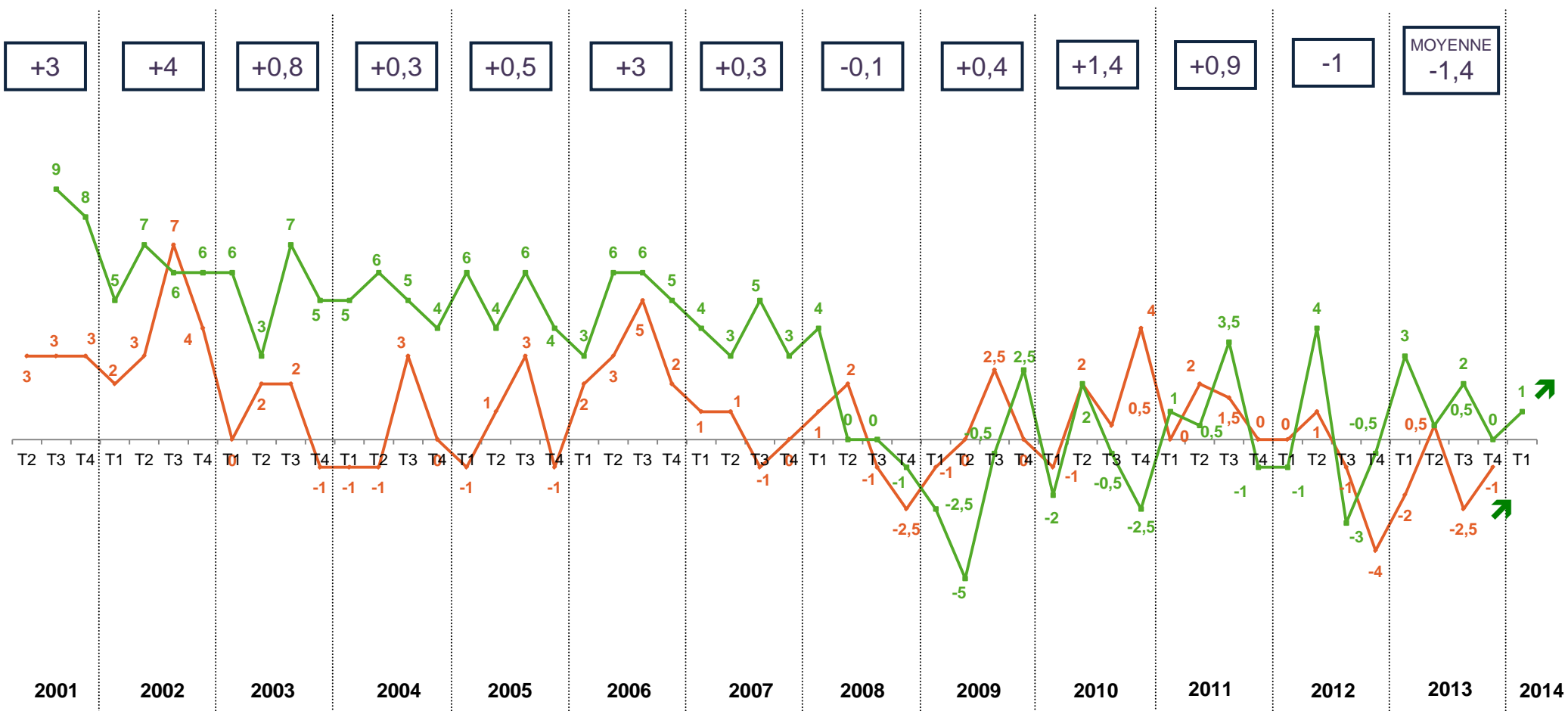
Base : ensemble des TPE

- Embauches prévues au cours des trois prochains mois
- Embauches réalisées sur les trois derniers mois



Base : ensemble des TPE

— Création nette d'emplois réalisée sur les trois derniers mois
 — Création nette d'emplois prévue au cours des trois prochains mois



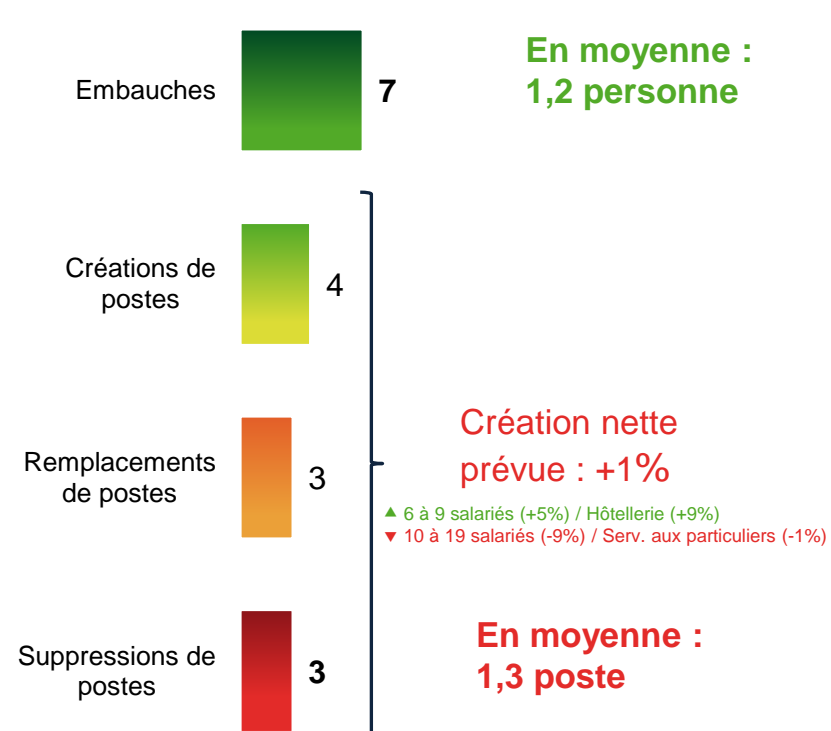
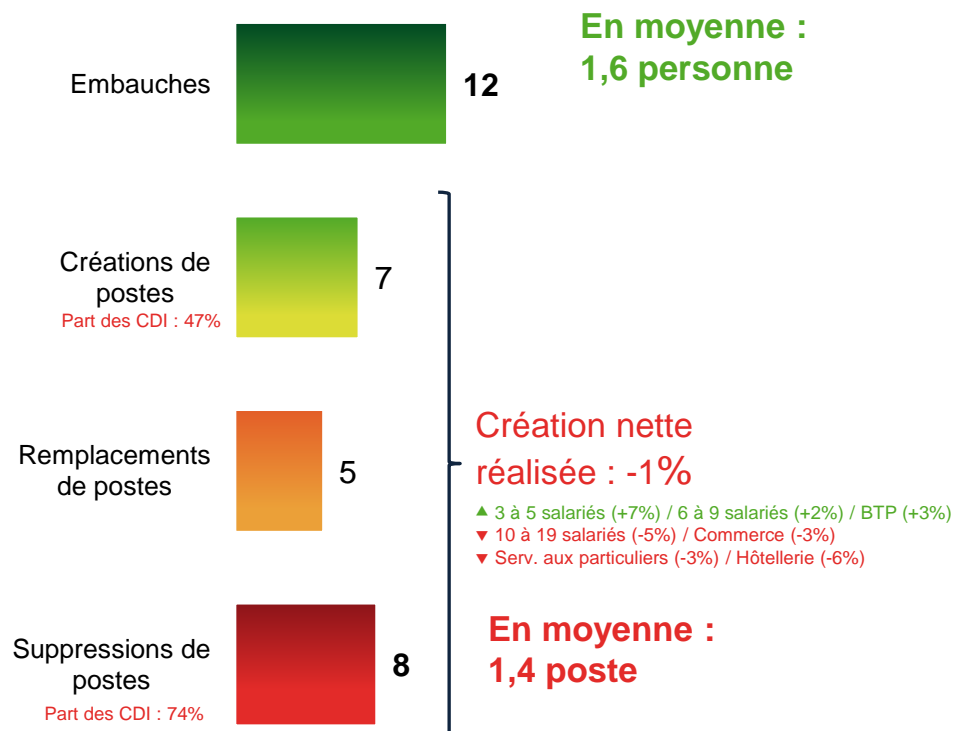
Base : ensemble des TPE

Répartition de la création nette d'emplois

Réalisations d'octobre à décembre 2013

Perspectives de janvier à mars 2014

En % de l'ensemble des TPE

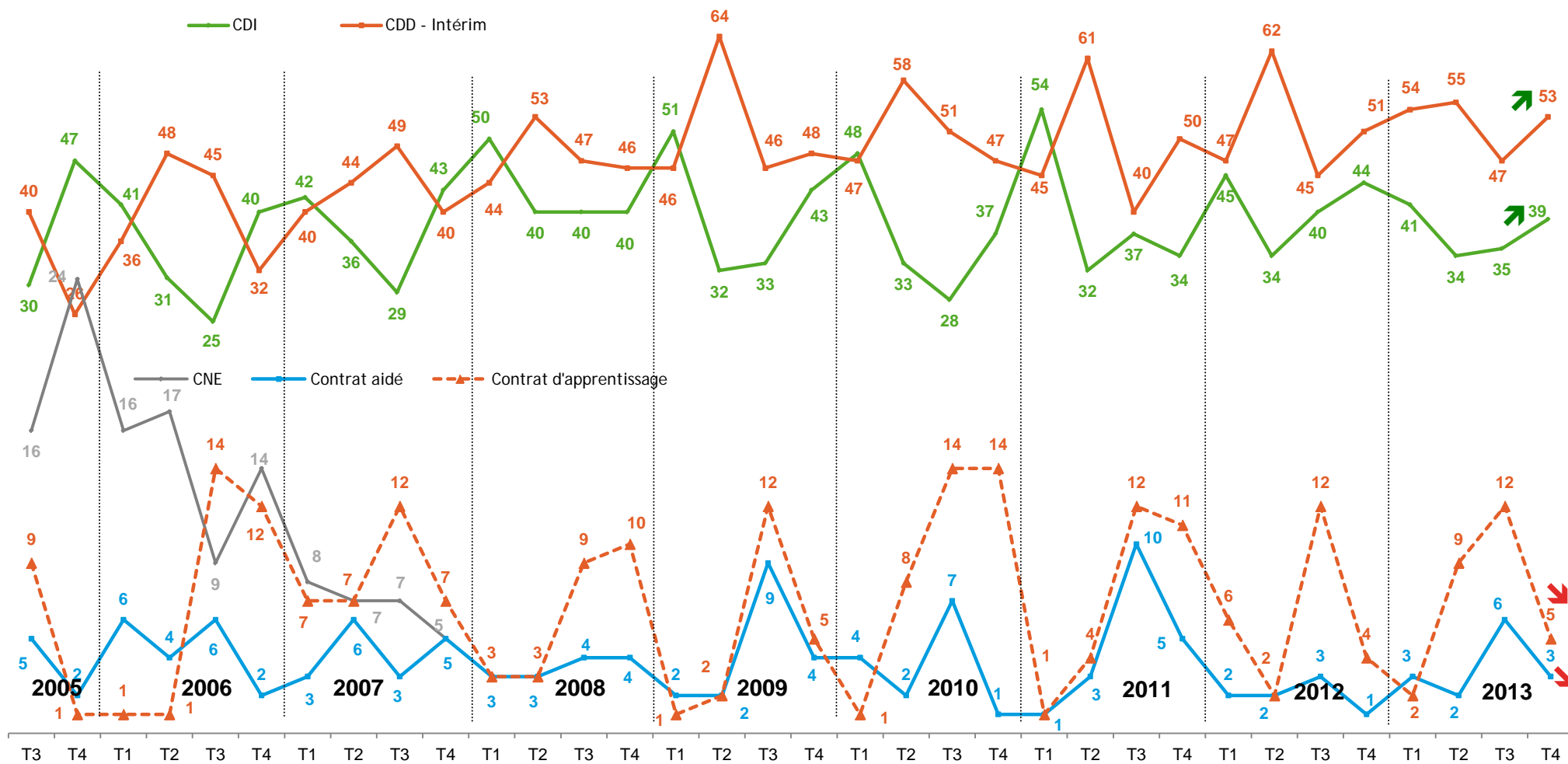


Base : ensemble des TPE

Question

Quel(s) type(s) de contrat(s) avez-vous utilisé(s) pour cette (ces) embauche(s)...?

CDD > 1 mois = 42%
CDD < 1 mois = 11%

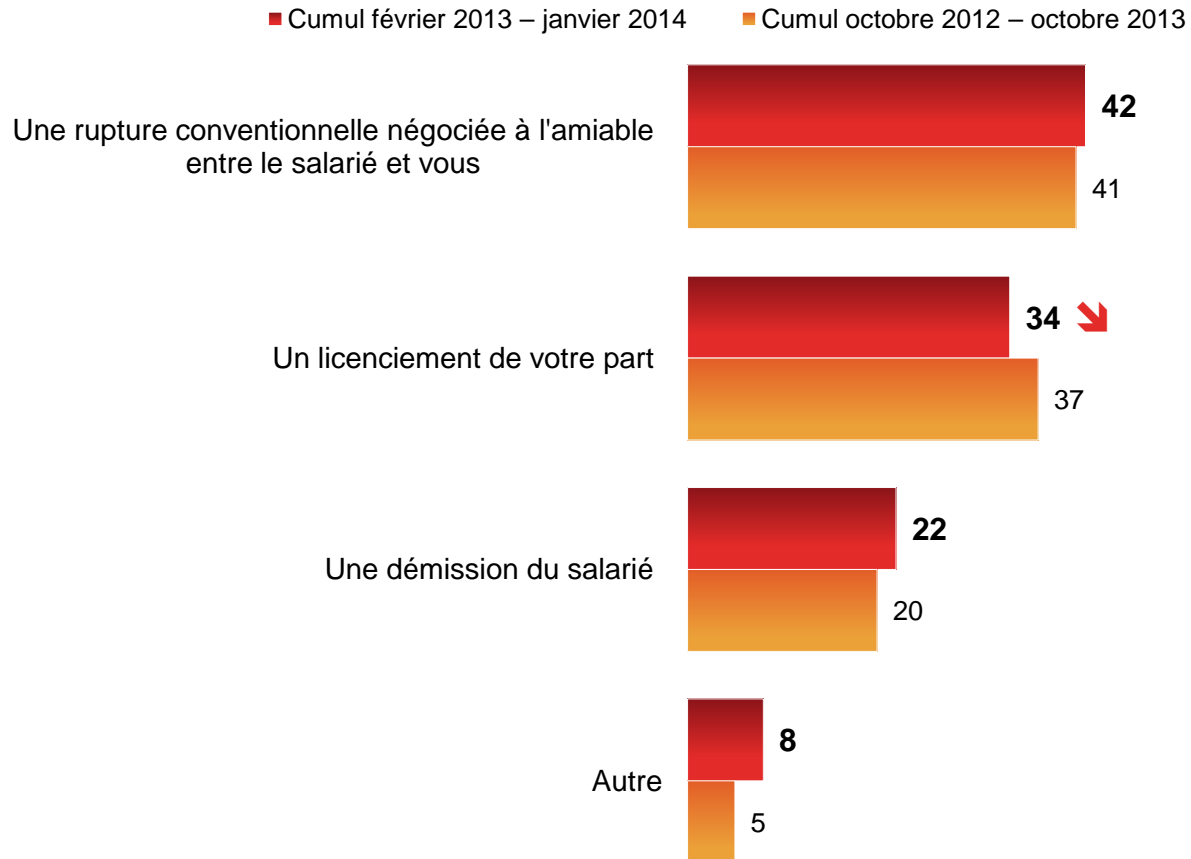


Base : TPE ayant embauché au cours des trois derniers mois

Les modes de suppression des CDI

Question

Cette(ces) suppression(s) de poste(s) en CDI étai(en)t-elle(s)... ?

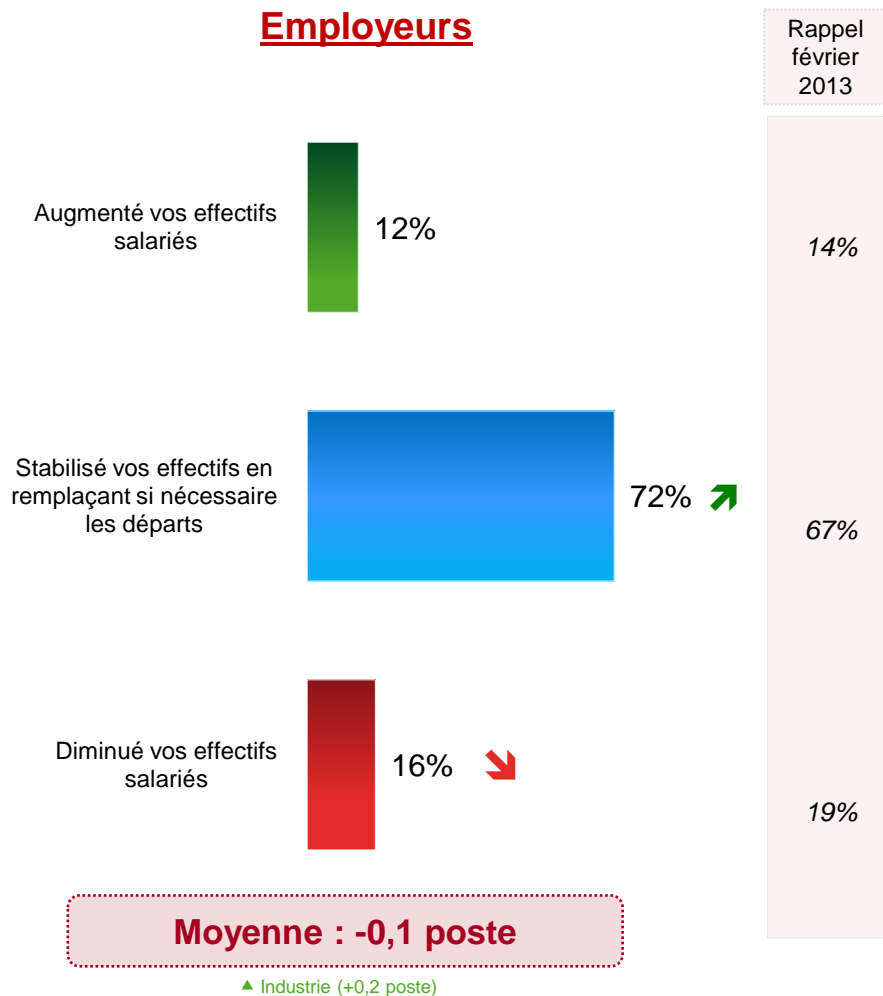


Base : question posée aux patrons de TPE ayant supprimé des postes en CDI au cours des trois derniers mois

L'évolution des effectifs en 2013

Question

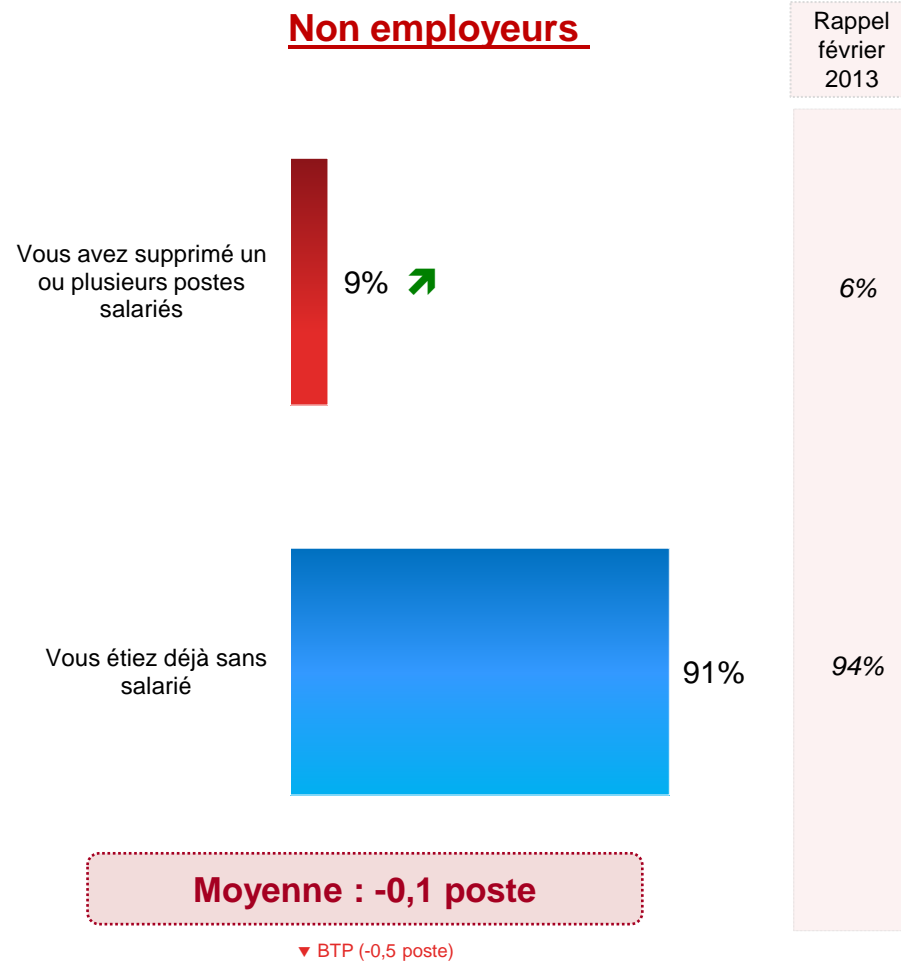
Au global, sur 2013, avez-vous... ?



Base : question posée uniquement aux patrons de TPE employant au moins un salarié

Question

Au global, sur l'année 2013, quelle a été votre situation en matière d'emploi



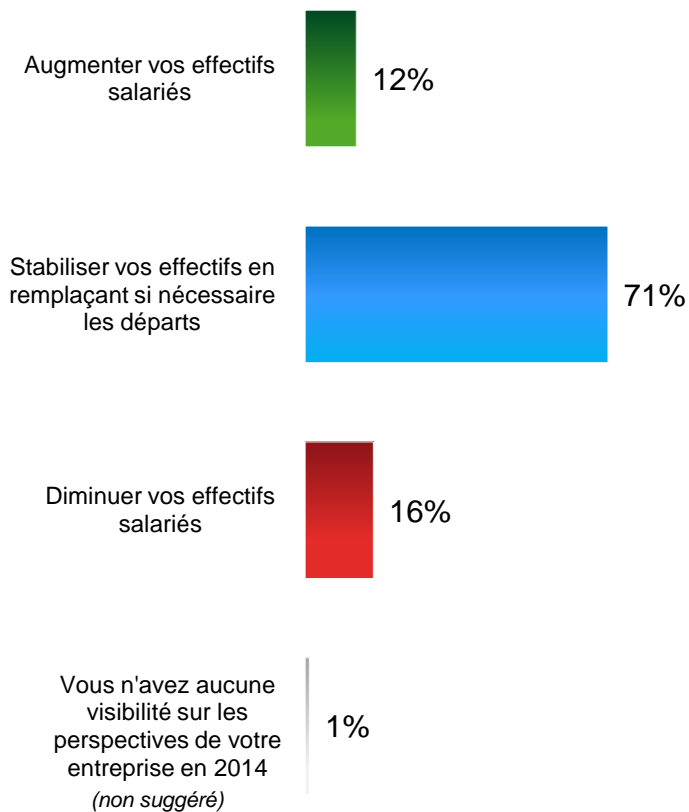
Base : question posée uniquement aux patrons de TPE n'ayant pas de salarié

Les prévisions en matière d'emploi pour 2014

Question

Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2014 ?

Employeurs

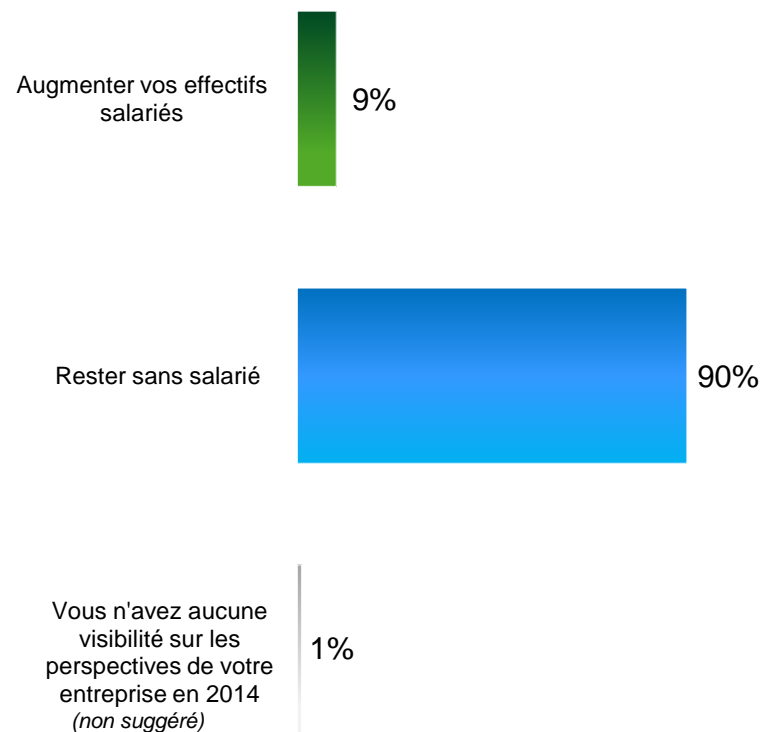


Base : question posée uniquement aux patrons de TPE employant au moins un salarié

Question

Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2014 ?

Non employeurs

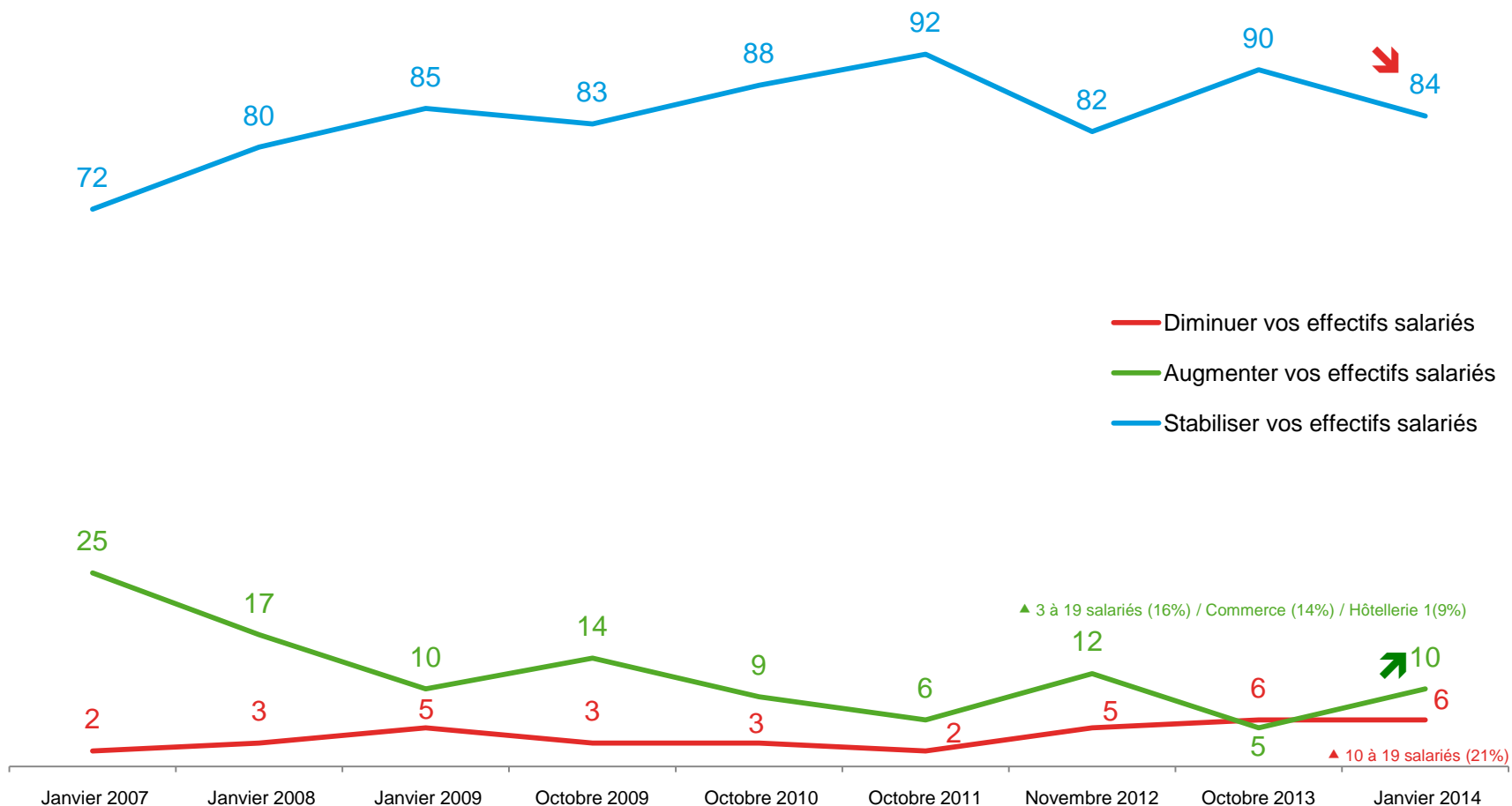


Base : question posée uniquement aux patrons de TPE n'ayant pas de salarié

Les prévisions en matière d'emploi pour 2014 pour l'ensemble des TPE

Question

Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2014 ?



Base : ensemble des TPE

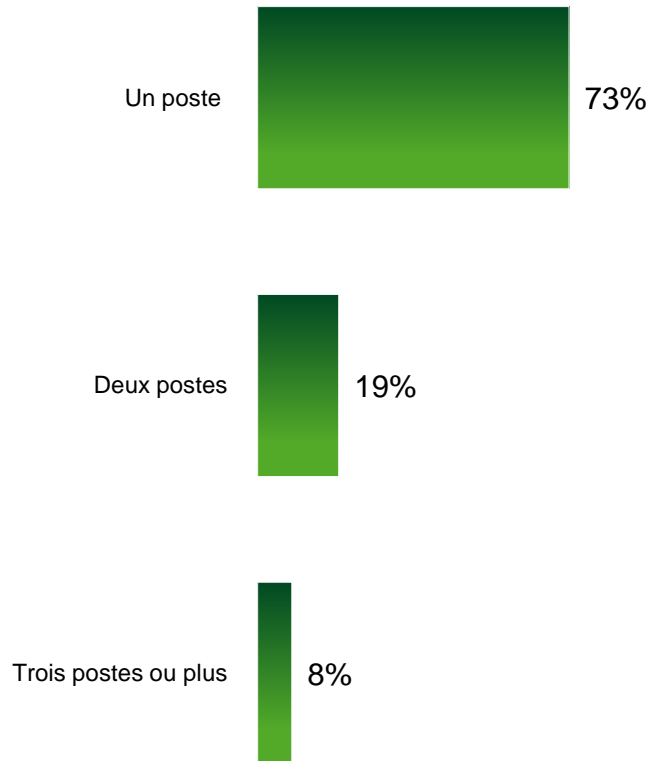
Les nombres et types de postes pour lesquels des embauches sont prévues en 2014

Question

Combien de postes souhaiteriez-vous créer en 2014 ?

Moyenne janvier 2014 : 1,5 poste

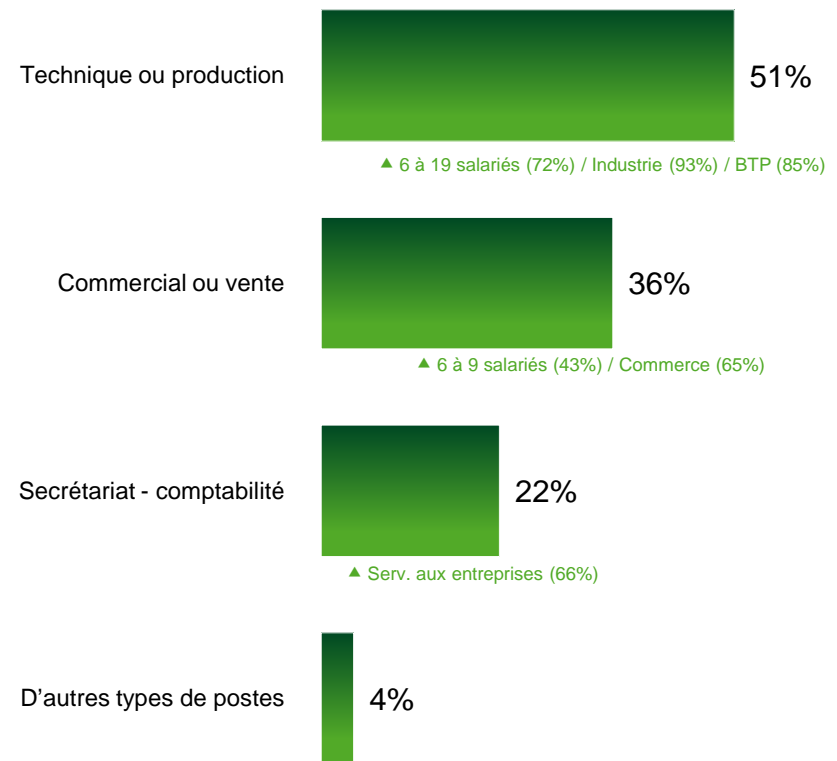
▲ 10 à 19 salariés (3,4 postes) / BTP (2,5 postes)



Base : question posée uniquement aux patrons de TPE ayant l'intention d'augmenter leurs effectifs en 2014

Question

Pour quel(s) type(s) de postes prévoyez-vous d'embaucher en 2014 ?



Rappel
janvier
2012

74%

29%

20%

1%

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE ayant l'intention d'augmenter leurs effectifs en 2014

Le souhait de créer de nouveaux postes en 2014 et les types de postes pour lesquels des embauches seraient souhaitées en 2014

Question

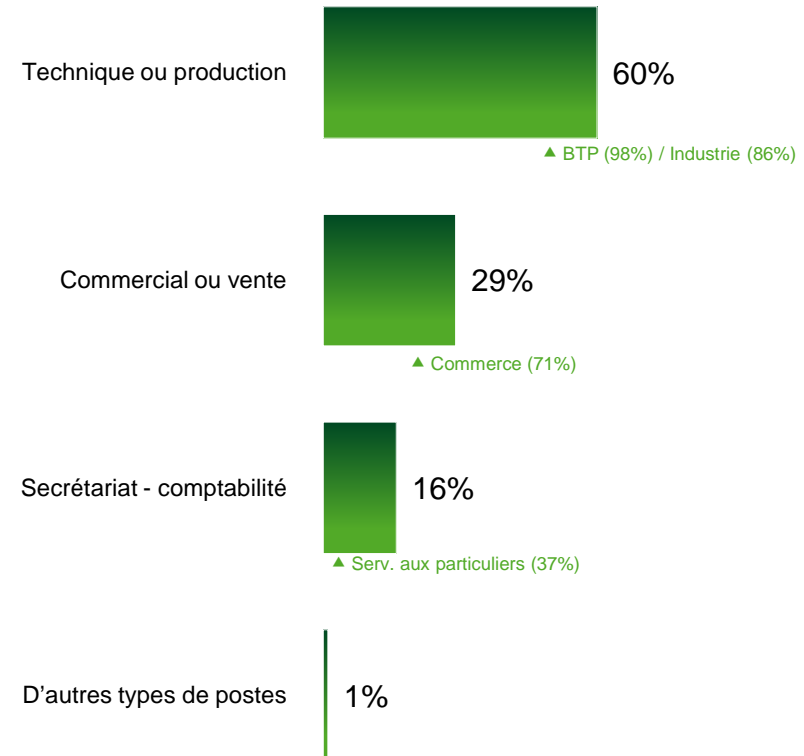
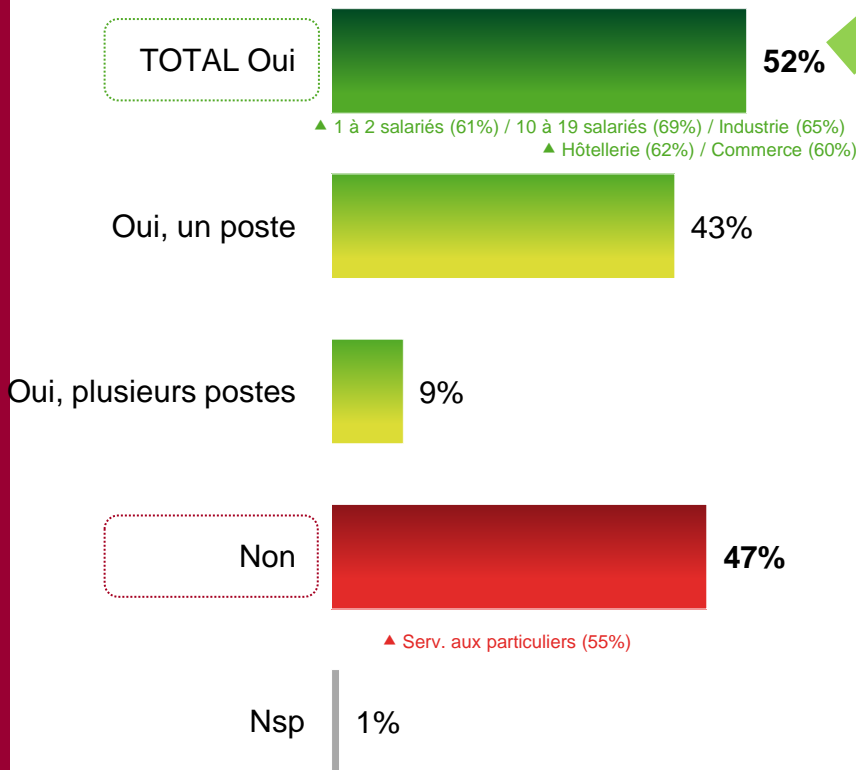
Si vous en aviez la possibilité, souhaiteriez-vous créer des postes au sein de votre entreprise ?

Question

Pour quel(s) type(s) de postes souhaiteriez-vous embaucher ?

Moyenne parmi ceux souhaitant recruter : 1,3 poste

Rappel moyenne janvier 2012 : 1,2 poste



Base : question posée uniquement aux patrons de TPE ne prévoyant pas d'augmenter leurs effectifs salariés en 2014

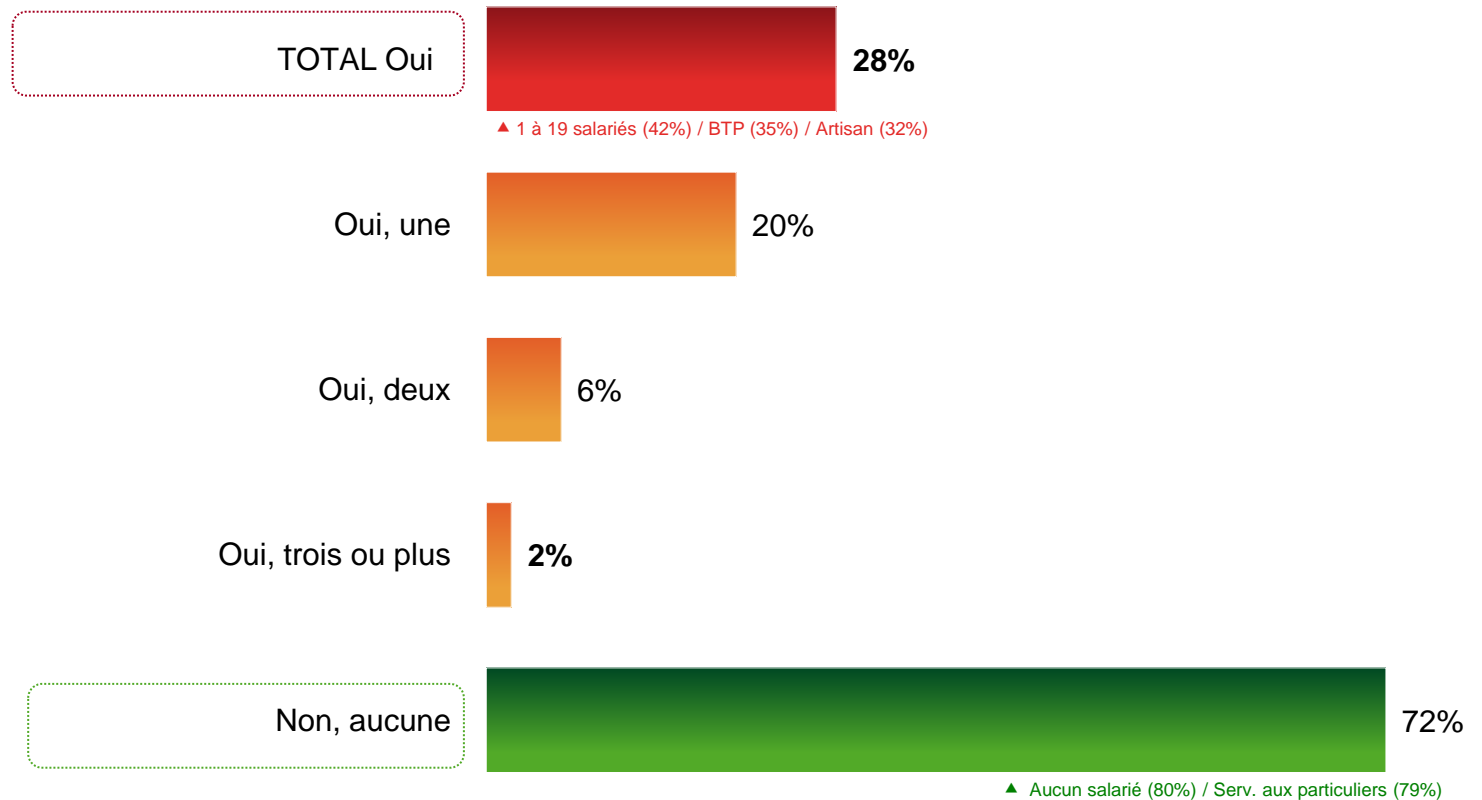
Base : question posée uniquement aux patrons de TPE ayant l'intention de créer des postes

Le renoncement à des embauches au cours des deux dernières années

Question

Au cours des deux dernières années, avez-vous renoncé ou reporté des créations de postes ?

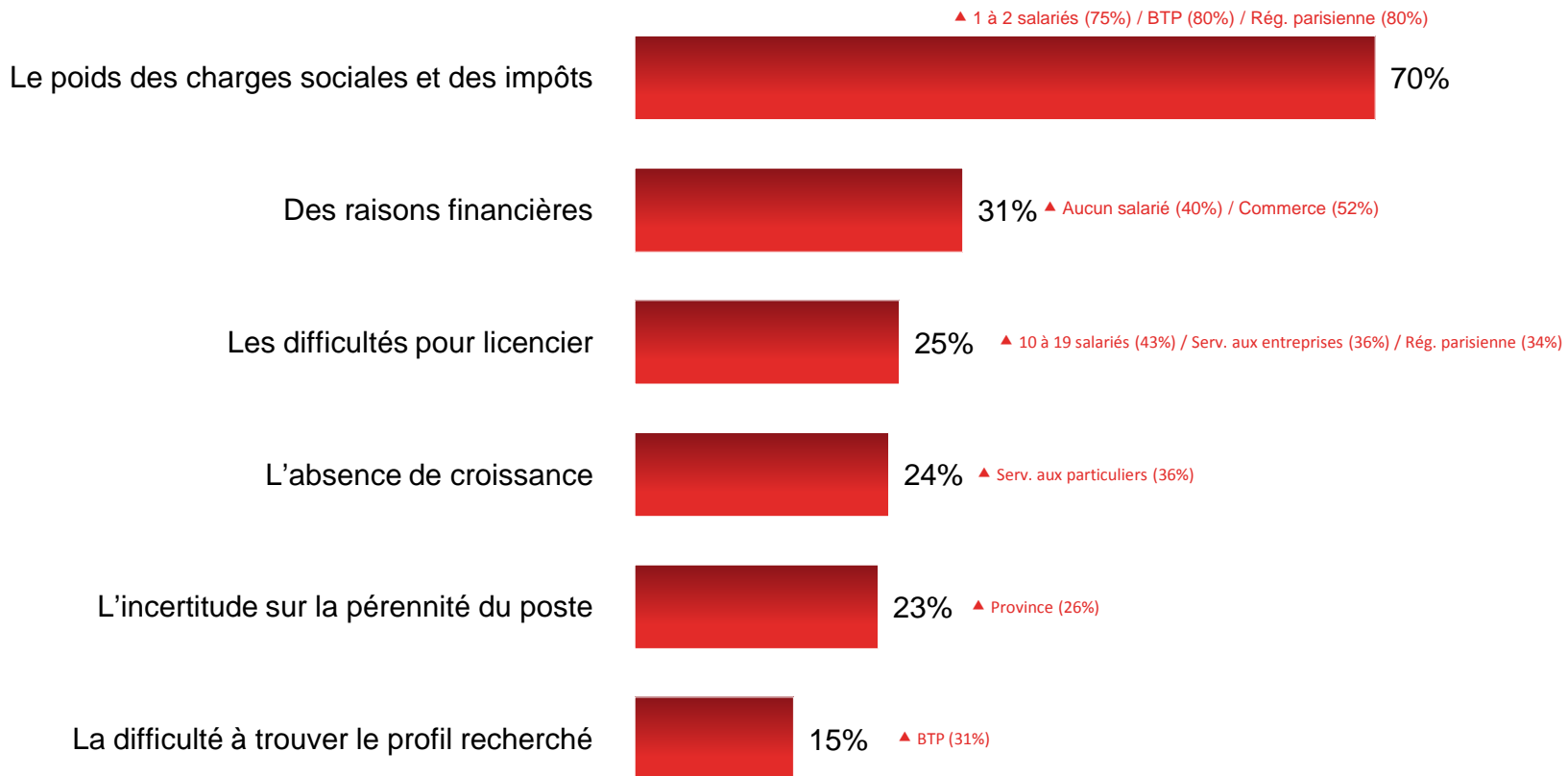
Moyenne parmi ceux ayant renoncé ou reporté des créations de postes : 1,4 poste



Le principal motif de renoncement à des embauches au cours des deux dernières années

Question

Quelle a été la cause principale de ce ou ces renoncement(s) ?

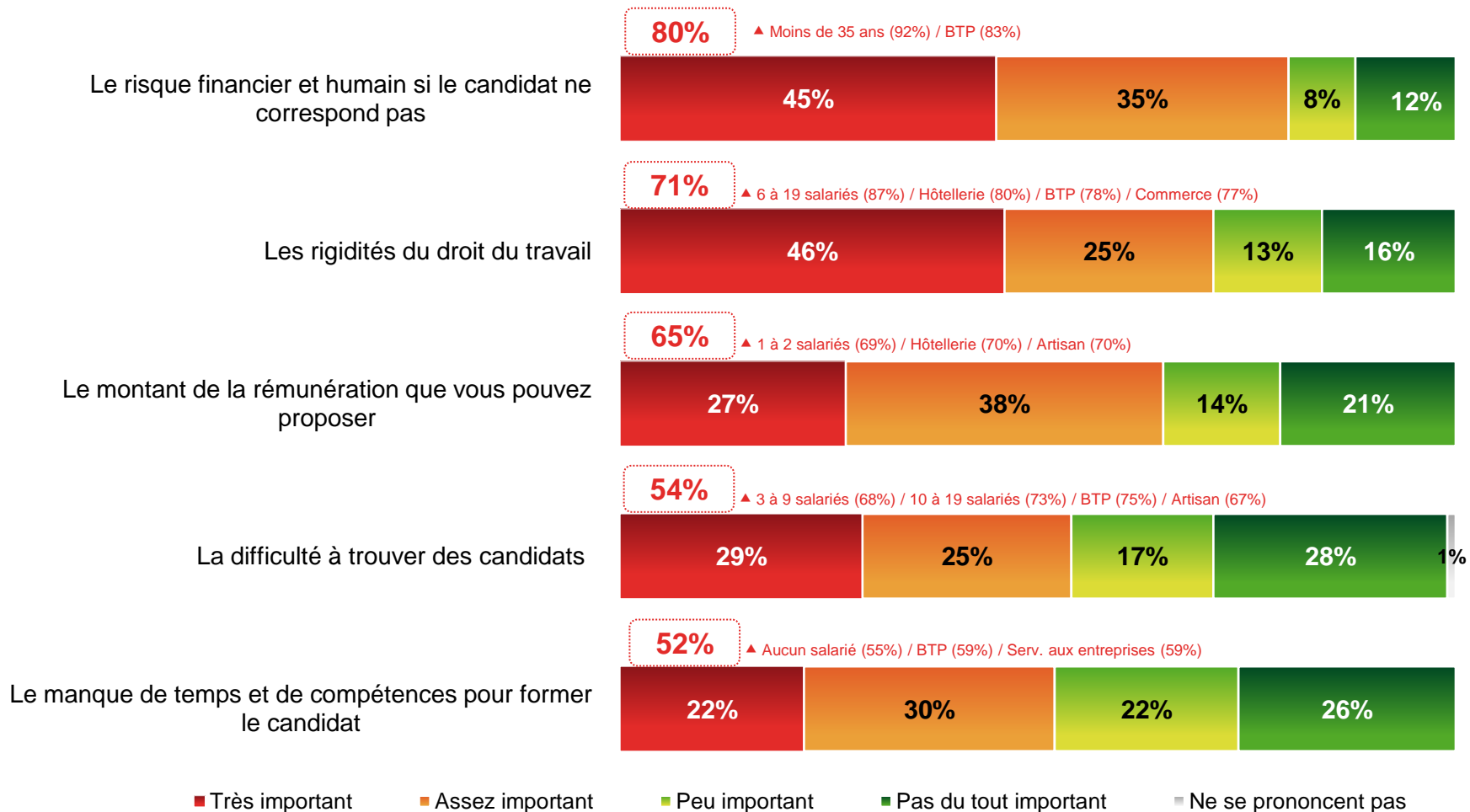


Les freins à l'embauche pour son entreprise

Question

Diriez-vous pour chacun des éléments suivants qu'il constitue un frein important ou pas important à l'embauche pour votre entreprise ?

Total Important



La situation économique et financière des TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

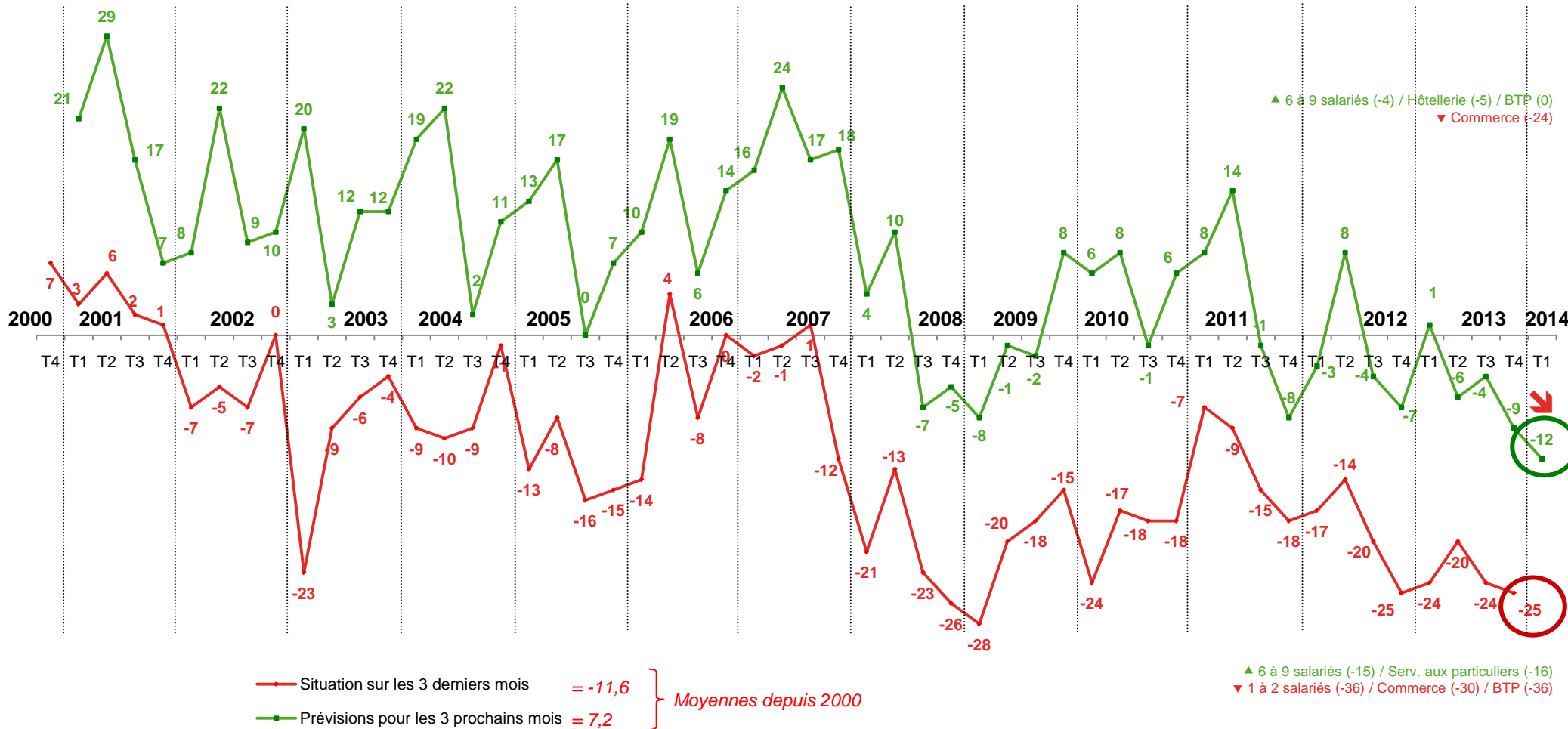
(*) % d'amélioration - % de détérioration

Question 1

Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

Question 2

Au cours des 3 prochains mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'améliorera, se détériorera ou restera stable ?



La croissance en 2013 et les prévisions pour 2014

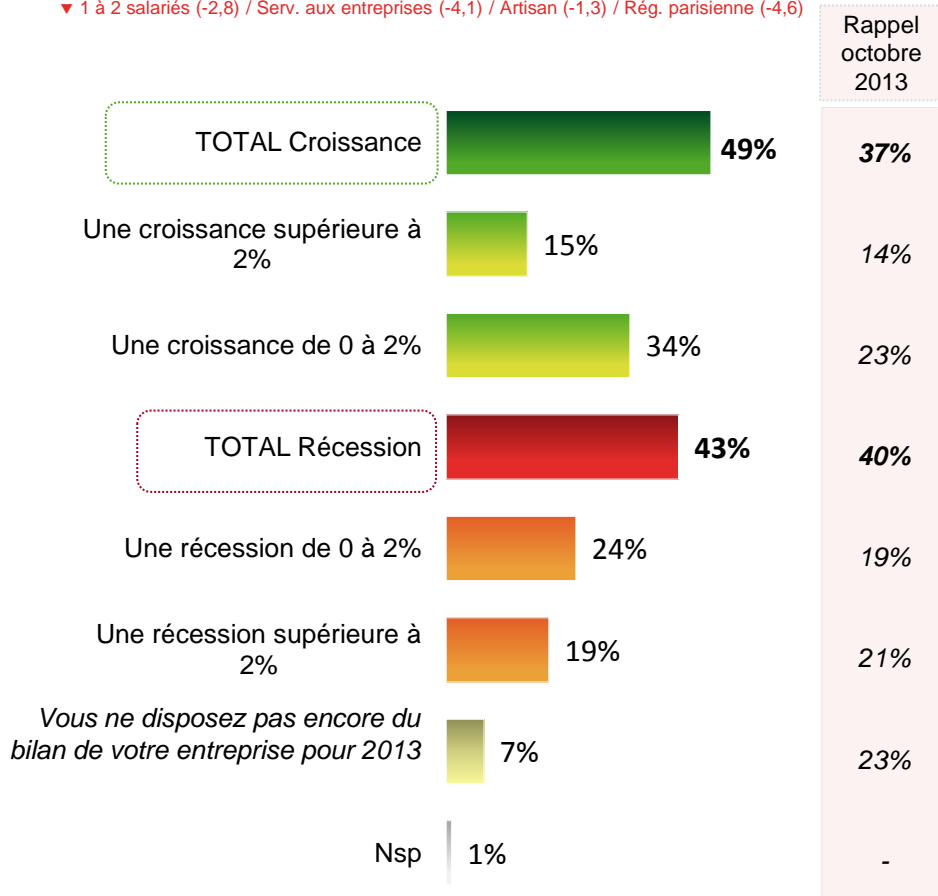
Question

Au global, sur 2013, diriez-vous que votre entreprise aura connu... ?

Moyenne janvier 2014 : -0,5% ↗

Rappel moyenne octobre 2013 : -2% / Rappel moyenne février 2013 : +0,2% /
 Rappel moyenne novembre 2012 : -3,2% / Rappel moyenne janvier 2012 : +1,5% /
 Rappel moyenne octobre 2011 : +1,2

▲ 10 à 19 salariés (+0,2) / Commerce (+3,4) / Hôtellerie (+0,7)
 ▼ 1 à 2 salariés (-2,8) / Serv. aux entreprises (-4,1) / Artisan (-1,3) / Rég. parisienne (-4,6)



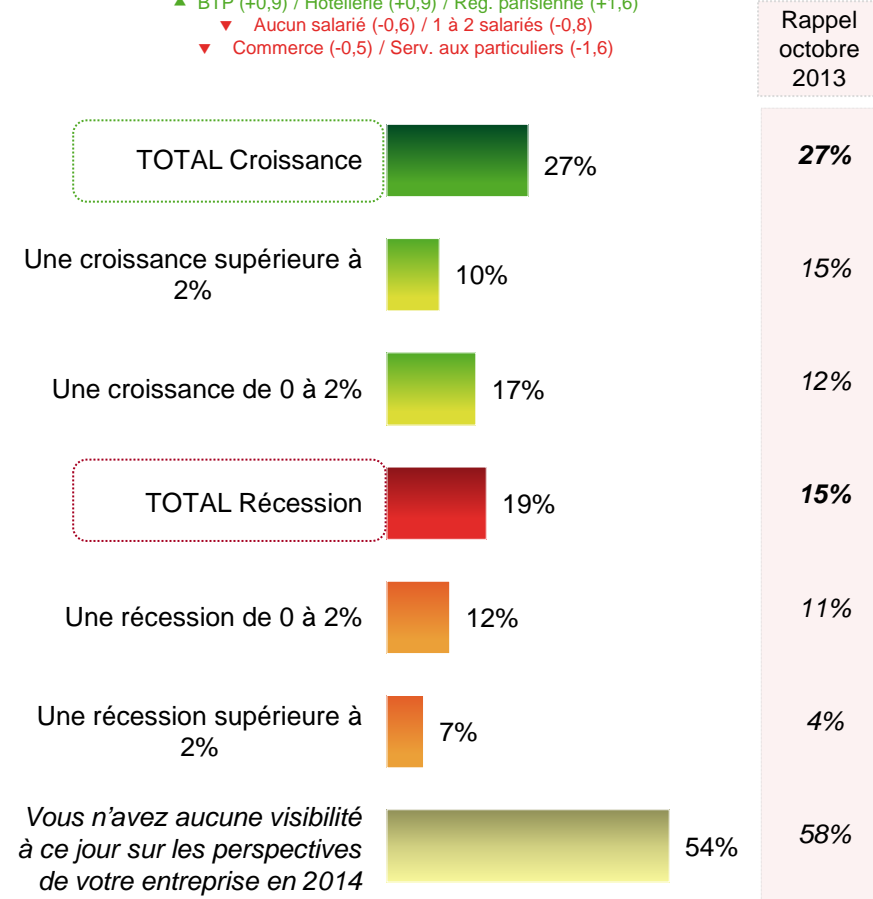
Question

Et en 2014, diriez-vous que votre entreprise connaîtra... ?

Moyenne janvier 2014 : 0% ↘

Rappel moyenne octobre 2013 : +2,5% / Rappel moyenne février 2013 : +0,5% /
 Rappel moyenne novembre 2012 : 0% Rappel moyenne janvier 2012 : +1,2% /
 Rappel moyenne octobre 2011 : +2,7%

▲ 6 à 9 salariés (+1,9) / 10 à 19 salariés (+2,9) / Serv. aux entreprises (+1,4) / Industrie (+1,1)
 ▲ BTP (+0,9) / Hôtellerie (+0,9) / Rég. parisienne (+1,6)
 ▼ Aucun salarié (-0,6) / 1 à 2 salariés (-0,8)
 ▼ Commerce (-0,5) / Serv. aux particuliers (-1,6)



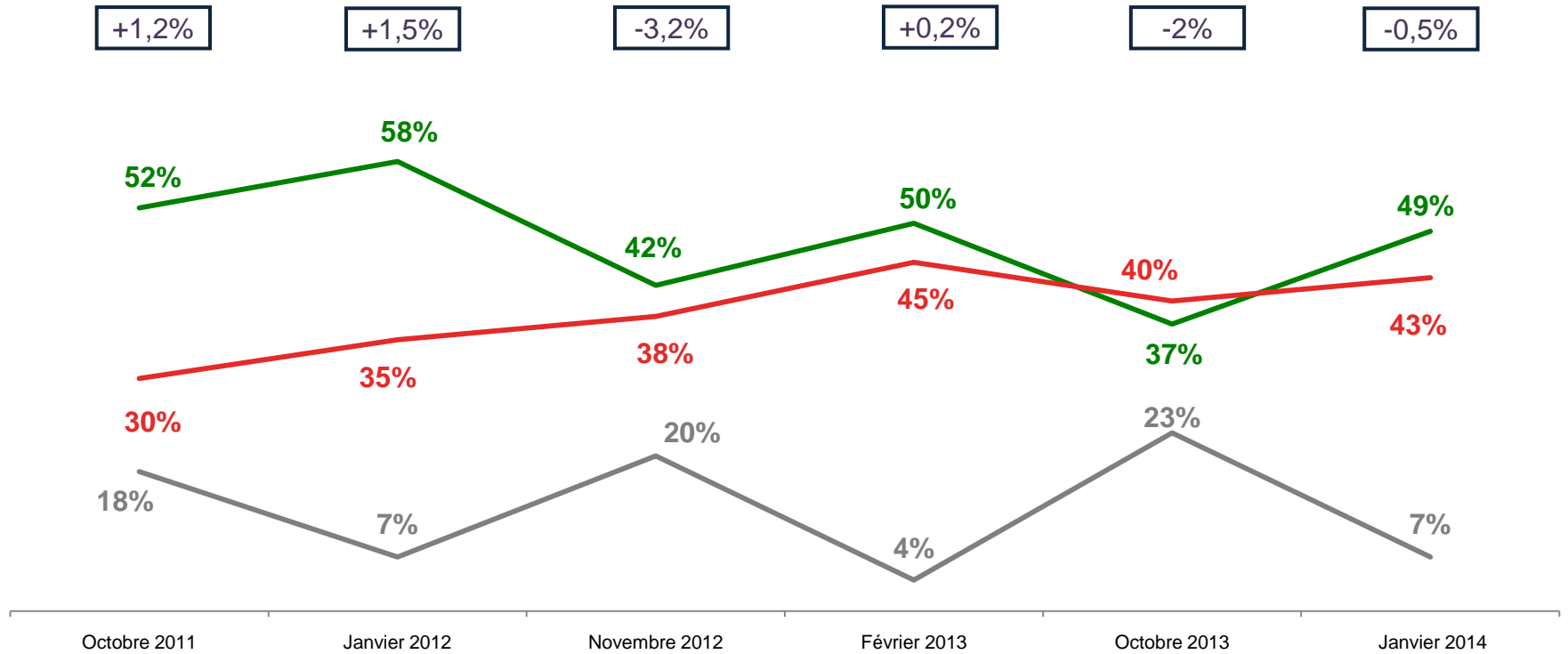
La croissance de l'entreprise en 2013

Question

Au global, sur 2013, diriez-vous que votre entreprise aura connu...?

— Une croissance — Une récession — Pas de visibilité

Moyenne



Base : ensemble des TPE

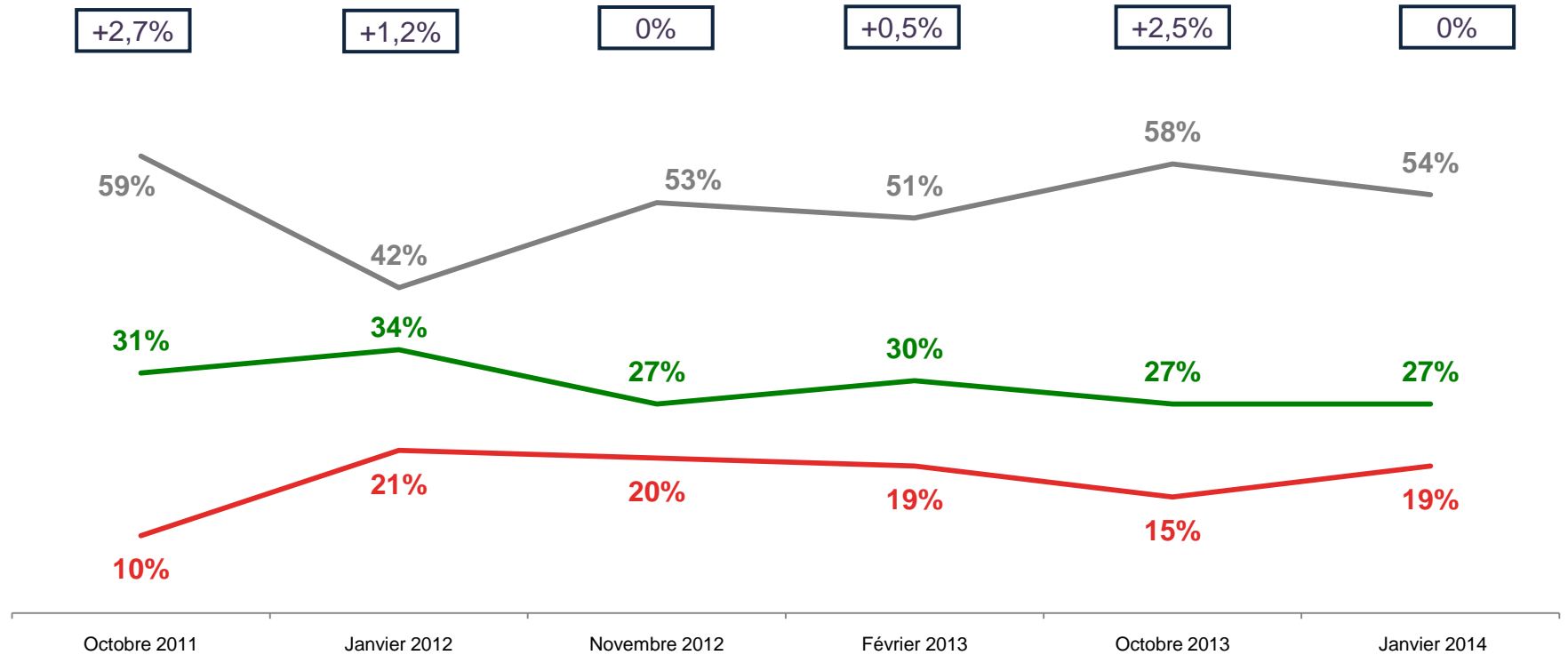
Le pronostic sur la croissance de l'entreprise en 2014

Question

Et en 2014, diriez-vous que votre entreprise connaîtra...?

— Une croissance — Une récession — Pas de visibilité

Moyenne



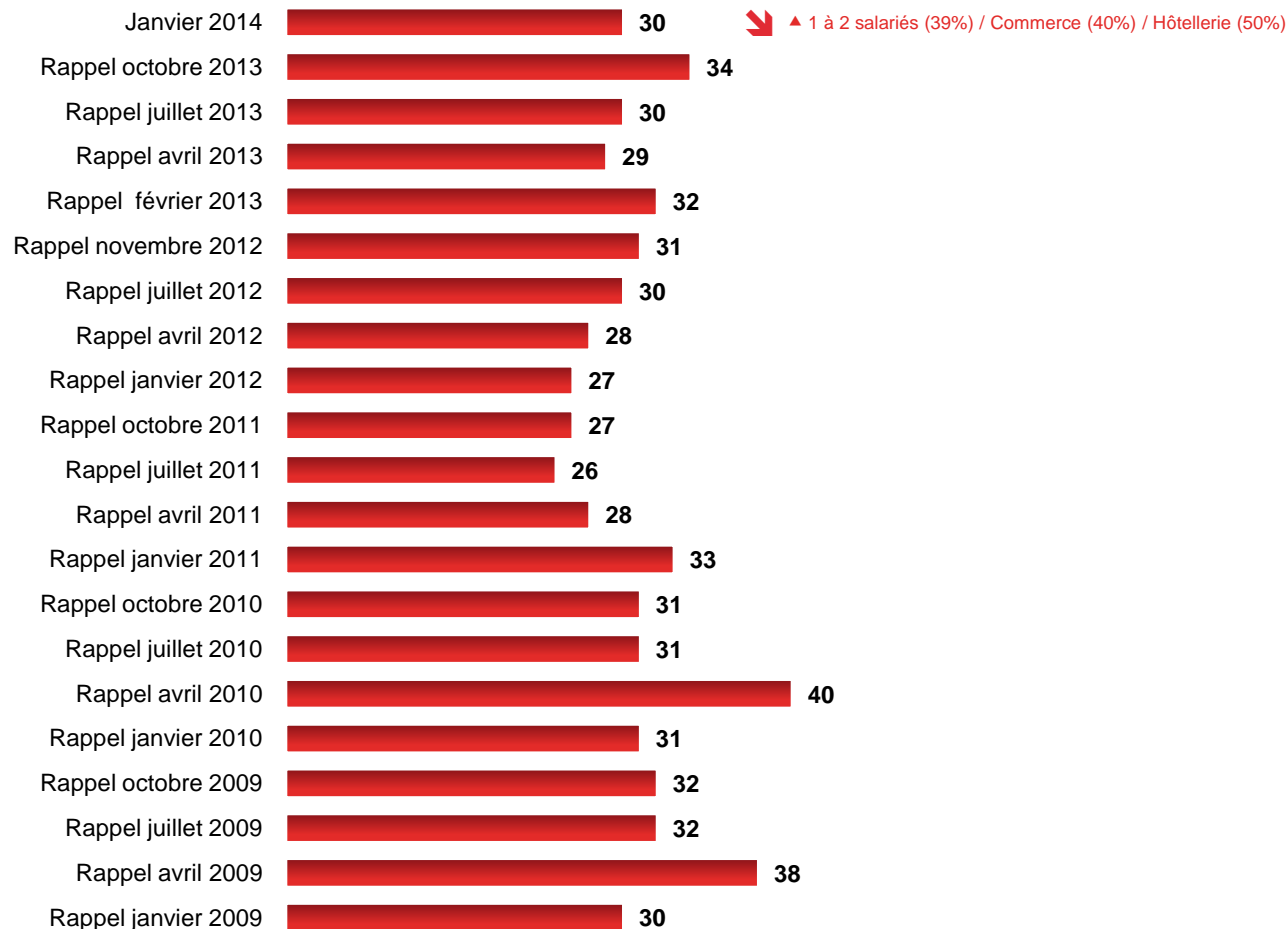
Base : ensemble des TPE

Préoccupation des TPE à l'égard de leur situation financière

Question

Actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

Total situation préoccupante (en %)



Base : ensemble des TPE

L'évolution trimestrielle des recettes et des ventes

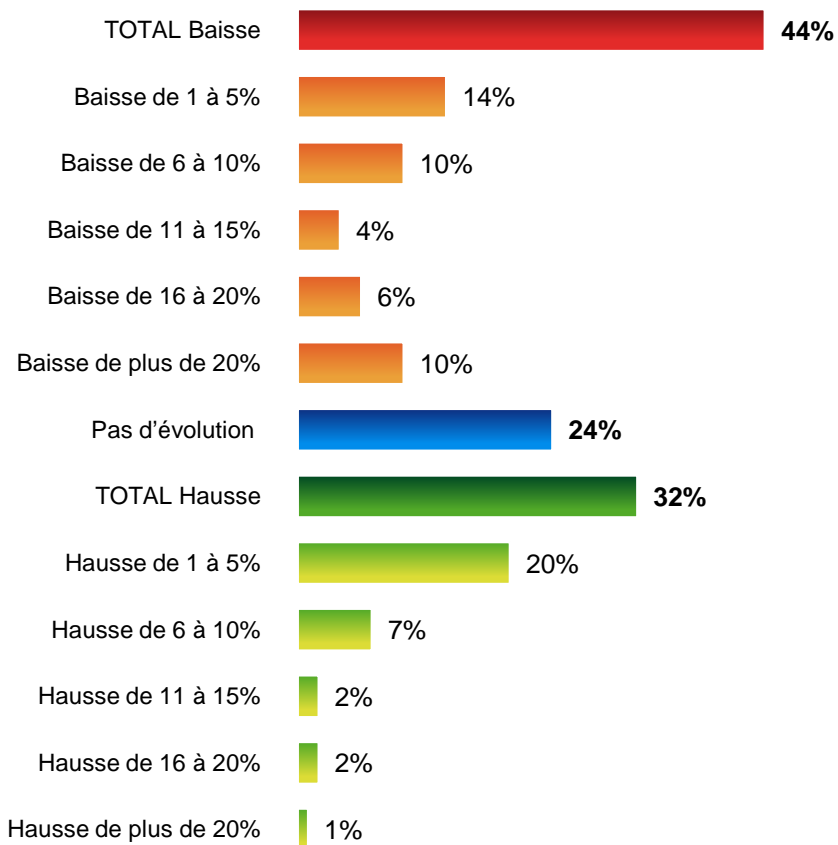
Question

Au cours des trois derniers mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, quelle évolution, positive ou négative, avez-vous constaté en pourcentage ?*

Moyenne janvier 2014 : -4,8% ↓

Rappel octobre 2013 : -0,4% / Rappel juillet 2013 : -0,2% / Rappel avril 2013 : -0,8%
 Rappel février 2013 : -2,8% / Rappel novembre 2012 : -2,9% / Rappel juillet 2012 : -2,0%
 Rappel avril 2012 : -2,7% / Rappel janvier 2012 : -0,3% / Rappel octobre 2011 : -1,6%

▲ 3 à 5 salariés (-1,3%) / 6 à 9 salariés (+0,5%) / Commerce (-3,7%) / BTP (-3,5%)
 ▼ Aucun salarié (-5,5%) / Serv. aux entreprises (-6,9%)



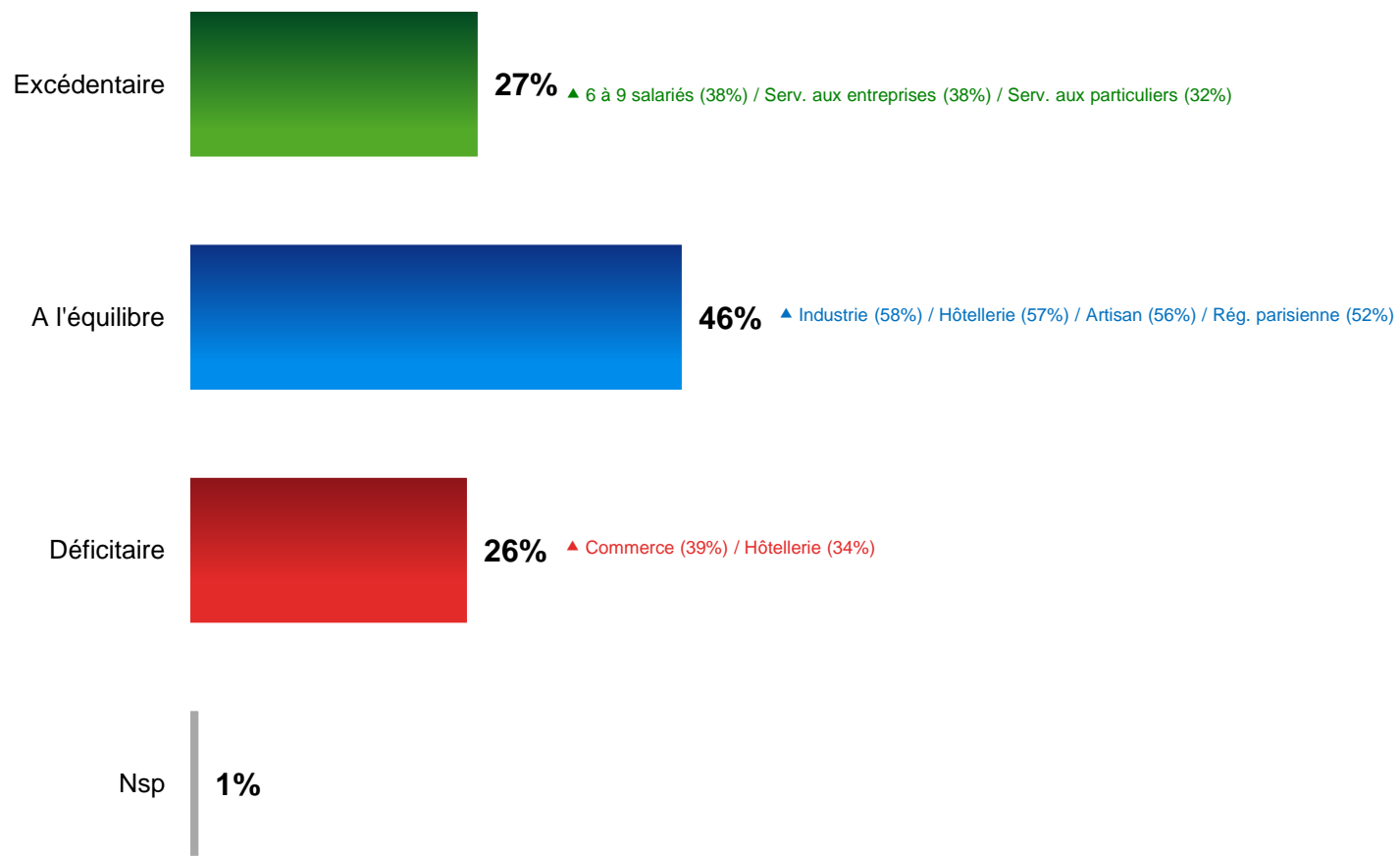
Base : ensemble des TPE

* Jusqu'en février 2013, l'intitulé de la question était : « Au cours des trois derniers mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, avez-vous constaté une hausse de 1 à 5%, une hausse de plus de 5%, une stagnation, une baisse de 1 à 5% ou une baisse de plus de 5% ? »

La situation de trésorerie actuelle

Question

Actuellement, votre situation de trésorerie est-elle... ?



Rappel
 octobre
 2013

29%

46%

25%

-

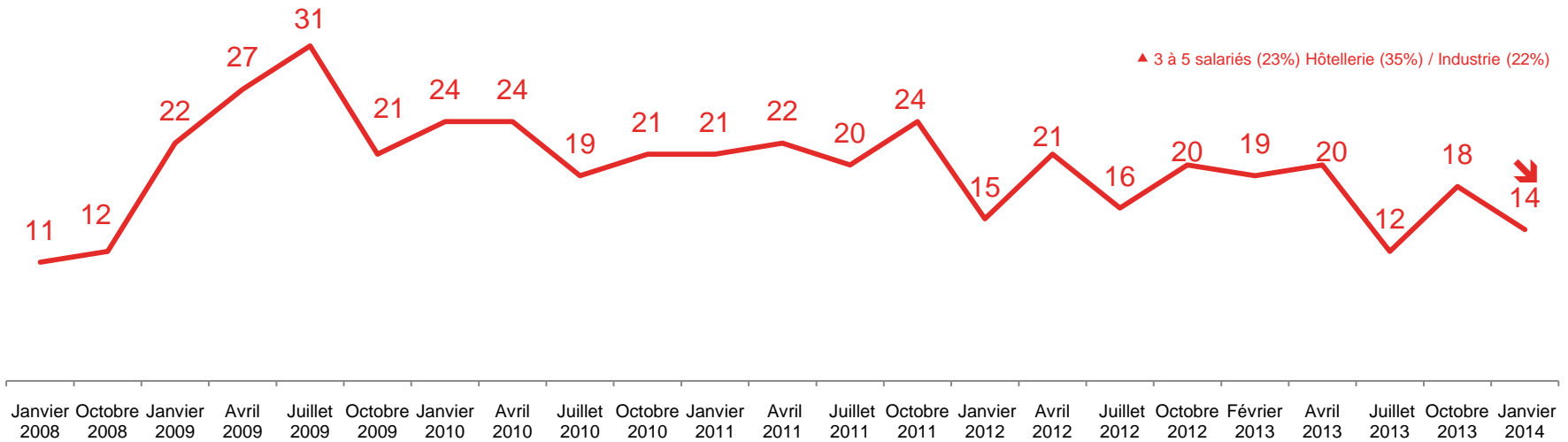
Le durcissement des conditions d'accès au crédit bancaire au cours des trois derniers mois

Question

Avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces trois derniers mois ?¹

(1) Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces derniers mois ? »

Récapitulatif : Oui



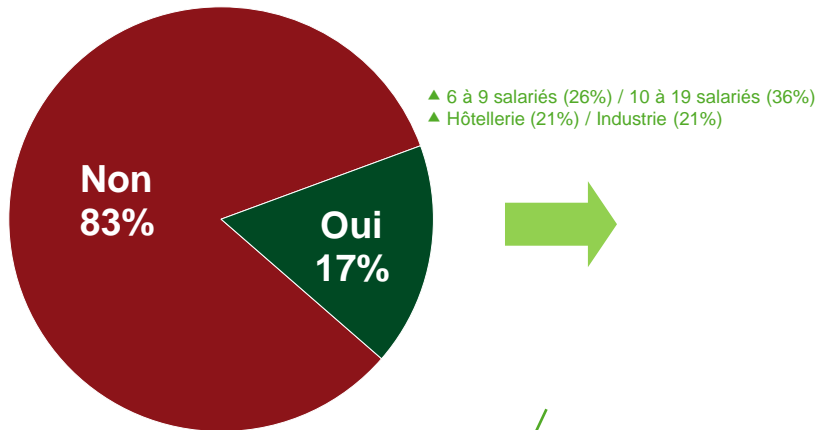
Base : ensemble des TPE

Demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ? ¹

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous récemment effectué une demande de financement auprès de votre banque ? »



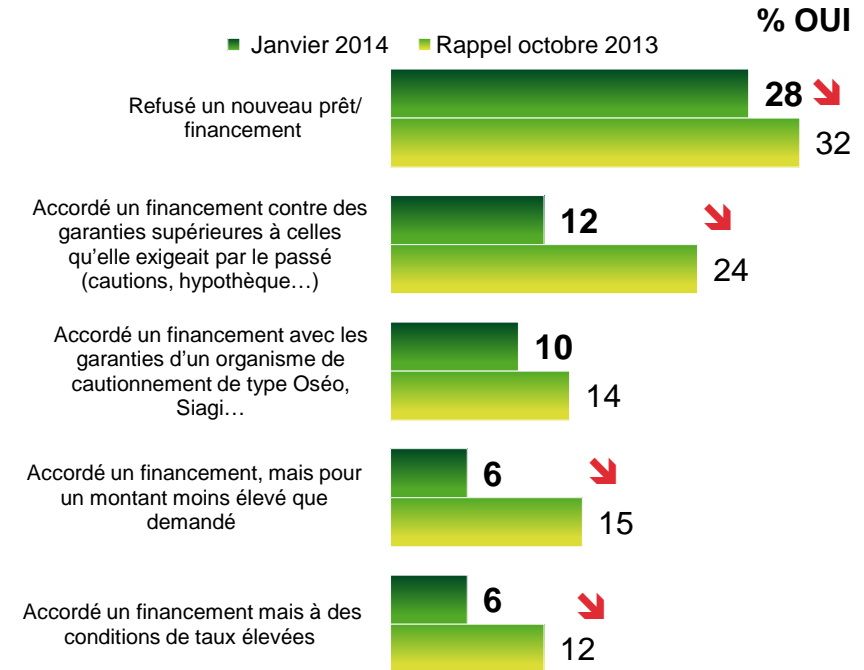
Rappel octobre 2013 : 18% / Rappel juillet 2013 : 18%
Rappel avril 2013 : 23% / Rappel février 2013 : 20%
Rappel novembre 2012 : 18% / Rappel juillet 2012 : 21%
Rappel avril 2012 : 27% / Rappel janvier 2012 : 25%
Rappel octobre 2011 : 27% / Rappel juillet 2011 : 23%
Rappel avril 2011 : 33% / Rappel janvier 2011 : 24%
Rappel octobre 2010 : 27% / Rappel juillet 2010 : 22%
Rappel avril 2010 : 28% / Rappel janvier 2010 : 29%
Rappel octobre 2009 : 25% / Rappel juillet 2009 : 28%
Rappel avril 2009 : 26% / Rappel janvier 2009 : 28%

Base : ensemble des TPE

Question

(Si demande de financement auprès de sa banque) Lors de cette demande de financement, votre banque vous a-t-elle... ?

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Votre banque vous a-t-elle récemment ... ? » et était posée aux patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque.



Au moins une mesure de durcissement : 49% ↓

Rappel octobre 2013 : 65% / Rappel juillet 2013 : 57% / Rappel avril 2013 : 53%
Rappel février 2013 : 47% / Rappel novembre 2012 : 60% / Rappel juillet 2012 : 54%
Rappel avril 2012 : 55% / Rappel janvier 2012 : 53% / Rappel octobre 2011 : 51%
Rappel juillet 2011 : 56% / Rappel avril 2011 : 62% / Rappel janvier 2011 : 51%

▲ 1 à 2 salariés (60%) / 1 à 19 salariés (57%) / Commerce (67%) / Hôtellerie (75%) / Rég. parisienne (58%)
 ▼ Aucun salarié (42%) / BTP (24%) / Artisan (41%)

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE ayant récemment effectué une demande de financement auprès de leur banque.

(1) Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous récemment effectué une demande de financement auprès de votre banque ? » et était posée aux patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque

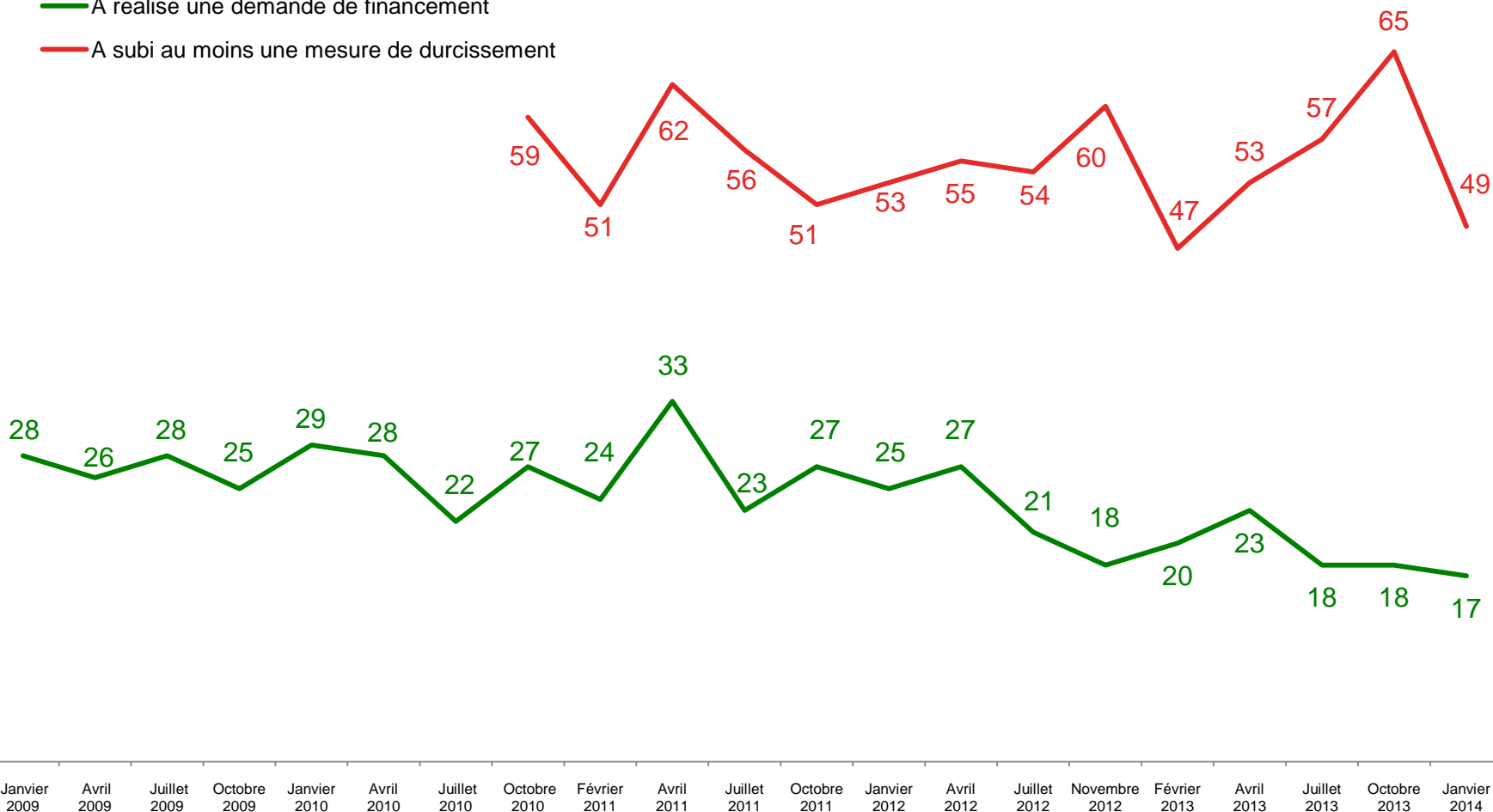
Les demandes de financement

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?
 Si oui, avez-vous subi une mesure de durcissement ?

— A réalisé une demande de financement

— A subi au moins une mesure de durcissement



Les atouts et les handicaps de la France pour les TPE

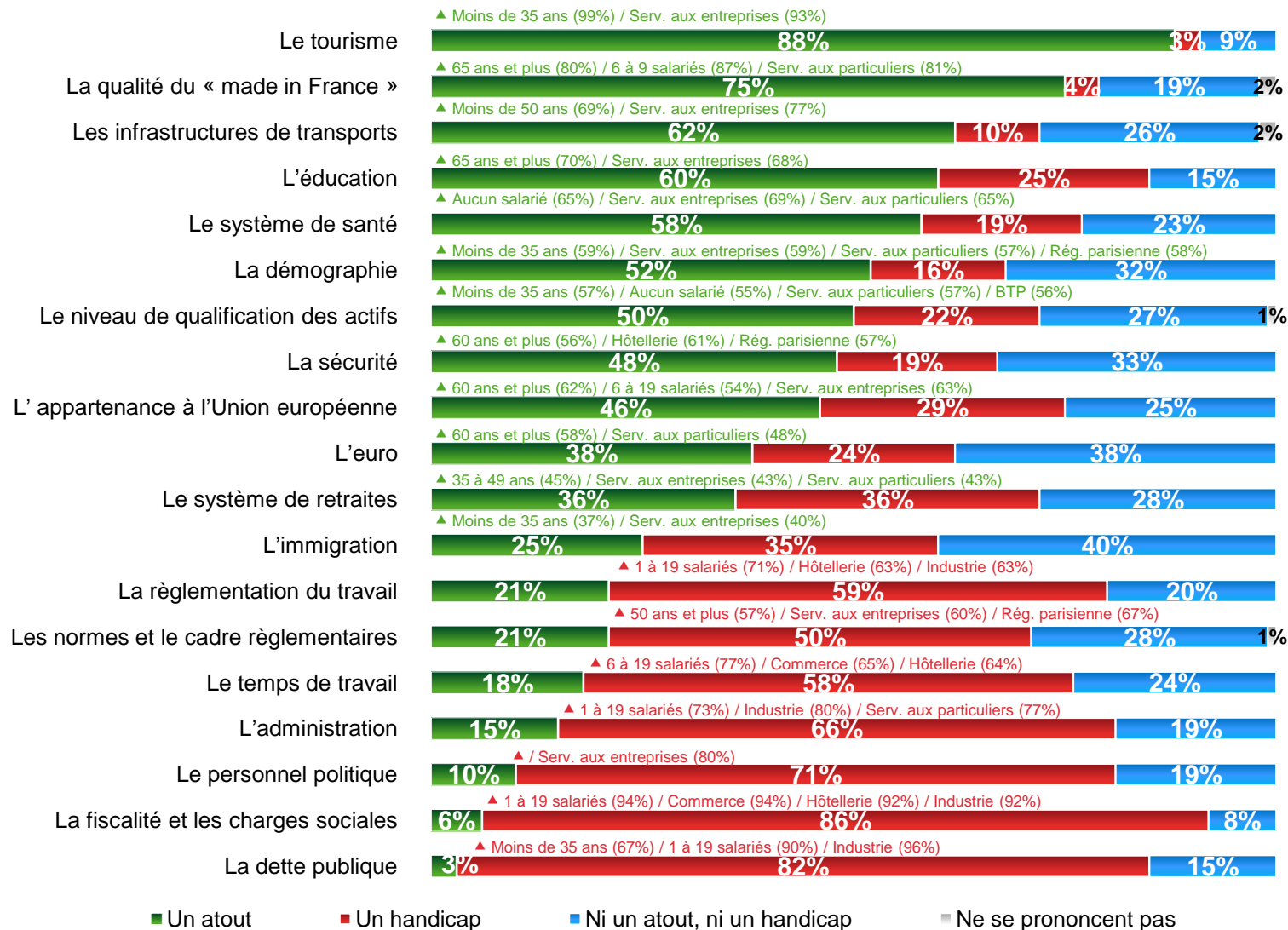
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Les atouts et les handicaps de la France

Question

Diriez-vous de chacun des éléments suivants qu'il constitue un atout, un handicap ou ni un atout ni un handicap pour l'avenir de la France ?



La politique d'investissement des TPE

Note de lecture

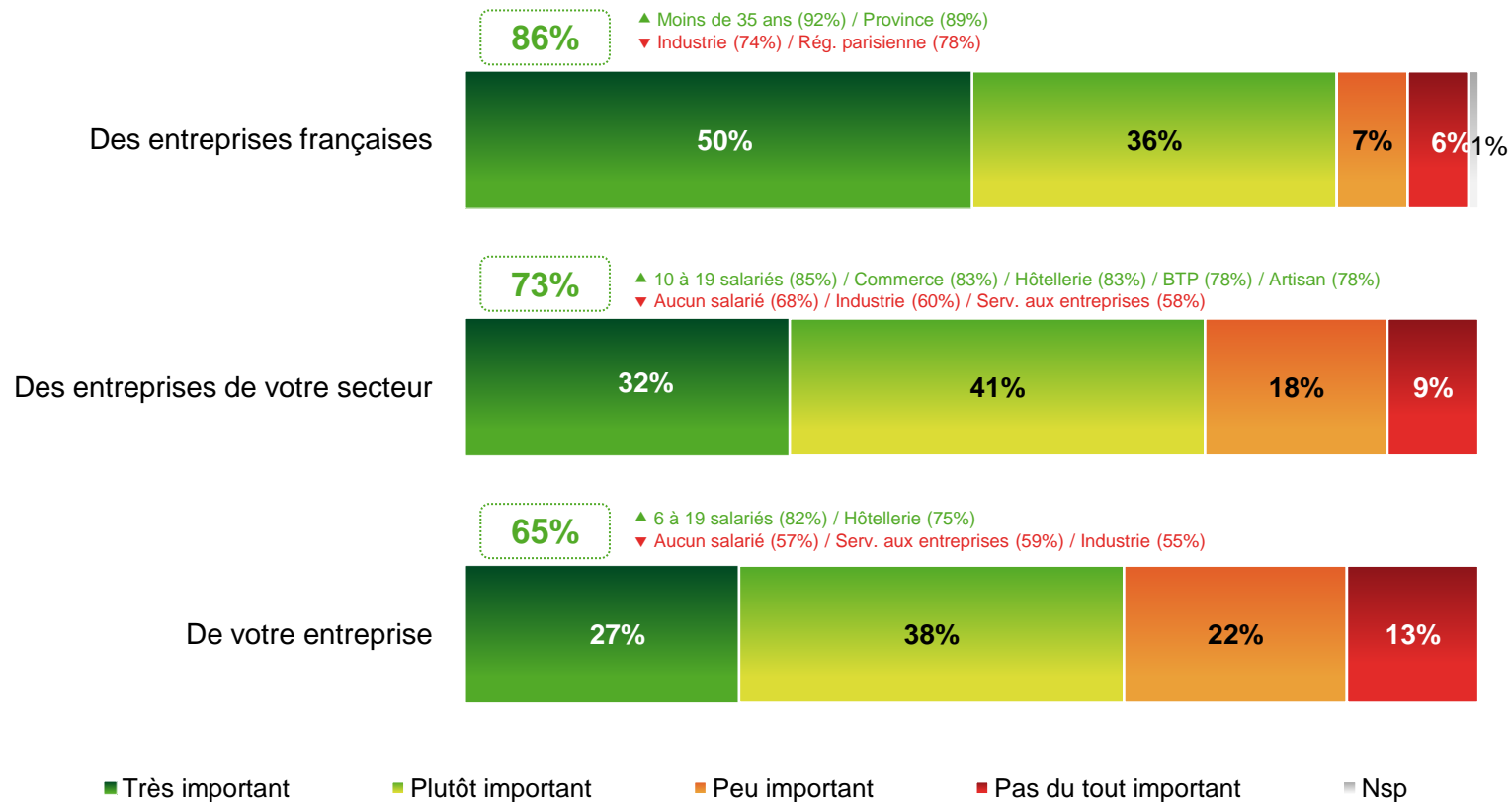
- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

L'importance accordée à l'investissement

Question

D'une manière générale, diriez-vous que l'investissement est important ou pas important pour assurer l'avenir... ?

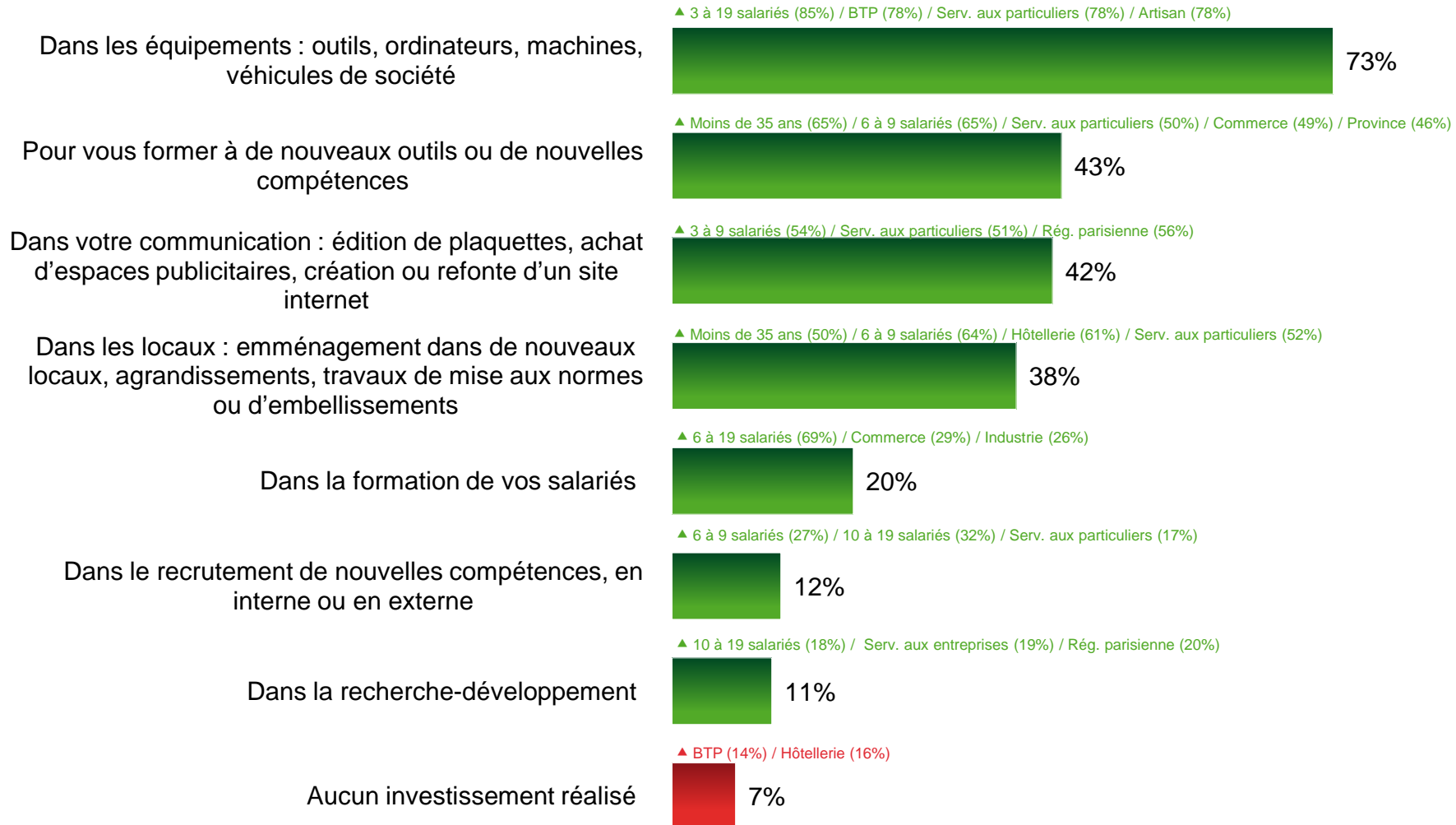
Total Important



Les investissements réalisés au cours des deux dernières années

Question

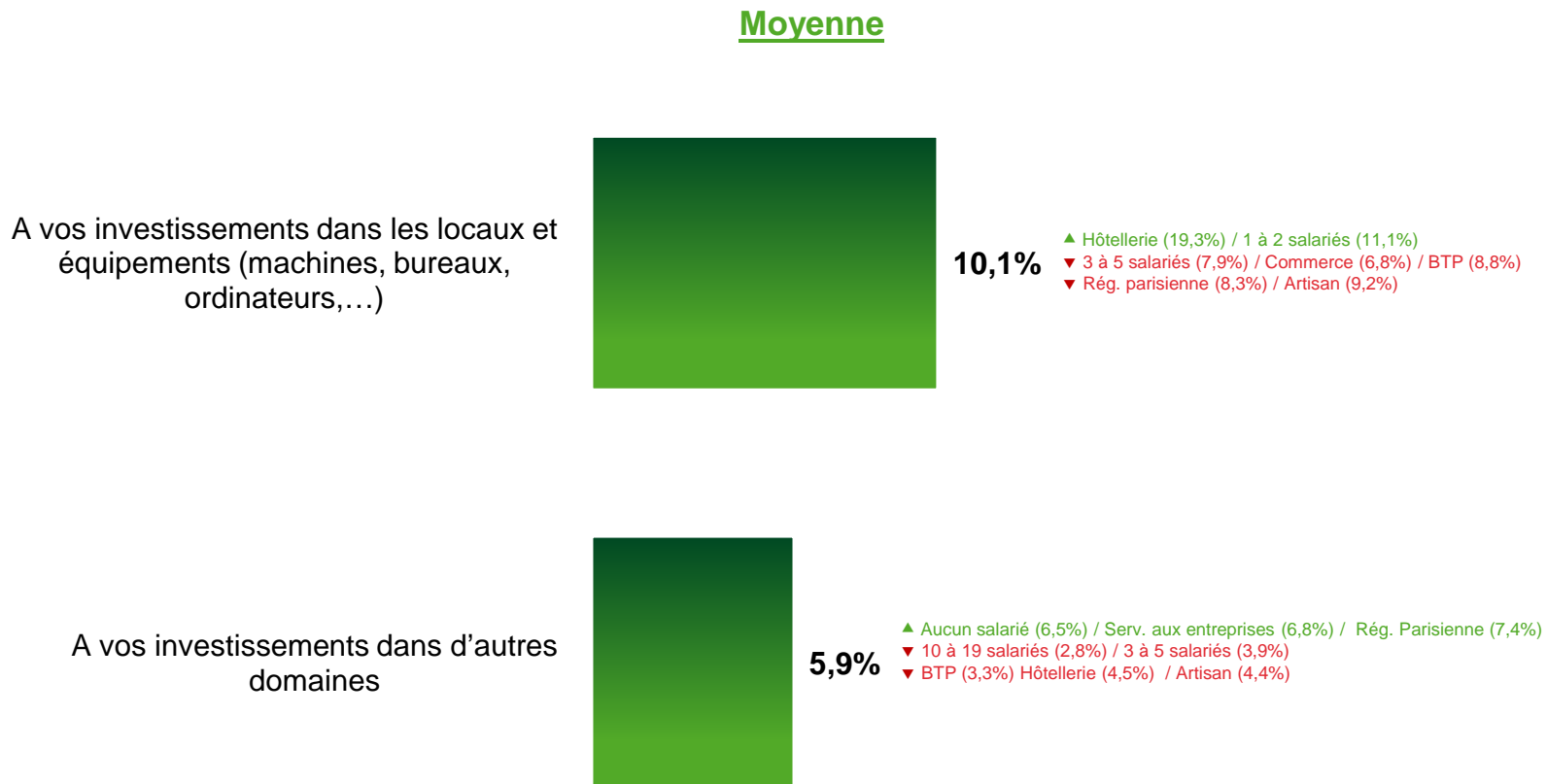
Au cours des deux dernières années, dans quel(s) domaine(s) avez-vous réalisé des investissements ?



Le montant des investissements réalisés au cours des deux dernières années

Question

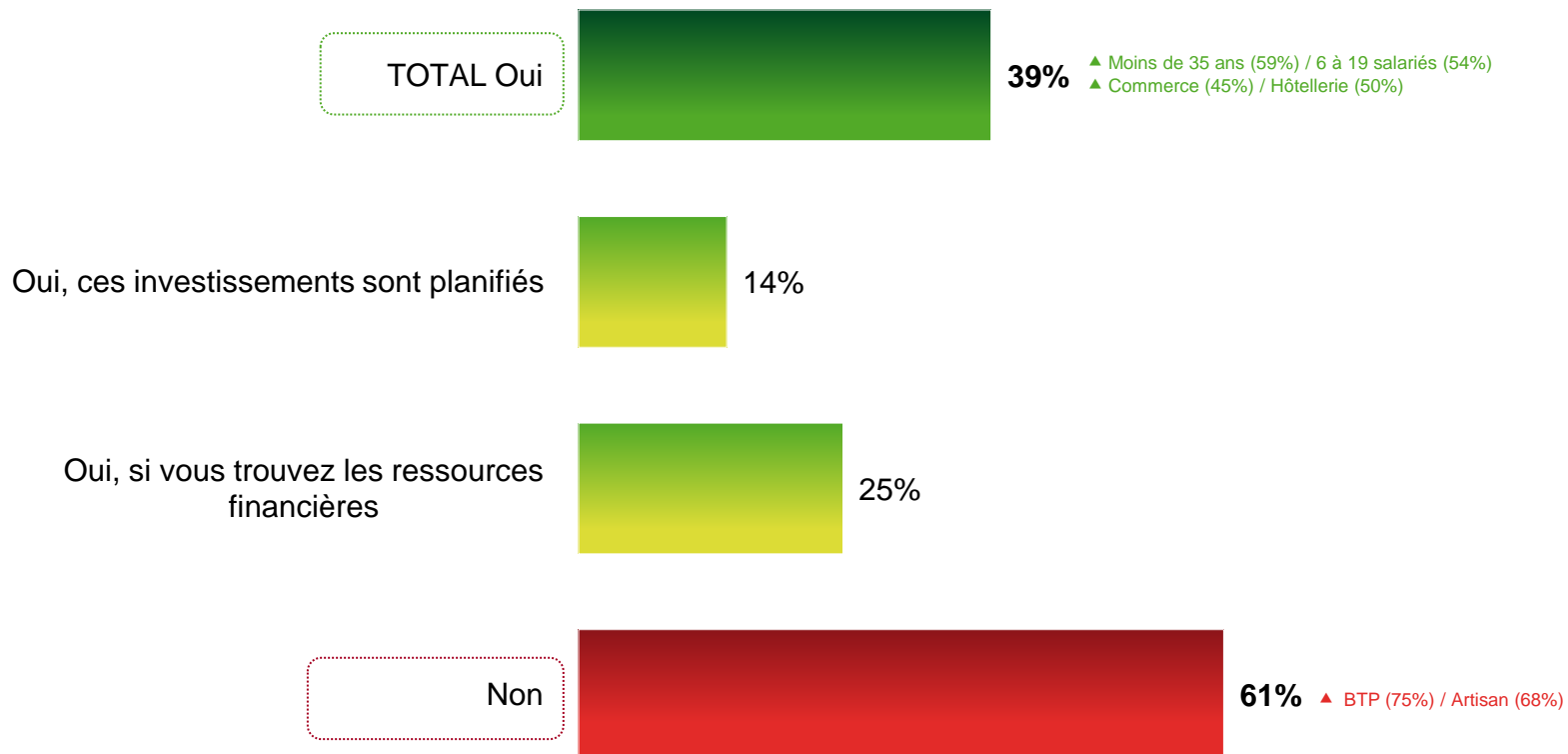
Au global, au cours des deux dernières années, quel pourcentage de votre chiffre d'affaires avez-vous consacré en moyenne... ?



Les intentions d'investissements en 2014

Question

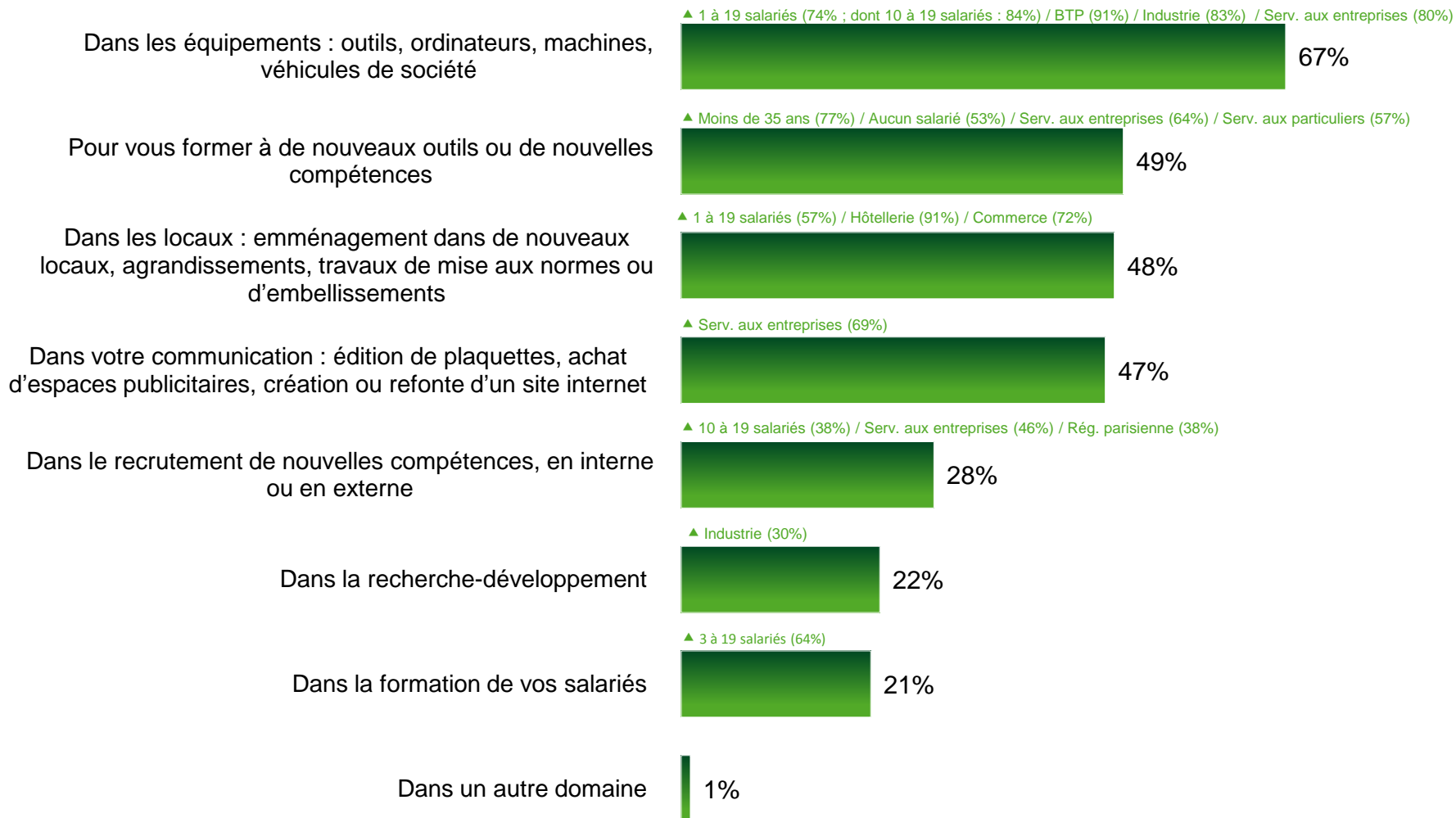
Prévoyez-vous des investissements en 2014 ?



Les domaines des investissements prévus pour 2014

Question

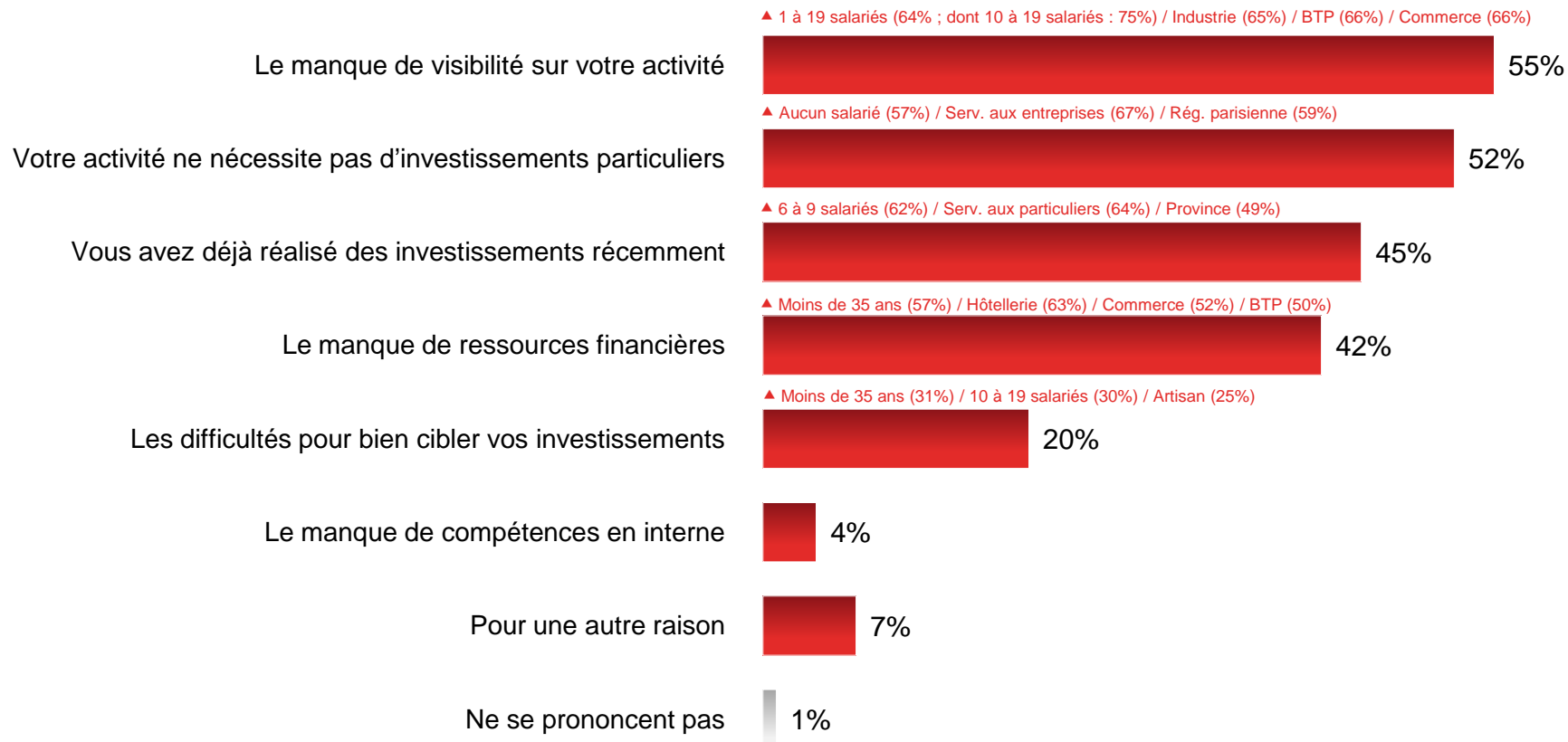
Dans quel(s) domaine(s) prévoyez-vous des investissements pour 2014 ?



Les raisons de ne pas investir en 2014

Question

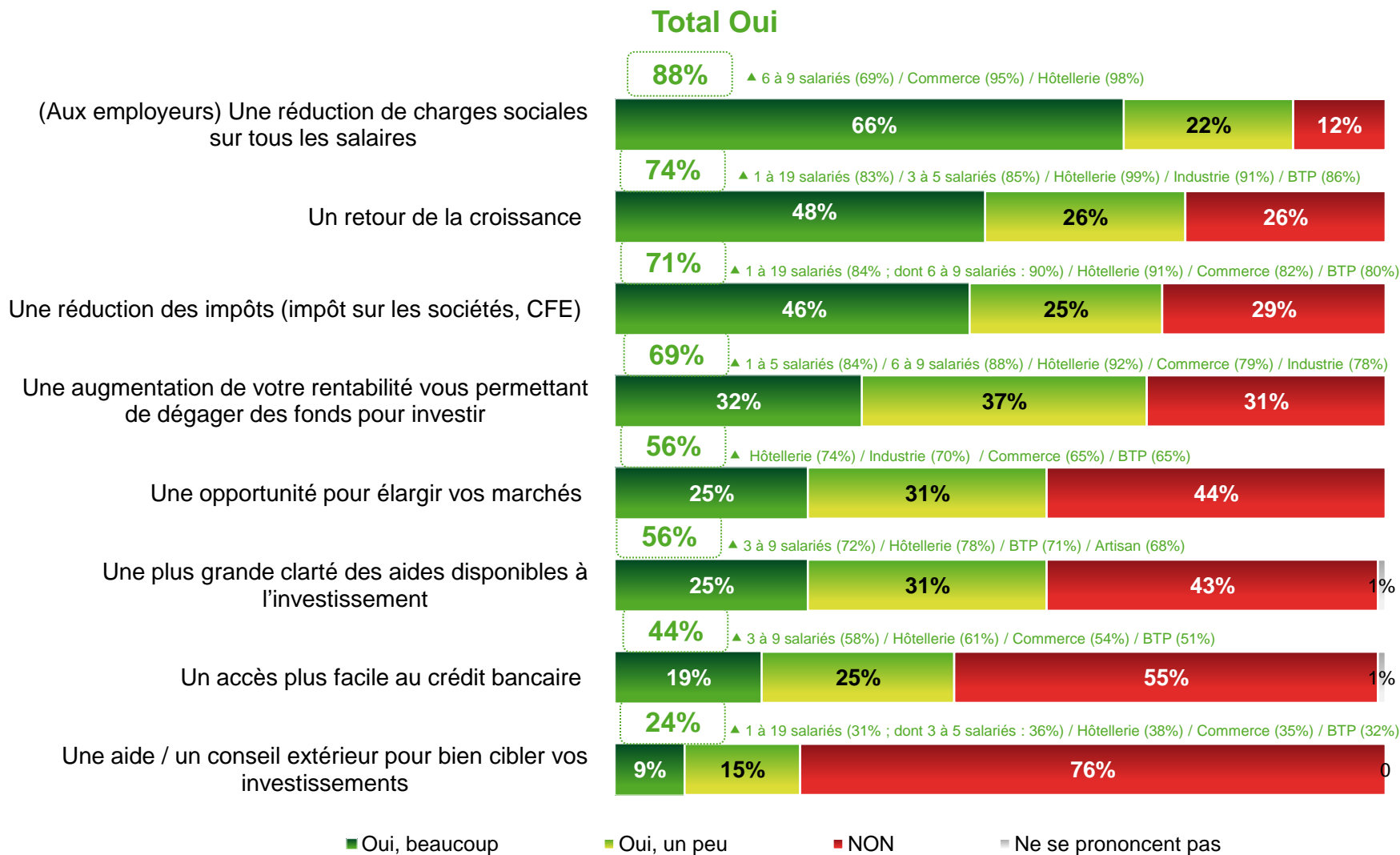
Pour quelle(s) raison(s) ne prévoyez-vous pas d'investissements au cours des deux prochaines années ?



Les incitations à l'investissement

Question

Pour chacun des éléments suivants, diriez-vous qu'il vous permettrait d'augmenter vos investissements ?



Les TPE et la conférence de presse du 14 janvier 2014

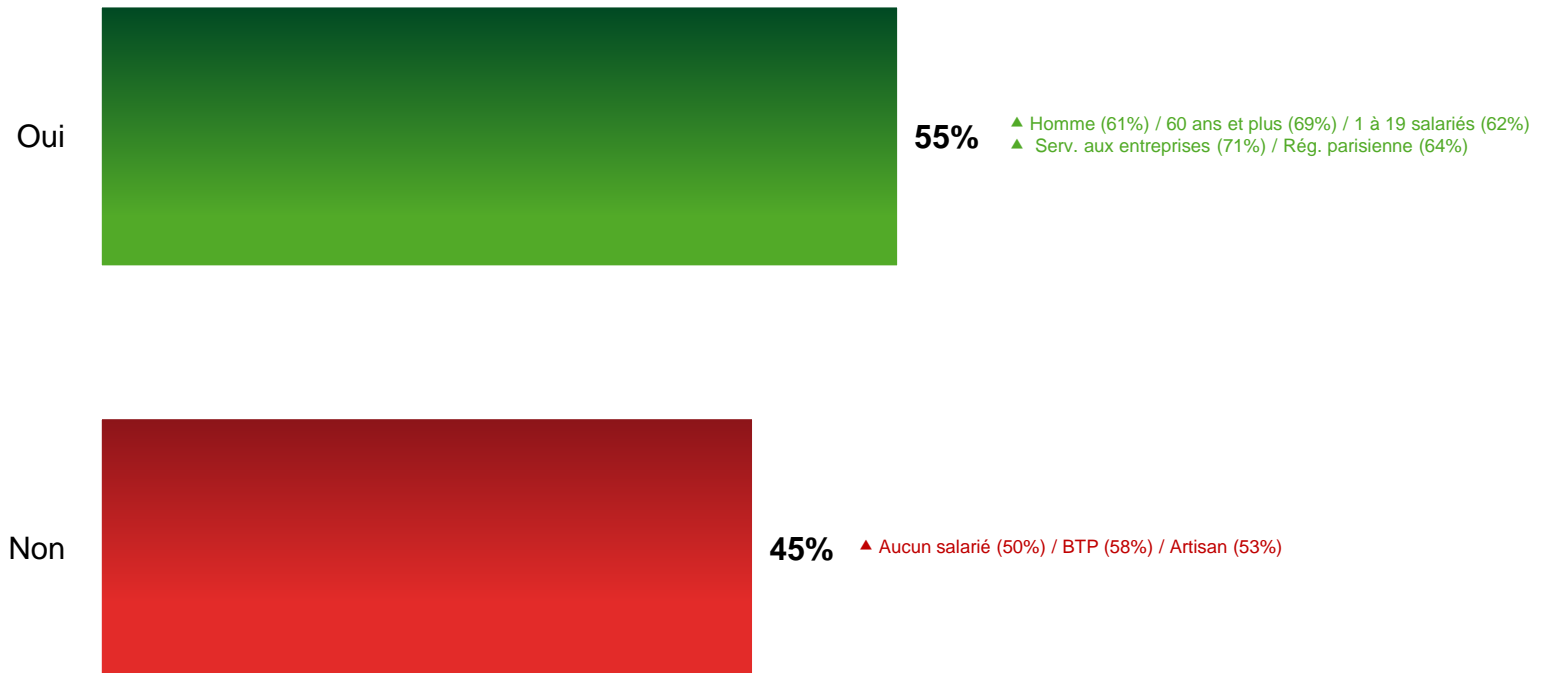
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

La connaissance des annonces faites par François Hollande lors de sa conférence de presse du 14 janvier 2014

Question

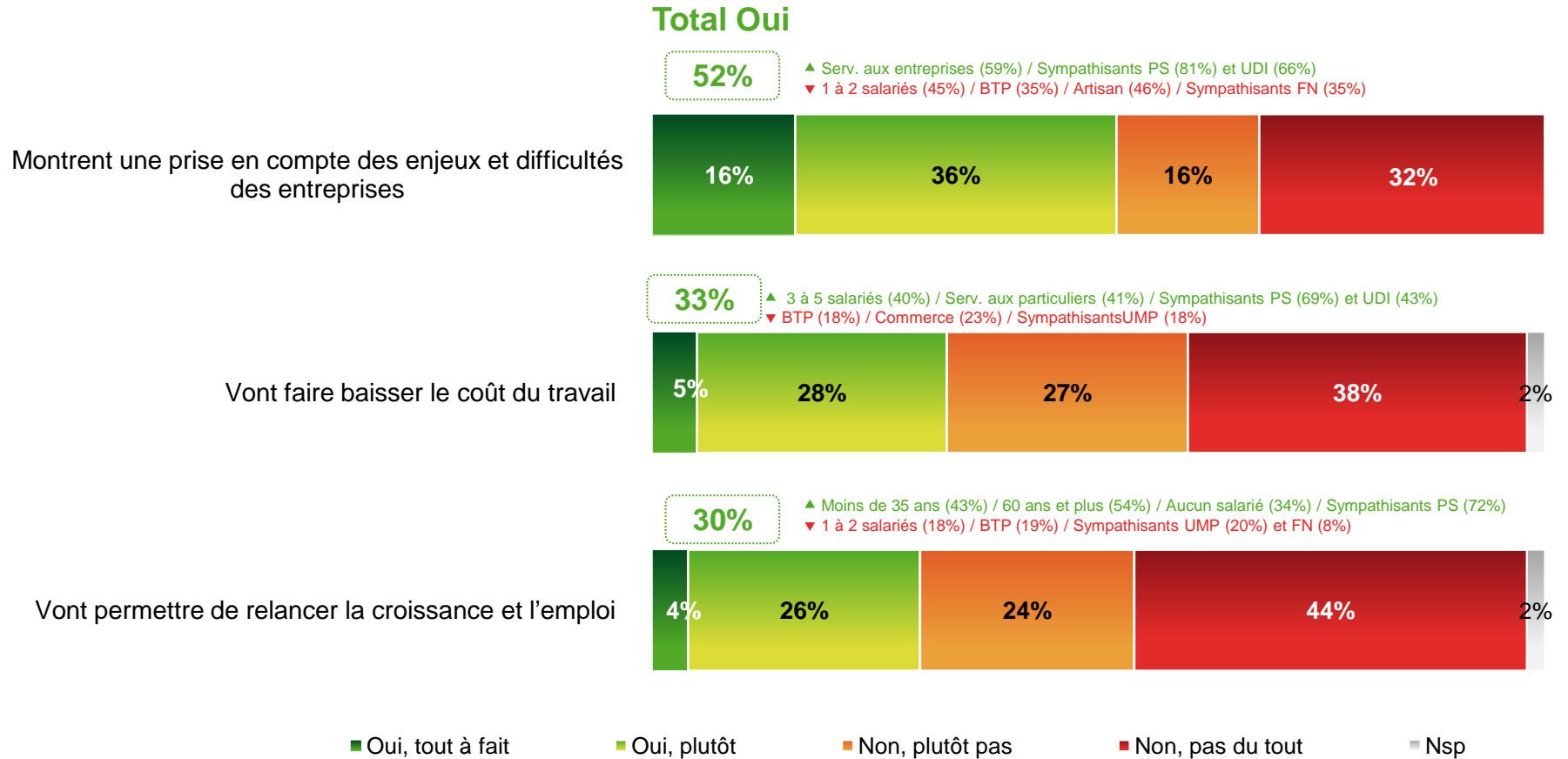
François Hollande a donné le 14 janvier 2014 une conférence de presse pour redéfinir son action et la stratégie du gouvernement. Il a notamment précisé les contours du « pacte de responsabilité » envers les entreprises évoqué lors de ses vœux de fin d'année. Avez-vous pris connaissance des annonces faites à cette occasion ?



Les jugements sur les mesures annoncées lors de la conférence de presse du 14 janvier 2014

Question

Diriez-vous que les mesures annoncées par François Hollande... ?



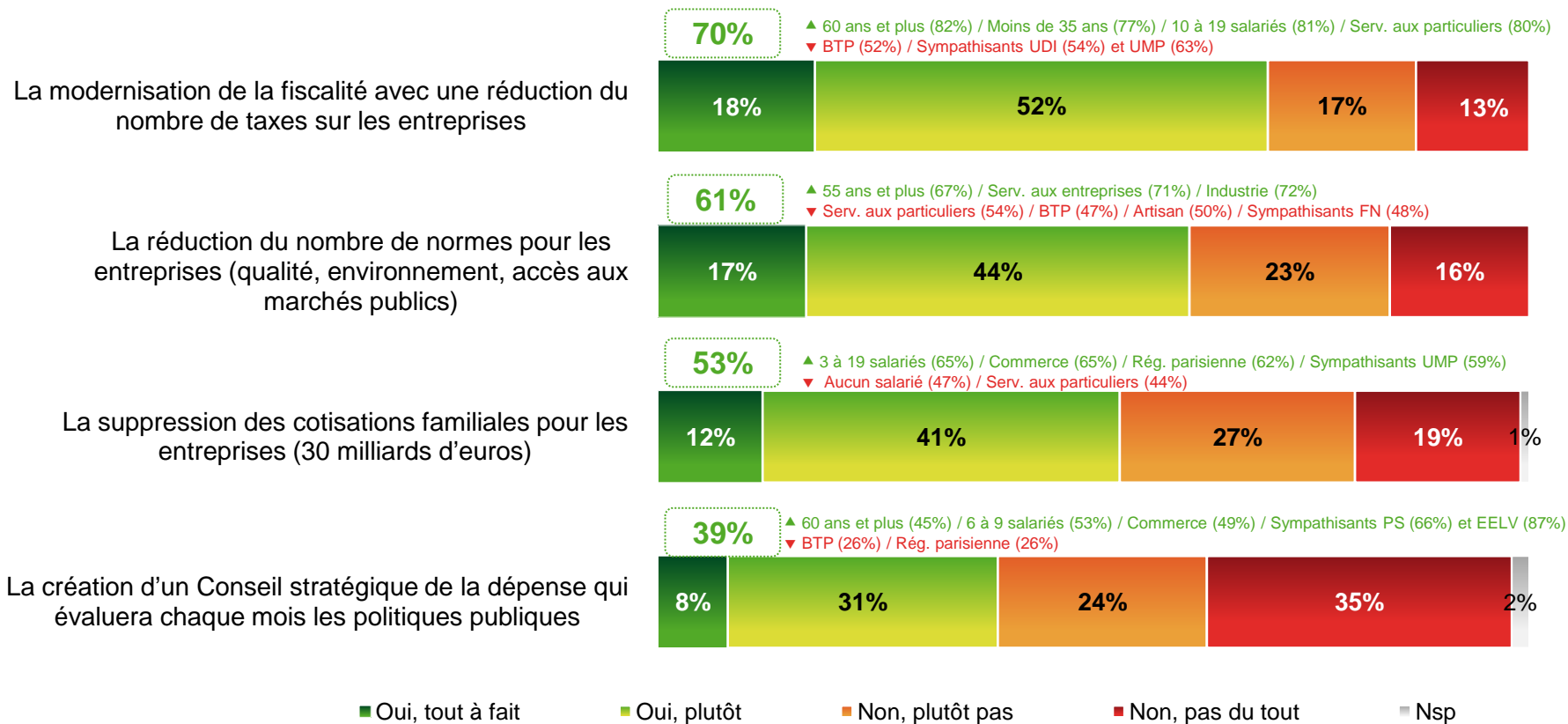
Base : aux patrons de TPE ayant pris connaissance des annonces faites par François Hollande le 14 janvier 2014

L'efficacité détaillée des mesures annoncées lors de la conférence de presse du 14 janvier 2014

Question

Pour chacune des mesures suivantes annoncées par François Hollande lors de sa conférence de presse du 14 janvier 2014, diriez-vous qu'elle va être efficace ou pas efficace pour relancer l'économie et l'emploi en France ?

Total Efficace

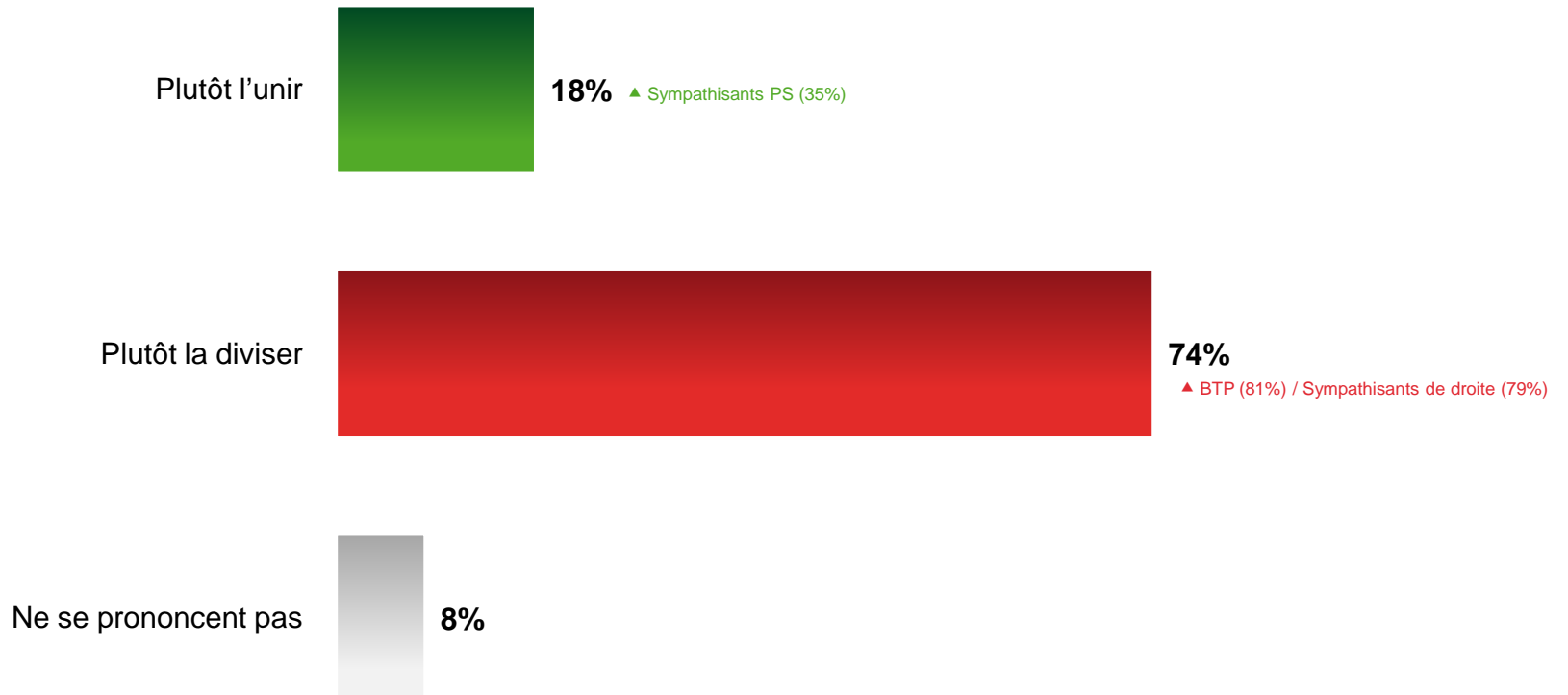


Base : à 66% de l'échantillon

L'impact des annonces de François Hollande sur la cohésion de la majorité présidentielle

Question

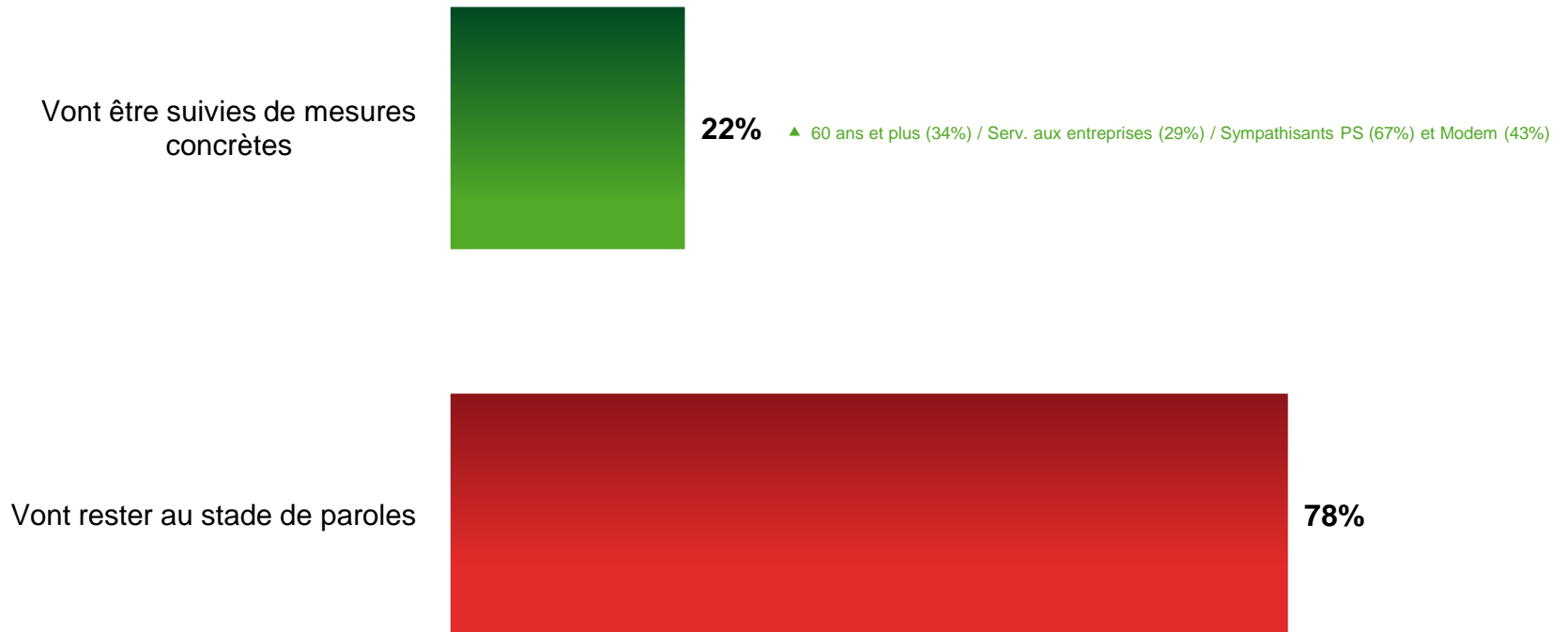
Lors de sa conférence de presse du 14 janvier 2014, François Hollande s'est présenté en social-démocrate et a proposé un programme basé sur une politique de l'offre. Vous personnellement, diriez-vous que cela va plutôt unir ou plutôt diviser la majorité présidentielle ?



La connaissance des annonces faites par François Hollande lors de sa conférence de presse du 14 janvier 2014

Question

Lors de sa conférence de presse du 14 janvier 2014, François Hollande a présenté une série d'annonces pour relancer la croissance et l'emploi. Diriez-vous que ces annonces... ?



Les TPE et le dispositif SEPA

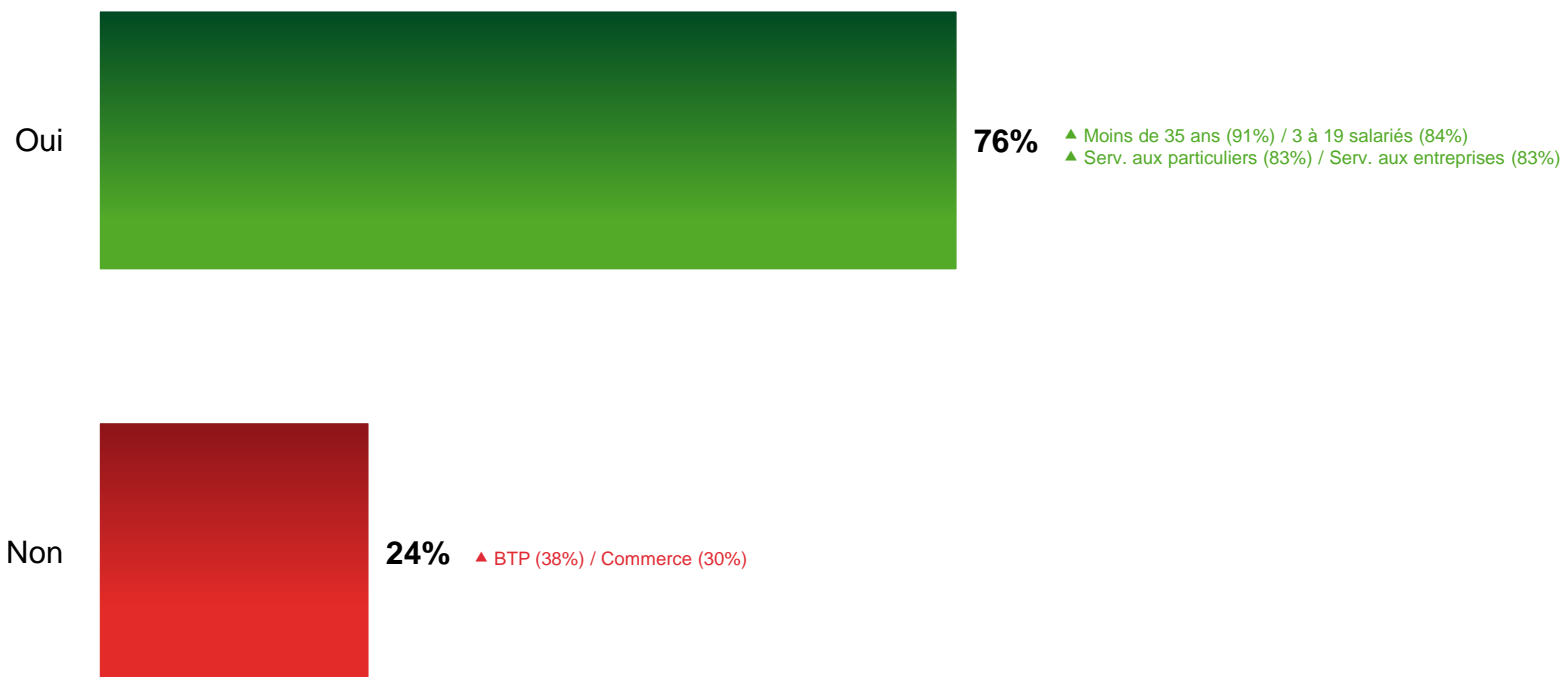
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

La réalisation de virements ou de prélèvements à titre professionnel

Question

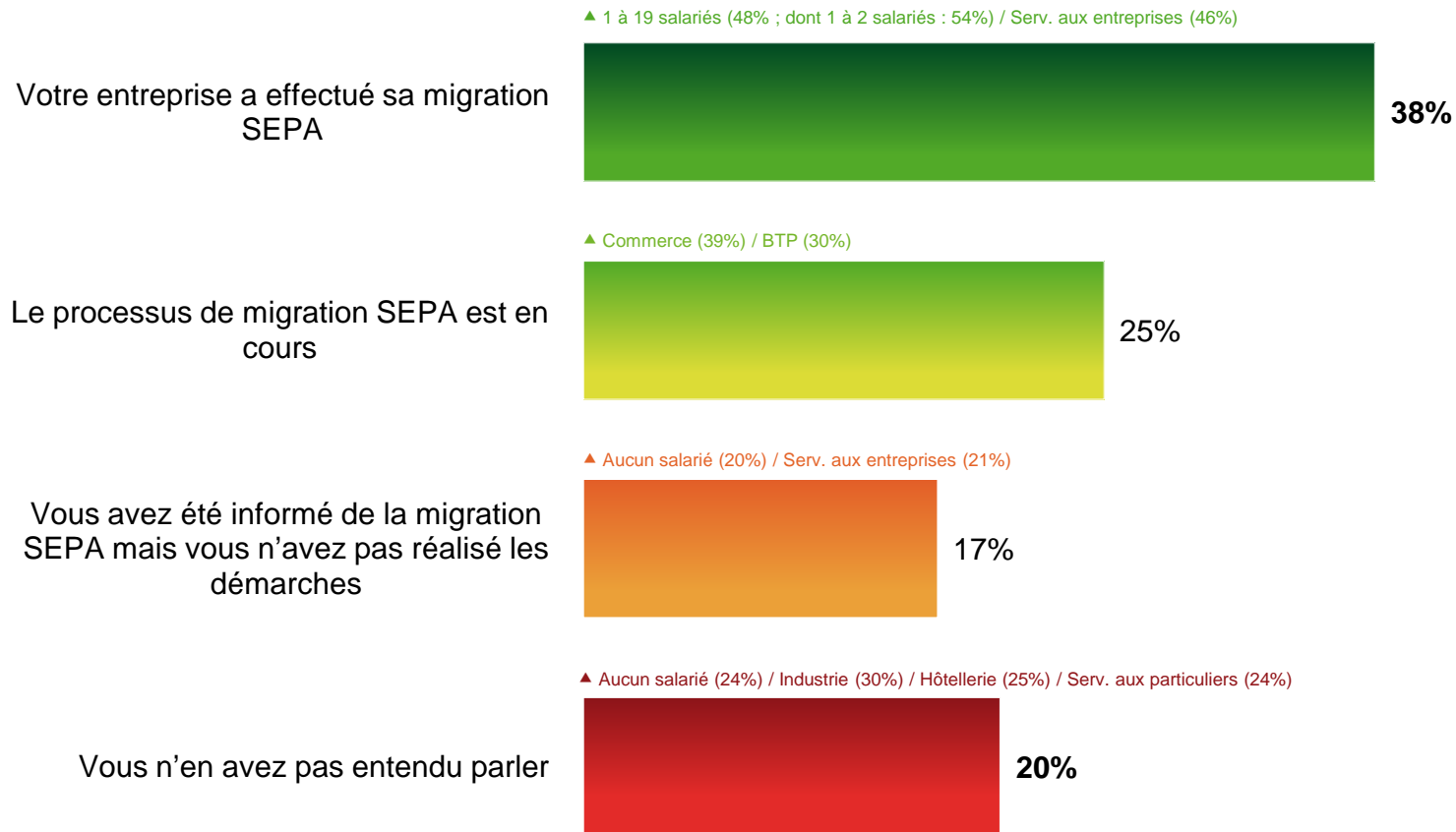
Réalisez-vous des virements ou des prélèvements à titre professionnel ?



La situation de l'entreprise en ce qui concerne la migration SEPA

Question

En février 2014, l'ensemble des entreprises devait avoir adopté le dispositif SEPA (Single Euro Payments Area), cette norme européenne remplaçant les normes nationales pour l'ensemble de leurs virements et prélèvements. Quelle est la situation de votre entreprise par rapport au SEPA ?



Les TPE et les élections municipales

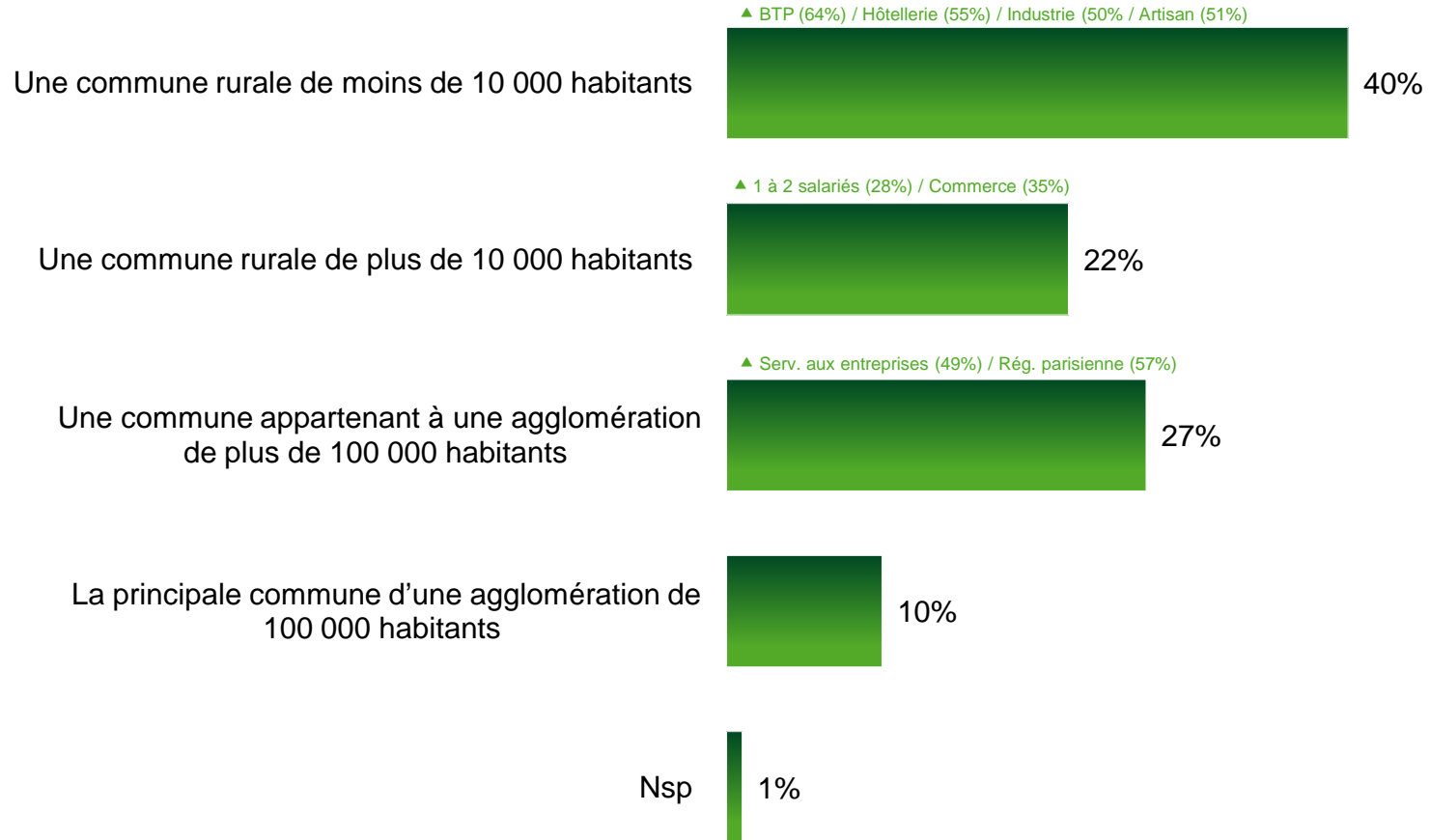
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Le type de commune d'implantation de l'entreprise

Question

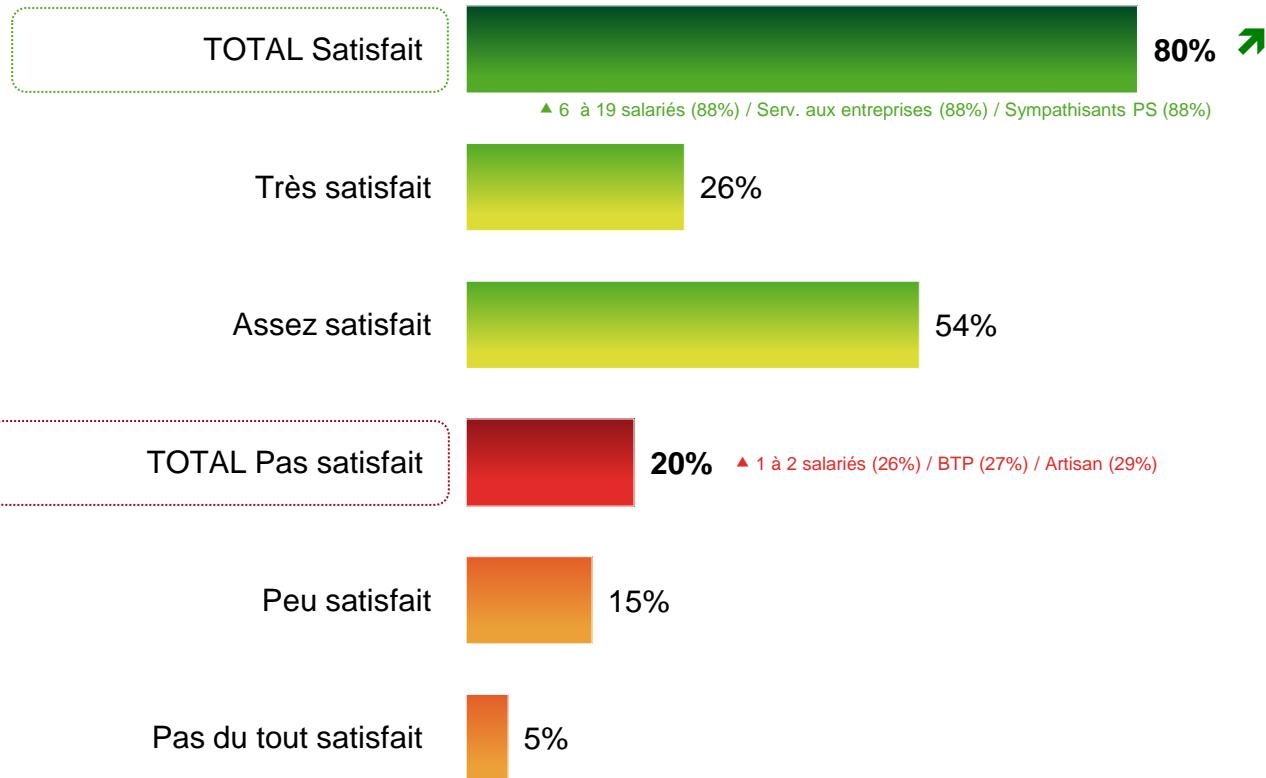
Dans quel type de commune êtes-vous installé pour exercer votre activité ?



La satisfaction de vivre dans sa commune

Question

D'une manière générale, êtes-vous satisfait de la commune où vous exercez votre métier ?



	Rappel octobre 2013	Comparatif Grand Public février 2013*
TOTAL Satisfait	75%	85%
Très satisfait	27%	29%
Assez satisfait	48%	56%
TOTAL Pas satisfait	25%	15%
Peu satisfait	14%	13%
Pas du tout satisfait	11%	2%

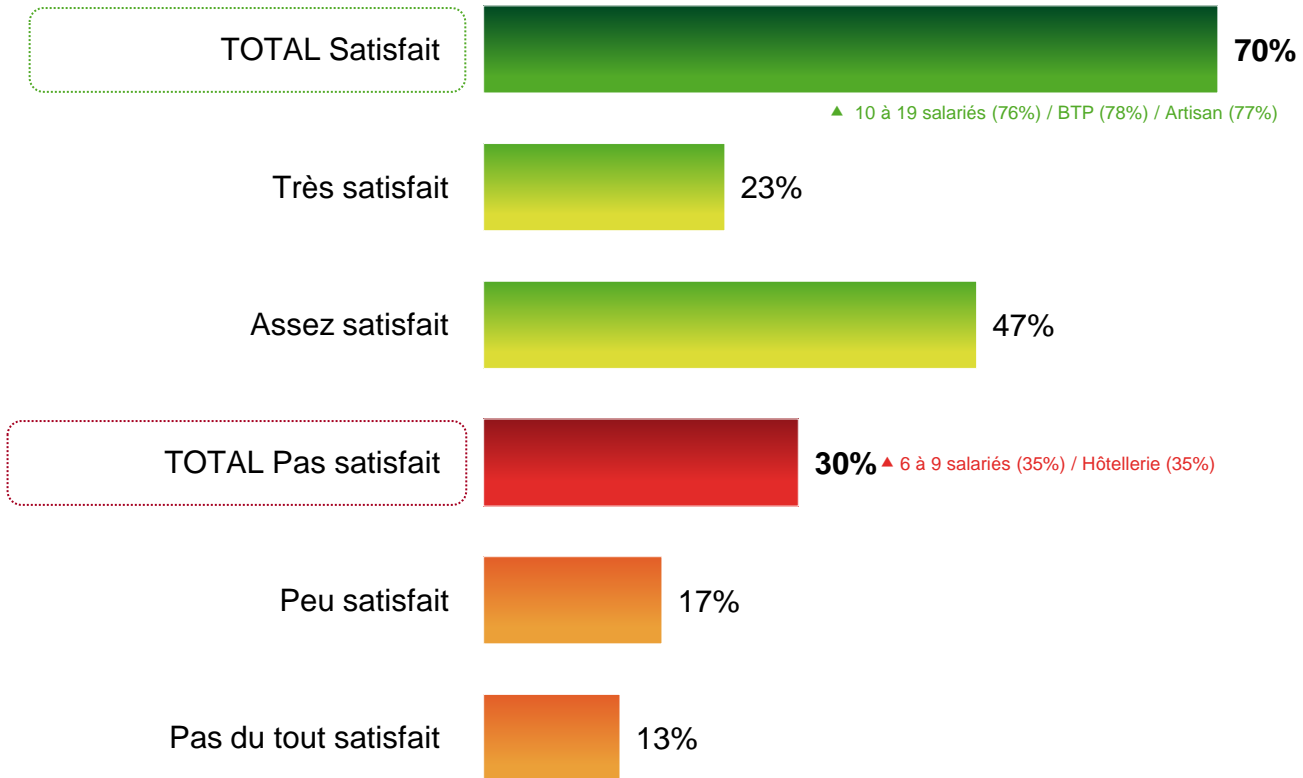
Base : à 50% de l'échantillon

(*) Etude Ifop pour Le Concours National des Villes, réalisée auprès d'un échantillon de 1 001 personnes représentatif de la population française résidant dans des villes de 20 000 habitants ou plus, âgée de 18 ans et plus par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing) du 29 janvier au 1^{er} février 2013, selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région, taille de commune et catégorie d'agglomération

La satisfaction à l'égard de l'équipe municipale actuelle

Question

D'une manière générale, diriez-vous que vous êtes satisfait ou pas satisfait du Maire et de l'équipe municipale de la commune où vous exercez votre activité ?

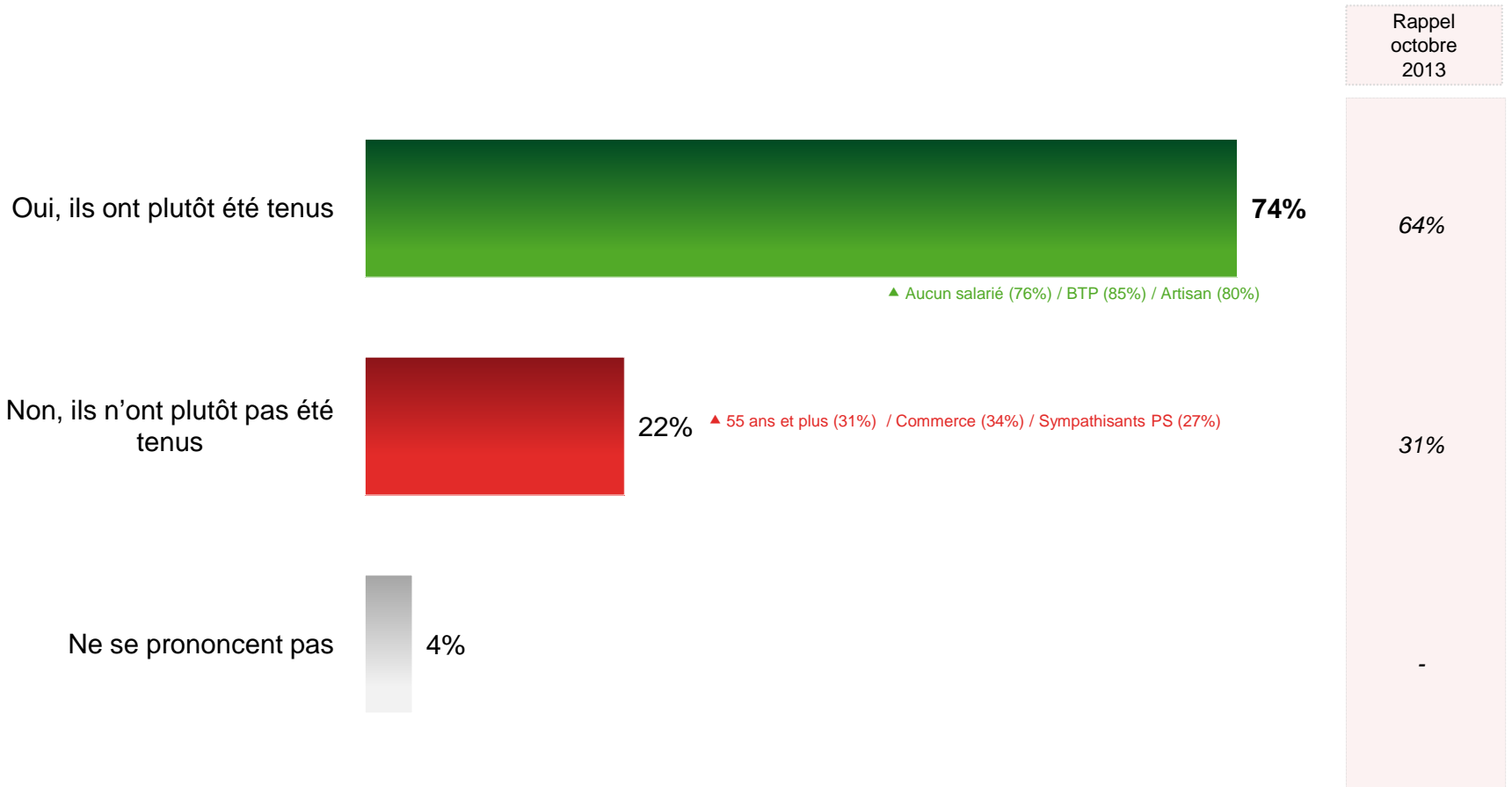


Base : à 50% de l'échantillon

La tenue des engagements pris par la municipalité en 2008

Question

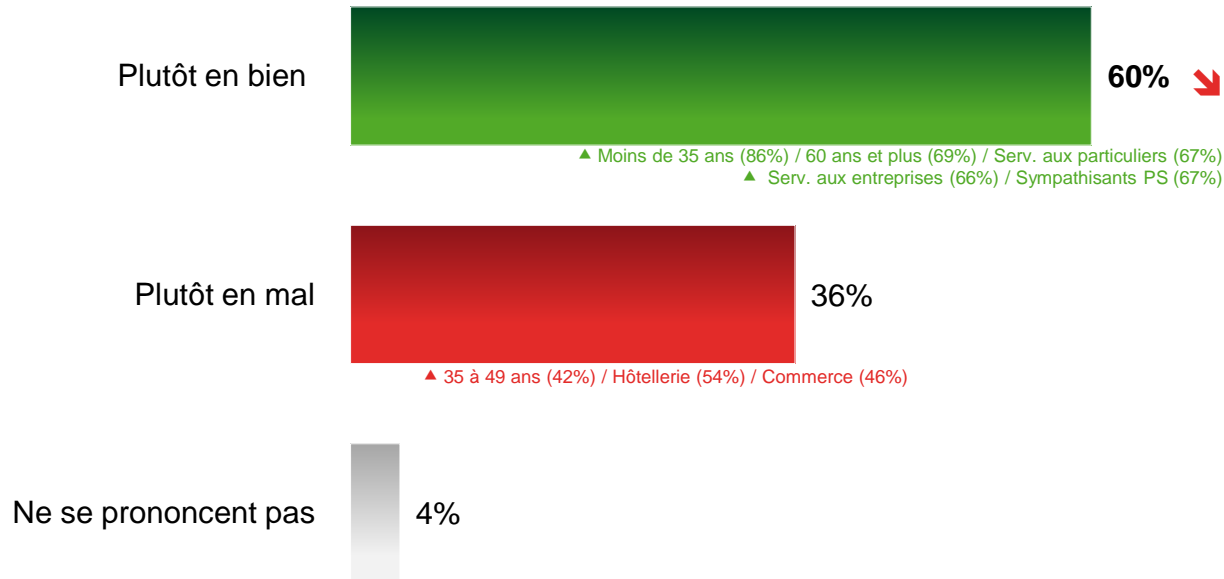
Quand vous pensez aux engagements qu'avait pris cette municipalité au moment de son élection, estimez-vous que dans l'ensemble, ces engagements ont été plutôt tenus ou pas tenus ?



Le jugement sur l'évolution de sa commune au cours des dernières années

Question

Diriez-vous que, depuis quelques années, la commune où vous êtes installé professionnellement a changé plutôt en bien ou en mal ?

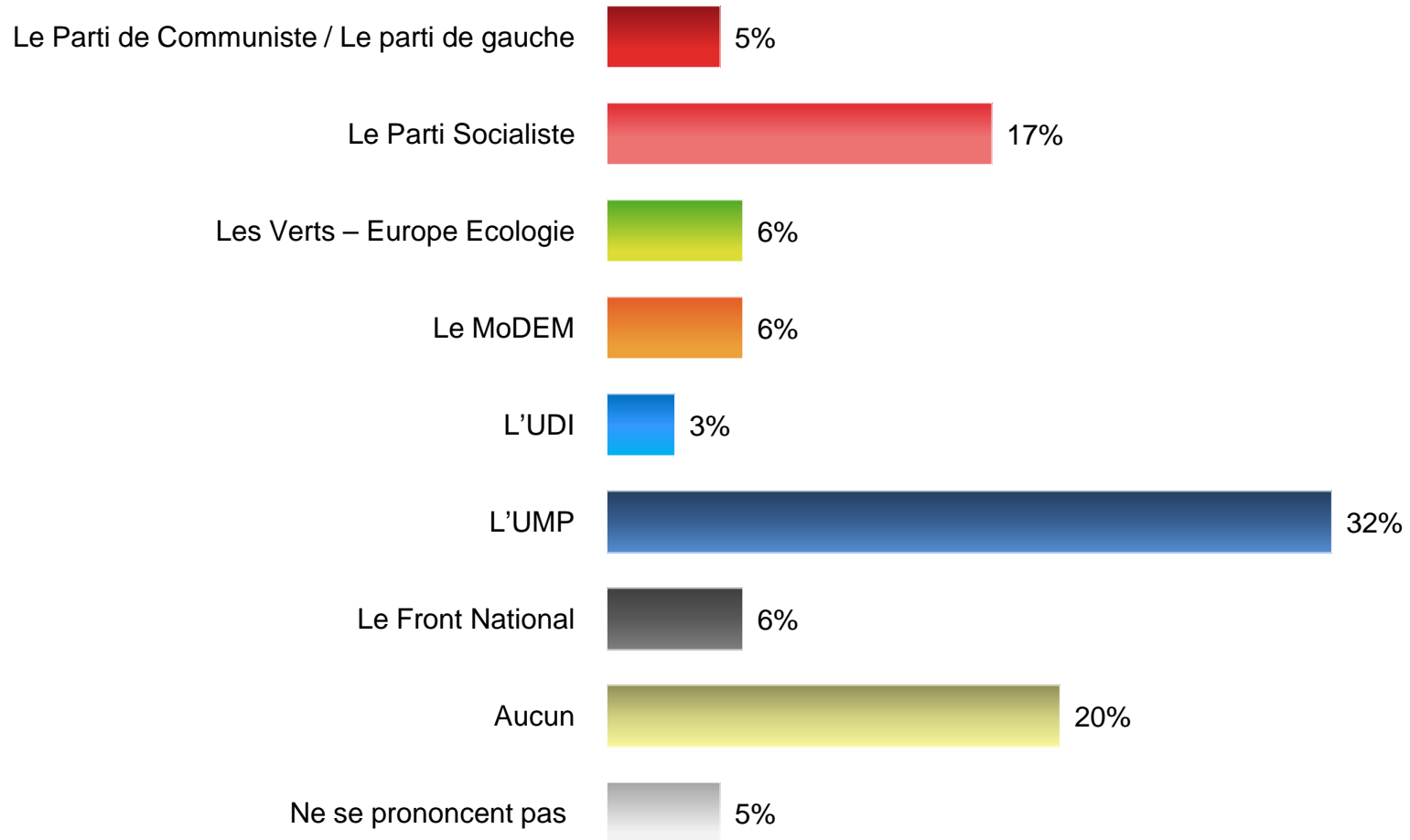


	Rappel octobre 2013	Comparatif Grand Public février 2013
Plutôt en bien	63%	65%
Plutôt en mal	34%	35%
Ne se prononcent pas	3%	-

Le souhait de victoire pour les municipales de mars 2014

Question

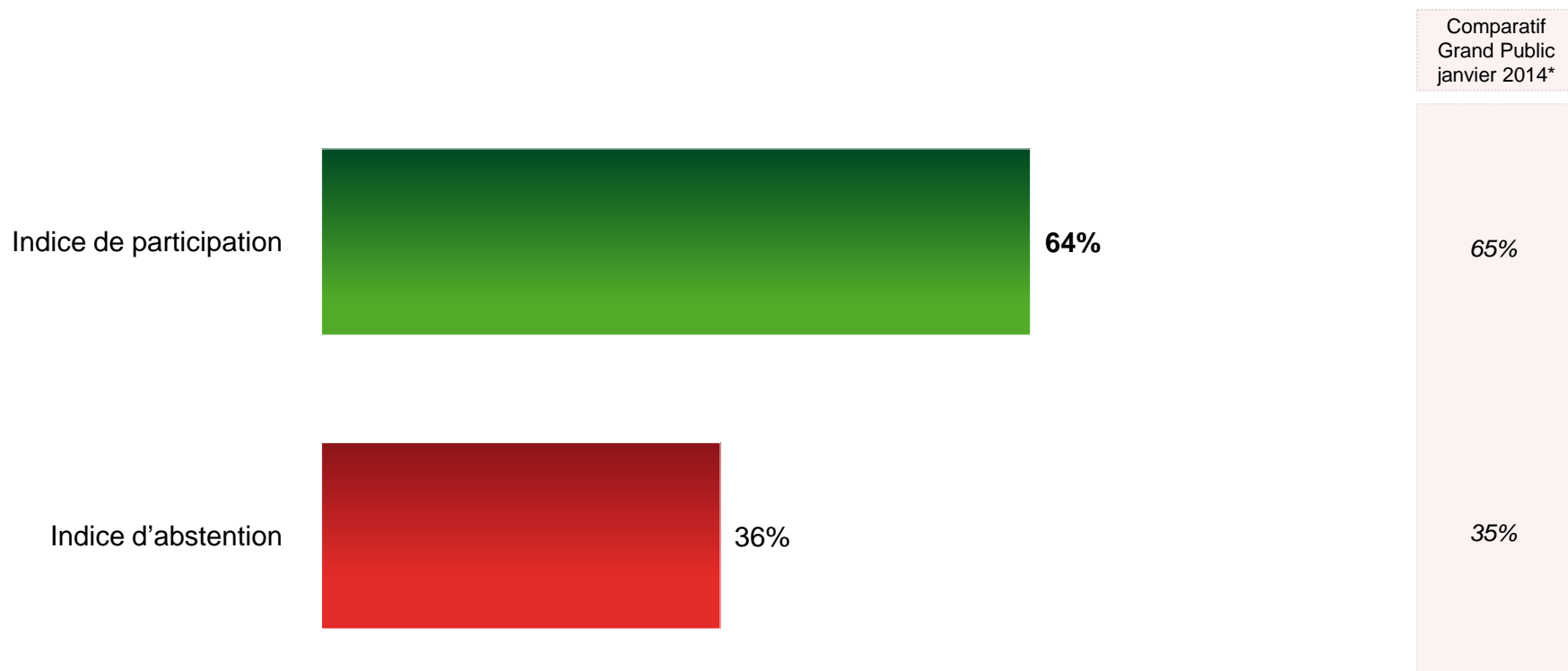
Pour les prochaines élections municipales qui se dérouleront au mois de mars 2014, quel parti souhaiteriez-vous voir élu dans votre commune ?



L'indice de participation aux élections municipales de mars 2014

Question

Comme vous le savez peut-être, des élections municipales vont avoir lieu en mars 2014. Lors de ces élections municipales, pensez-vous que vous allez voter ? Donnez-moi une note de 0 à 10 : 0 signifiant que vous êtes vraiment tout à fait certain de ne pas aller voter aux élections municipales, 10 que vous êtes vraiment tout à fait certain d'aller voter lors de ces élections, les autres notes vous permettant de nuancer votre opinion...



Base : à 50% de l'échantillon

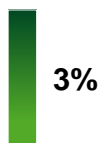
(*) Etude Ifop pour Le Journal du Dimanche, réalisée auprès d'un échantillon de 1 005 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus par téléphone du 3 au 4 janvier 2014, selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille, niveau de diplôme) après stratification par région et catégorie d'agglomération

La motivation personnelle du vote aux élections municipales

Question

En pensant aux prochaines élections municipales, diriez-vous que par votre vote... ?

Vous allez soutenir la politique du président de la République et du Gouvernement



▲ 60 ans et plus (12%) / Serv. aux entreprises (9%) / Rég. parisienne (9%) / Sympathisants PS (25%)

Vous allez sanctionner la politique du président de la République et du Gouvernement



▲ 10 à 19 salariés (36%) / BTP (29%) / Sympathisants FN (51%)

Vous vous prononcerez principalement en fonction de considérations locales



▲ Moins de 35 ans (94%) / Aucun salarié (78%) / Commerce (80%)
 ▲ Sympathisants Modem (98%) et UDI (83%)

Ne se prononcent pas **1%**

	Comparatif Grand Public janvier 2014	Comparatif Grand Public septembre 2013(*)	Comparatif Grand Public janvier 2008 (**)
Vous allez soutenir la politique du président de la République et du Gouvernement	7%	10%	19%
Vous allez sanctionner la politique du président de la République et du Gouvernement	25%	26%	16%
Vous vous prononcerez principalement en fonction de considérations locales	64%	61%	64%
Ne se prononcent pas	4%	3%	1%

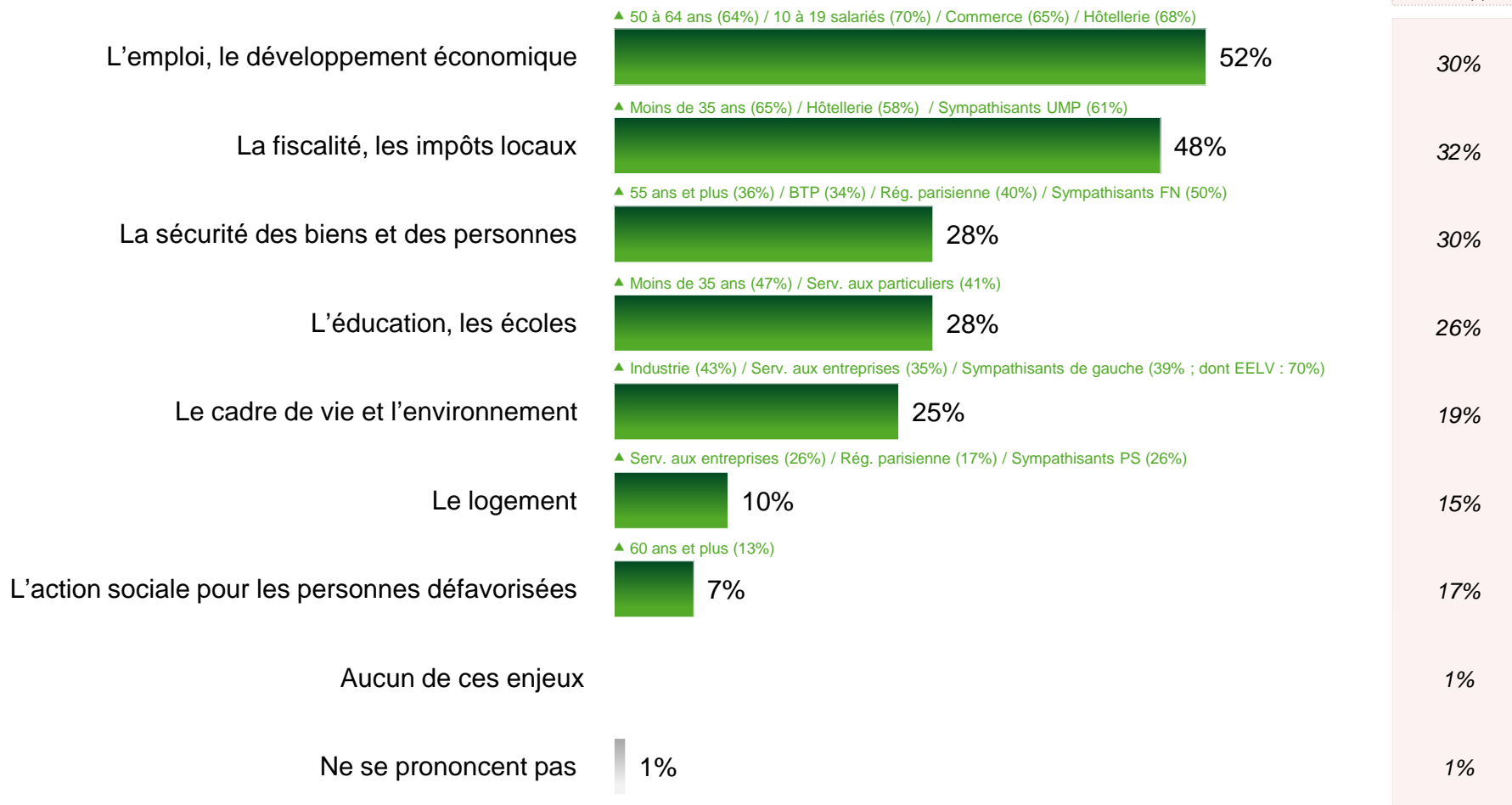
Base : à 50% de l'échantillon

(*) Sondage Ifop pour Le Journal du Dimanche réalisé par téléphone du 27 au 28 septembre 2013 auprès d'un échantillon de 1 024 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus
 (**) Sondage Ifop pour Le Journal du Dimanche réalisé par téléphone du 3 au 4 janvier 2008 auprès d'un échantillon de 1 276 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus

Les enjeux déterminants du vote aux élections municipales

Question

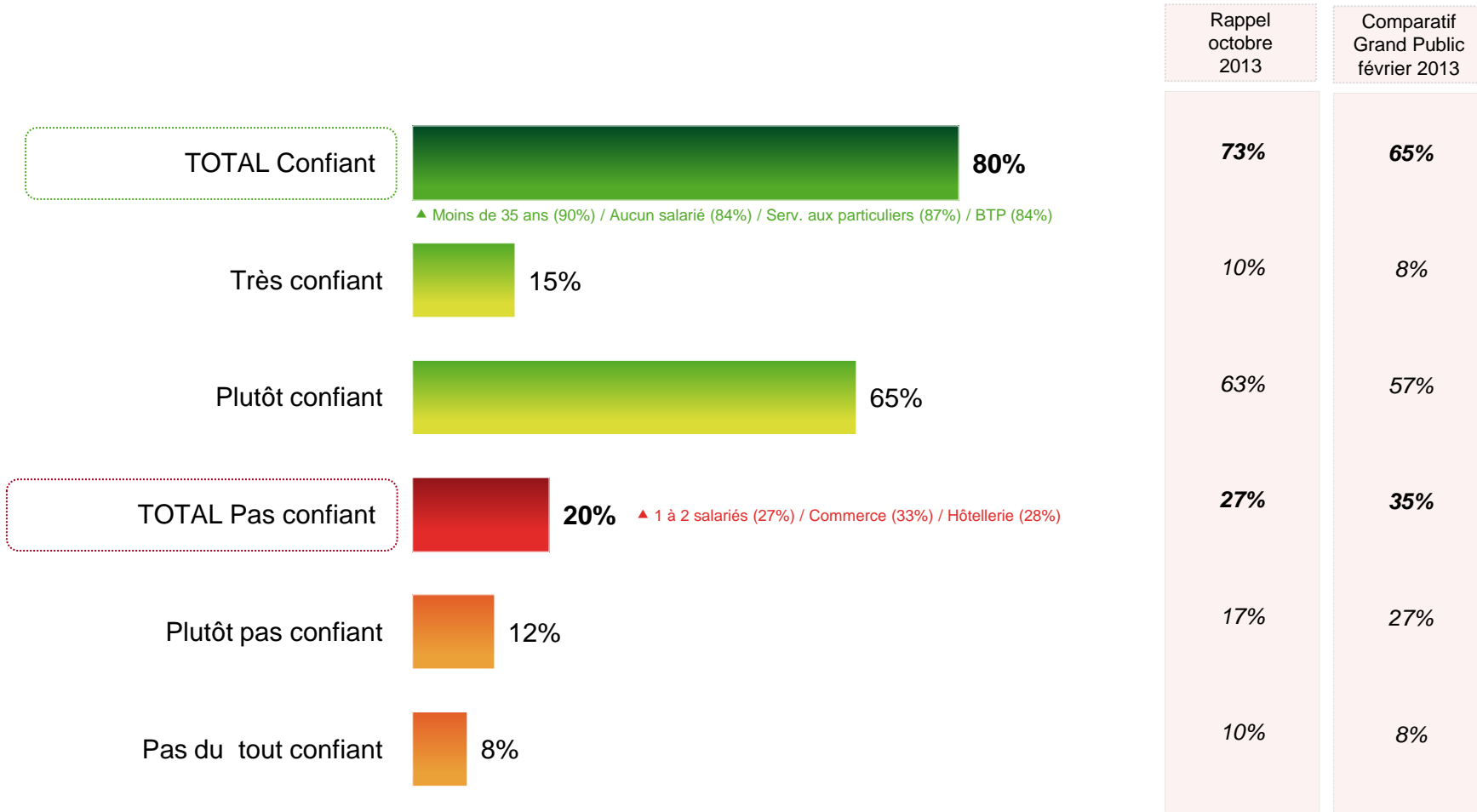
Parmi les enjeux suivants relatifs à votre commune, quels sont les deux qui vont le plus compter pour vous au moment de votre vote, aux élections municipales des 23 et 30 mars prochains ?



La confiance dans l'avenir de sa commune

Question

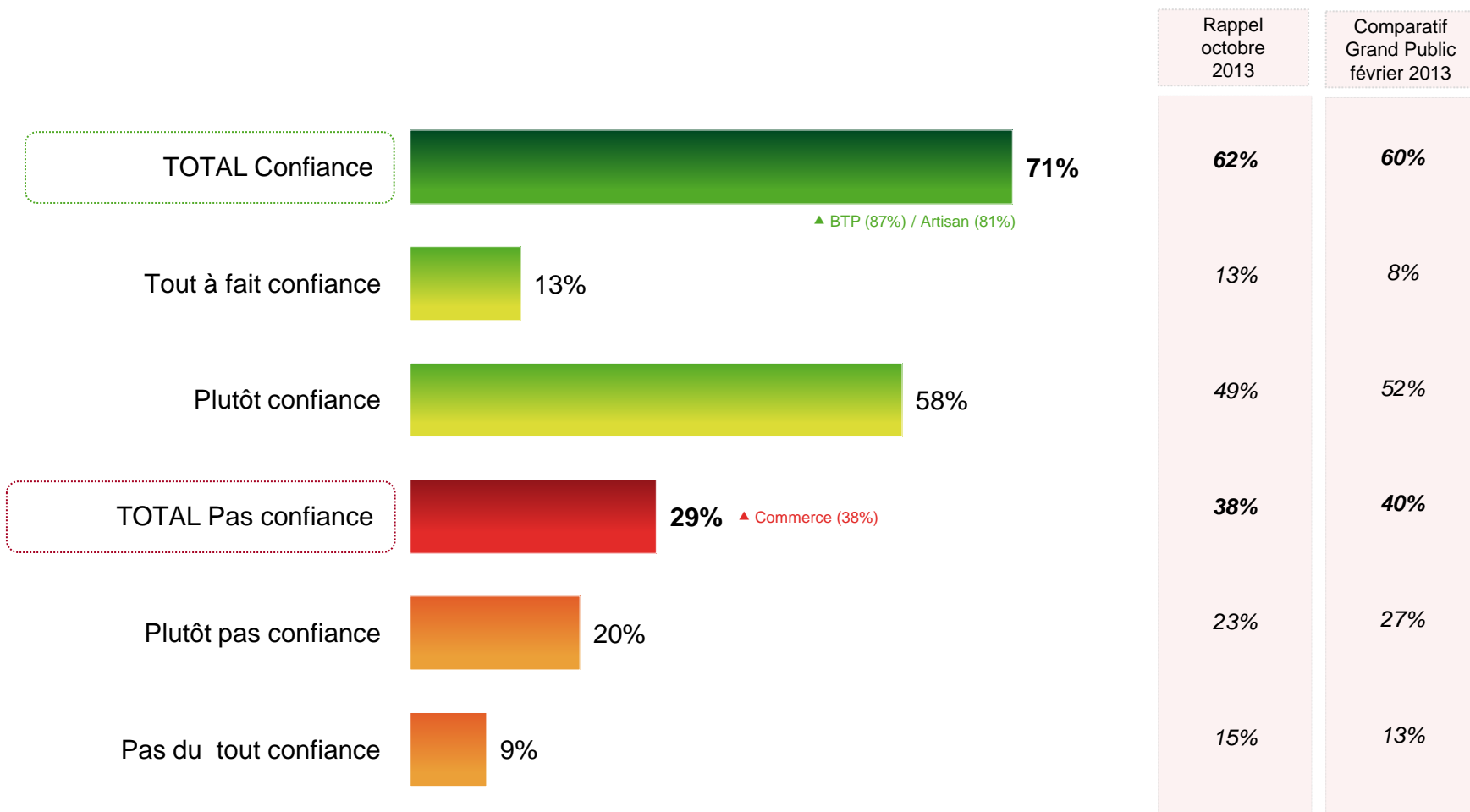
Etes-vous personnellement très confiant, plutôt confiant, plutôt pas confiant ou pas du tout confiant lorsque vous pensez à l'avenir de la commune dans laquelle vous êtes installé ?



La confiance dans le Maire et les élus pour garantir l'avenir de sa commune

Question

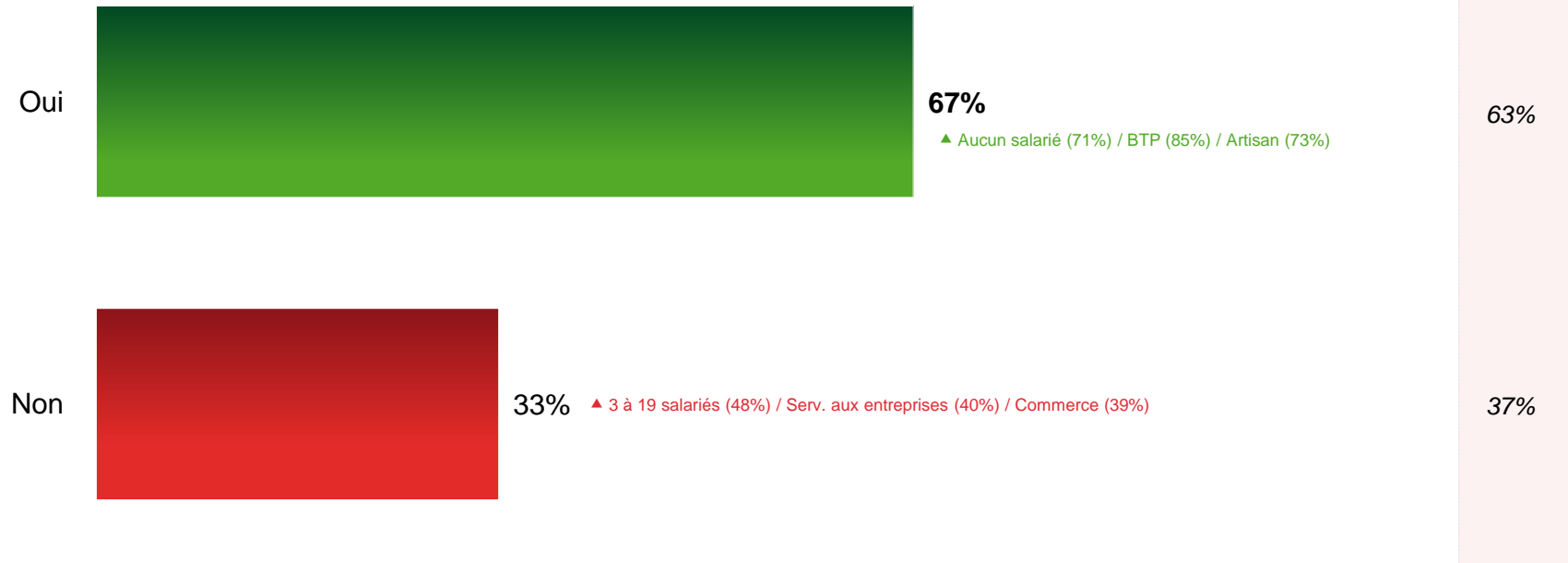
Et faites-vous personnellement tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance au Maire et aux élus de la commune où vous êtes installé pour garantir le meilleur avenir pour cette commune ?



La résidence personnelle dans la commune d'implantation de son entreprise

Question

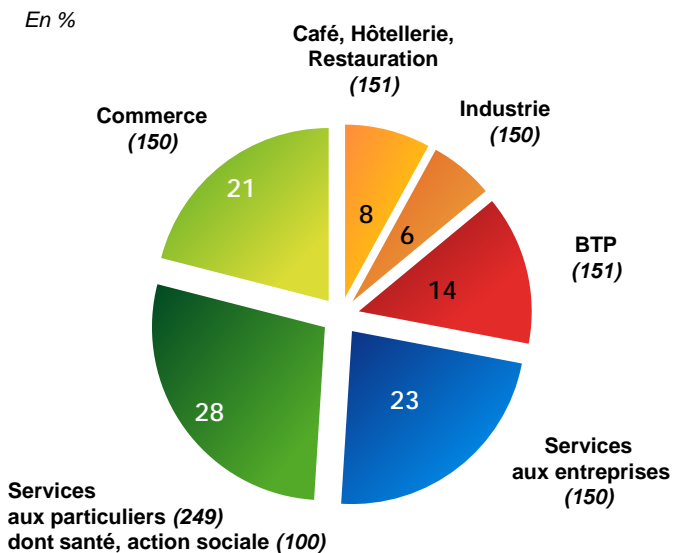
Vivez-vous dans la commune où vous êtes professionnellement installé ?



- Échantillon de **1 001** dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 20 au 31 janvier 2014.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

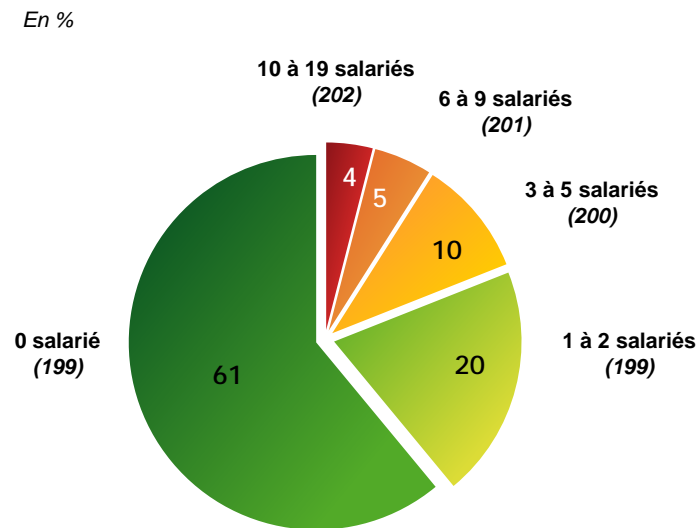
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

